

Fin de la grève des dockers de Dunkerque

LIRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Abonnement, 1,20 F par semaine, 1,20 F par mois, 1,20 F par trimestre, 1,20 F par semestre, 1,20 F par an. Les abonnements sont payables d'avance. Les abonnements étrangers sont payables en francs S.F. ou en devises. Les abonnements sont envoyés en recommandé. Les abonnements sont renouvelés d'office si le client ne s'oppose pas. Les abonnements sont envoyés en recommandé. Les abonnements sont renouvelés d'office si le client ne s'oppose pas. Les abonnements sont envoyés en recommandé. Les abonnements sont renouvelés d'office si le client ne s'oppose pas.

M. Marchais et Berlinguer

Les limites eurocommunisme

quatre ans que, au cours d'une première rencontre à du 10 au 12 mai 1973, Georges Marchais et Enrico Berlinguer se sont rencontrés à Rome, le vendredi 29 avril. Ils ont parlé naturellement des relations des deux partis communistes qu'ils dirigent, mais aussi, comme l'a déclaré le secrétaire général du P.C.F., de « la coopération entre nos deux nations ».

Les communistes de l'est et de l'ouest de l'Europe sont en désaccord sur l'interprétation de la conférence qui avait réuni à Berlin en juin 1976 les dirigeants des P.C. du continent.

● A Prague, à l'occasion d'une rencontre organisée par la revue *Problèmes de la paix et du socialisme*, M. Marchais, membre suppléant du bureau politique et secrétaire du comité central du parti communiste de l'U.R.S.S., a insisté, il y a quelques jours, sur le caractère universel de l'expérience soviétique. Alors que l'an dernier les « eurocommunistes » avaient mis l'accent sur les particularités de leurs pays et critiqué certains aspects du « modèle soviétique », M. Marchais, lui, continue d'adhérer à l'anti-soviétisme — et à l'anticommunisme — toute critique de l'U.R.S.S.

M. Marchais s'est refusé à commenter le discours du dirigeant soviétique. Il a toutefois déclaré à notre correspondant à Rome : « Nous répondons quand est nécessaire. Nous n'avons pas eu besoin de répondre à la conférence de Berlin... Il est évident que le P.C.F. modifie son attitude dans quelque domaine que ce soit. » (Lire nos informations page 2.)

Les conditions, comment s'est-il pu accueillir les deux à la veille du voyage de Georges Marchais le parti français a pris avec pour parties italiennes, à l'exception, jusqu'à présent, la démocratie chrétienne. L'innovation témoigne s'opposent du P.C.F. que celui de ne pas laisser de M. François Mitterrand de discuter à projets d'avenir.

ont parlé à Rome des rapports «entre États»

MM. Georges Marchais et Enrico Berlinguer se sont rencontrés à Rome, le vendredi 29 avril. Ils ont parlé naturellement des relations des deux partis communistes qu'ils dirigent, mais aussi, comme l'a déclaré le secrétaire général du P.C.F., de « la coopération entre nos deux nations ».

Les communistes de l'est et de l'ouest de l'Europe sont en désaccord sur l'interprétation de la conférence qui avait réuni à Berlin en juin 1976 les dirigeants des P.C. du continent.

● A Prague, à l'occasion d'une rencontre organisée par la revue *Problèmes de la paix et du socialisme*, M. Marchais, membre suppléant du bureau politique et secrétaire du comité central du parti communiste de l'U.R.S.S., a insisté, il y a quelques jours, sur le caractère universel de l'expérience soviétique. Alors que l'an dernier les « eurocommunistes » avaient mis l'accent sur les particularités de leurs pays et critiqué certains aspects du « modèle soviétique », M. Marchais, lui, continue d'adhérer à l'anti-soviétisme — et à l'anticommunisme — toute critique de l'U.R.S.S.

M. Marchais s'est refusé à commenter le discours du dirigeant soviétique. Il a toutefois déclaré à notre correspondant à Rome : « Nous répondons quand est nécessaire. Nous n'avons pas eu besoin de répondre à la conférence de Berlin... Il est évident que le P.C.F. modifie son attitude dans quelque domaine que ce soit. » (Lire nos informations page 2.)

Les conditions, comment s'est-il pu accueillir les deux à la veille du voyage de Georges Marchais le parti français a pris avec pour parties italiennes, à l'exception, jusqu'à présent, la démocratie chrétienne. L'innovation témoigne s'opposent du P.C.F. que celui de ne pas laisser de M. François Mitterrand de discuter à projets d'avenir.

ut le sens de la discussion « relations d'État » à l'entree des deux secrétaires. Lorsqu'il précède « relations spéciales » à Rome, M. Georges Marchais se souvient-il qu'il ne préoccupait qu'en janvier 1969 Georges Marchais pour le même motif : faire contrepoids à la d'amitié avec Bonn ? alors fut froid, car rien les Italiens plus méfiantes équilibre bilatérale.

L'appel de M. Giscard d'Estaing à l'union de la majorité n'a pas modifié l'attitude du R.P.R.

L'appel à l'union de la majorité lancé par le président de la République a été entendu par les responsables « giscardiens », mais n'a provoqué aucun commentaire chez ceux du R.P.R. En acceptant de prendre la direction de la Fédération nationale des républicains indépendants, M. Jean-Pierre Solson envisage de rencontrer M. Jacques Chirac, M. Roger Chénard, président de groupe des députés R.I., propose à M. Claude Labbé, président du groupe du R.P.R., une réunion des deux états-majors.

Ces avances tendent, sinon à régler une crise, du moins à réduire les effets de la « modus vivendi » que M. Giscard d'Estaing a implicitement proposé à la principale formation de la majorité sur les bases suivantes : le gouvernement Barre reste en place et poursuit son action jusqu'à terme de la législature mais ne fera rien qui puisse déplaire au R.P.R.

La divergence sur la date de la consultation est dépassée mais celle sur la meilleure manière d'y préparer les électeurs demeure enclenchée. Mis en cause, plus ou moins directement, dans le débat parlementaire sur le programme du gouvernement, M. Giscard d'Estaing a répondu à M. Barre qu'il ne pouvait le faire à sa place. Il n'est pas évident, au reste, qu'il donne la réponse qu'aurait souhaité entendre son premier ministre. Ni celui qui réclamait M. Guéna en expliquant pourquoi le R.P.R. voterait pour le gouvernement sans lui faire vraiment confiance.

Comme le premier ministre, le président de la République se tient de la droite, en s'en tenant aux résultats du scrutin, que le gouvernement a eu profondément l'aval de la majorité. Mais ce n'est qu'un subterfuge : cela lui permet d'annoncer qu'il n'y aura plus lieu d'engager la responsabilité du gouvernement jusqu'aux élections.

Dans ces conditions, les velléités de modification de la loi électorale en faveur de la représentation proportionnelle, à propos desquelles M. Debré demandait des éclaircissements, s'évanouissent puisque le R.P.R. a déjà manifesté son opposition. Dans la mesure où M. Barre ne voit aucun intérêt à cette réforme « si la majorité est unie », c'est donc qu'elle ne sera pas réalisée.

Le pouvoir paye cher le recours universel, un important document sur ce sujet. Il réunit, à cette occasion, l'Assemblée générale du comité (qui vient de recevoir l'adhésion de M. Patrice Solvignon, ancien secrétaire national de l'U.J.P.).

C'est une tricherie que de réduire la portée de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée nationale européenne — une grave tricherie.

La thèse officielle, telle que l'exécute le candidat, est que l'Assemblée nationale n'aura d'autres pouvoirs que ceux qui lui sont reconnus par les traités — charbon-acier, Euratom, Marché commun. On précise qu'il est utile que la budget de la Communauté soit contrôlé par des élus directs du suffrage.

Cette thèse ne résiste pas à l'examen. Comment, en effet, peut-on envisager sérieusement que cinq cents députés, maîtres du nombre et de la durée de leurs sessions, de leur ordre du jour et des motions qu'ils peuvent voter, se disciplinent eux-mêmes et s'interdisent de délibérer sur tout sujet à leur convenance ? Il

Le premier ministre ne semblait pas disposé à pousser la concentration jusqu'à la soumission aux volontés du R.P.R. lorsqu'il déclarait devant la presse ministérielle, quelques heures avant le président de la République, qu'il utiliserait les moyens constitutionnels à sa disposition pour conduire sa politique. En bien non, il n'eût pas tous ces moyens-là.

Dans ces conditions, les velléités de modification de la loi électorale en faveur de la représentation proportionnelle, à propos desquelles M. Debré demandait des éclaircissements, s'évanouissent puisque le R.P.R. a déjà manifesté son opposition. Dans la mesure où M. Barre ne voit aucun intérêt à cette réforme « si la majorité est unie », c'est donc qu'elle ne sera pas réalisée.

Le pouvoir paye cher le recours universel, un important document sur ce sujet. Il réunit, à cette occasion, l'Assemblée générale du comité (qui vient de recevoir l'adhésion de M. Patrice Solvignon, ancien secrétaire national de l'U.J.P.).

C'est une tricherie que de réduire la portée de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée nationale européenne — une grave tricherie.

La thèse officielle, telle que l'exécute le candidat, est que l'Assemblée nationale n'aura d'autres pouvoirs que ceux qui lui sont reconnus par les traités — charbon-acier, Euratom, Marché commun. On précise qu'il est utile que la budget de la Communauté soit contrôlé par des élus directs du suffrage.

Cette thèse ne résiste pas à l'examen. Comment, en effet, peut-on envisager sérieusement que cinq cents députés, maîtres du nombre et de la durée de leurs sessions, de leur ordre du jour et des motions qu'ils peuvent voter, se disciplinent eux-mêmes et s'interdisent de délibérer sur tout sujet à leur convenance ? Il

Le premier ministre ne semblait pas disposé à pousser la concentration jusqu'à la soumission aux volontés du R.P.R. lorsqu'il déclarait devant la presse ministérielle, quelques heures avant le président de la République, qu'il utiliserait les moyens constitutionnels à sa disposition pour conduire sa politique. En bien non, il n'eût pas tous ces moyens-là.

Dans ces conditions, les velléités de modification de la loi électorale en faveur de la représentation proportionnelle, à propos desquelles M. Debré demandait des éclaircissements, s'évanouissent puisque le R.P.R. a déjà manifesté son opposition. Dans la mesure où M. Barre ne voit aucun intérêt à cette réforme « si la majorité est unie », c'est donc qu'elle ne sera pas réalisée.

Le pouvoir paye cher le recours universel, un important document sur ce sujet. Il réunit, à cette occasion, l'Assemblée générale du comité (qui vient de recevoir l'adhésion de M. Patrice Solvignon, ancien secrétaire national de l'U.J.P.).

La conversion de la sidérurgie

M. Ferry précise les conditions de financement

Au cours de la réunion paritaire patronat-syndicats qui a duré six heures et demi vendredi 29 avril, M. Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie, a donné aux syndicats des informations complémentaires sur le plan de restructuration de cette industrie, notamment sur son financement.

Si la conjoncture mondiale se redresse, 8,5 milliards d'investissements seraient réalisés d'ici à 1980, propose M. Ferry ; en 1977, les prêts publics (français ou européens) fourniraient 2 à 2,5 milliards, les emprunts obligataires 2 milliards, les banques 1 et les actionnaires 0,5 milliard.

Les conversations entre patronat et syndicats de la sidérurgie n'ont, à vrai dire, jamais été interrompues ; tout au moins sur le plan technique. En revanche, les négociations proprement dites sont suspendues depuis le 6 avril, les syndicats réclamant la participation du gouvernement, qui s'y est refusé jusqu'à présent, et à même subordonner toute aide financière à la signature d'un convention.

Vendredi, à Metz, M. Chénard, secrétaire général de la sidérurgie C.F.T.C., a déclaré que la négociation sociale ne constituait qu'une étape et devant déboucher sur l'établissement d'un nouveau plan quinquennal. Du point d'ordre de grève nationale de quatre heures, le 17 mai, a été lancé à cet effet par les fédérations C.F.T.C. et C.G.T. de la métallurgie.

A Paris toutefois, le patronat de la sidérurgie a précisé ses propositions : accord pour généraliser la retraite à solaires aux salariés n'ayant travaillé que pendant dix-huit mois ou deux ans ; accession à la retraite dès l'âge de cinquante-quatre ans pour le personnel posté ayant travaillé de longues années en continu ; réduction éventuelle du temps de travail, mais sans compensation intégrale de salaire. (Ces revendications prioritaires des syndicats sont reprises par le patronat, qui invoque ses lourdes pertes financières.) Une autre réunion technique doit se tenir le 4 mai toute la journée. Le patronat mettra ensuite au net ses dernières propositions, qui seront transmises aux syndicats. Ceux-ci, après avoir consulté leur base, rendront leur verdict probablement entre le 12 et le 18 mai. Bien que l'on n'ait pas des rencontres bipartites entre syndicats et gouvernement, la possibilité d'un compromis est encore bien éloignée. Les syndicats C.F.T.C., C.G.T. et F.O. de la sidérurgie lorraine se sont mis d'accord sur le principe d'une constitution des travailleurs de Sautour-Solac à Thionville, en vue des actions à mener pour la défense de l'emploi au cours des prochaines semaines.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 21.)

LA TRICHERIE

M. Michel Debré, qui a créé en janvier dernier le Comité pour l'indépendance et l'unité de la France a annoncé qu'il rendrait public le 4 mai, quelques semaines avant le débat sur l'élection du Parlement européen au suffrage

universel, un important document sur ce sujet. Il réunit, à cette occasion, l'Assemblée générale du comité (qui vient de recevoir l'adhésion de M. Patrice Solvignon, ancien secrétaire national de l'U.J.P.).

C'est une tricherie que de réduire la portée de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée nationale européenne — une grave tricherie.

La thèse officielle, telle que l'exécute le candidat, est que l'Assemblée nationale n'aura d'autres pouvoirs que ceux qui lui sont reconnus par les traités — charbon-acier, Euratom, Marché commun. On précise qu'il est utile que la budget de la Communauté soit contrôlé par des élus directs du suffrage.

Cette thèse ne résiste pas à l'examen. Comment, en effet, peut-on envisager sérieusement que cinq cents députés, maîtres du nombre et de la durée de leurs sessions, de leur ordre du jour et des motions qu'ils peuvent voter, se disciplinent eux-mêmes et s'interdisent de délibérer sur tout sujet à leur convenance ? Il

AU JOUR LE JOUR

La vie de momie

Vendredi matin, le lendemain d'un jour où son premier ministre avait refusé, sans succès, de manger du saucisson en rondelles, M. Giscard d'Estaing s'est rendu auprès de la momie de Ramsès II pour une tête-à-tête silencieuse, dans le sanctuaire du Musée de l'Homme.

L'après-midi, il s'est attaqué aux urgences, en déclarant que l'Université ne devait pas être colonisée par l'extrême gauche. Et le soir, il s'est laissé aller à confier, aux Français qu'un handicap de 4 à 6 % par rapport à l'opposition n'était pas quelque chose de bien grave pour la majorité.

Le président de la République a démontré ainsi qu'il regardait le présent d'assez loin pour ne pas s'y noyer. Après tout, comme dirait Ramsès, dans cinq mille ans on ne parlera plus de tout cela.

BERNARD CHAPUIS.

REDÉCOUVRIR ASTURIAS

Le verbe et l'oppression

Une heureuse initiative des éditions Albin Michel nous permet de retrouver, dans une nouvelle version éditée d'après le texte définitif de l'auteur, « Monsieur le président », et de découvrir, dans une remarquable traduction de Claude Couffon, « Vendredi des douleurs », qui furent respectivement le premier et le dernier des romans publiés par Miguel Angel Asturias, prix Nobel de littérature 1967.

Des affinités, nombreuses et profondes, réunissent les deux auteurs. Asturias y a fait largement appel à son propre vécu, tout frais encore pour « Monsieur le président », éloigné de presque cinquante ans mais conforté par une longue expérience de la réalité la-

tino-américaine, dans le dernier roman. Ce n'est évidemment pas un hasard si le jeune héros de « Vendredi des douleurs » quitte, à la fin du livre, son pays pour l'Angleterre, après avoir obtenu le titre d'avocat et de notaire et après avoir vainement tenté de changer les données fondamentales du contexte national, comme Asturias en 1923. Et surtout, d'un roman à l'autre, on retrouve cette même volonté de jouer avec la langue et de faire passer le réel par les filtres et les miroirs de l'imaginaire, en tirant tantôt vers le mythe, tantôt vers le tragique quotidien de la misère et de l'oppression.

CLAUDE FELL.
(Lire la suite page 18.)

LE NOUVEAU LONGCHAMP

Tribunes panoramiques
Télévision couleur

RESTAURANT AERIEN
LON. 55-77

Location de places : tél. 266-92-02 et les jours de courses jusqu'à 12 h : 506-21-51

DIMANCHE 1^{er} MAI 1977
PRIX GANAY

le mut de Cartier

La griffe du plus grand joaillier
signe l'harmonieuse synthèse de leur perfection technique
et de leur raffinement esthétique.

REDÉCOUVRIR ASTURIAS

Le verbe et l'oppression

Une heureuse initiative des éditions Albin Michel nous permet de retrouver, dans une nouvelle version éditée d'après le texte définitif de l'auteur, « Monsieur le président », et de découvrir, dans une remarquable traduction de Claude Couffon, « Vendredi des douleurs », qui furent respectivement le premier et le dernier des romans publiés par Miguel Angel Asturias, prix Nobel de littérature 1967.

Des affinités, nombreuses et profondes, réunissent les deux auteurs. Asturias y a fait largement appel à son propre vécu, tout frais encore pour « Monsieur le président », éloigné de presque cinquante ans mais conforté par une longue expérience de la réalité la-

الصحافة

EUROPE

LES RAPPORTS ENTRE LES P.C. OCCIDENTAUX ET L'U.R.S.S.

M. Ponomarev affirme que l'antisoviétisme affaiblit les communistes

Une réunion du comité de rédaction de la revue théorique internationale « Problèmes de la paix et du socialisme » s'est tenue à Prague du 27 au 29 mai. Des divergences de vues sur les pro-soviétiques et euro-communistes se sont sans doute manifestées, puisque, selon un communiqué, les débats entre les représentants de seize pays P.C. ont eu lieu « dans une atmosphère ouverte, constructive et fraternelle ». Cette formulation indique en général un désaccord.

La délégation du P.C.F. indiquait qu'il s'agissait d'une réunion de routine. Elle précisait aussi qu'aucun texte de résolution sur les violations des droits de l'homme en Occident n'avait été présenté, mais l'on admettait qu'un P.C. qui n'est pas celui de l'U.R.S.S. avait suggéré l'adoption d'une motion spéciale, dont le contenu n'a pas été précisé par le représentant du P.C.F. On croit savoir d'autre source qu'elle aurait porté sur le soixantième anniversaire de la révolution soviétique, mais l'idée n'en aurait pas été retenue en définitive par les représentants des P.C. présents.

De notre correspondant

Moscou. — Le Kremlin multiplie depuis quelques semaines les mises en garde à peine voilées aux P.C. occidentaux. La semaine dernière, M. Zimianine, secrétaire du comité central, avait fustigé à Moscou « ceux qui trahissent la cause de la révolution socialiste, qui tombent dans l'opportunisme et la conciliation avec la bourgeoisie ». Cette semaine, M. Ponomarev, membre suppléant du bureau politique et secrétaire du comité central, chargé des relations avec les P.C. qui ne sont pas au pouvoir, a fait la leçon aux communistes occidentaux.

Dans un discours prononcé à Prague au cours de la réunion annuelle organisée par la revue « Problèmes de la paix et du socialisme », M. Ponomarev a clairement condamné les P.C. qui se préoccupent du problème des droits de l'homme dans les pays socialistes. Il s'agit, a-t-il dit, « d'un faux mot d'ordre » lancé par l'impérialisme pour faire oublier que « le problème des droits de l'homme est un problème réel dans le monde bourgeois, où les hommes sont lésés et opprimés par le capital. Les spéculations autour du sort de certains individus permettent d'agiter sur les émotions des gens, de détourner leur attention des phénomènes négatifs en cours au sein du camp de l'impérialisme, de ses vices, de ses maladies ».

La « portée universelle » du léninisme

M. Ponomarev ne l'a pas dit explicitement, mais il l'a clairement laissé entendre : pour les communistes occidentaux, se préoccuper du problème des droits de l'homme dans les pays socialistes, porter un regard critique sur le « socialisme réel », c'est tomber dans le piège de l'impérialisme. Après avoir dénoncé les dissidents, qui a-t-il dit, « n'ont de racines ni dans la classe ouvrière, ni dans la paysannerie, ni dans l'intelligentsia populaire, et qui ont choisis d'en appeler directement aux puissances impérialistes », M. Ponomarev a poursuivi : « Comme toujours, naturellement, l'impérialisme pointe son fer de lance sur le P.C. soviétique, les autres partis des pays socialistes, sur l'U.R.S.S. et toute la communauté socialiste. Mais ce n'est pas seulement nous, les communistes des pays socialistes, que cette question concerne. Comme la pratique l'a déjà montré à plusieurs reprises, l'antisoviétisme vise toujours à compromettre le prestige des communistes et celui de leur parti dans les pays capitalistes ; il vise à limiter et à affaiblir leurs contacts avec les autres forces sociales et politiques. En confondant antisoviétisme et antisocialisme, M. Ponomarev remet en cause certains acquis de la conférence des P.C. européens, qui s'était tenue l'an dernier à Berlin-Est. Le document final de

LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME DOIVENT ÊTRE DÉNONCÉES A L'EST COMME A L'OUEST affirme l'Assemblée du Conseil de l'Europe

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, après un débat de plus de deux jours, a adopté, vendredi 29 avril, à Strasbourg, une résolution relative à la mise en œuvre de l'acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Il s'agit du plus important document approuvé par une grande organisation européenne réunissant dix-neuf pays occidentaux, avant la conférence de Belgrade le 15 juin. Seuls, les communistes se sont abstenus, non pas parce qu'ils sont opposés à cette résolution, mais pour marquer leur désapprobation devant certaines remarques faites au cours de débats et qui, selon eux, ont rappelé des accents de la guerre froide. Le long débat auquel ont participé une cinquantaine d'orateurs dont les Américains, membres de la chambre des représentants invités par l'Assemblée, a fait ressortir que toutes les violations des droits de l'homme à l'Est comme à l'Ouest, devaient être dénoncées afin que l'Occident reste crédible à Belgrade.

cette conférence n'établissait aucune équivalence entre anti-communisme et antisoviétisme et reconnaissait le droit des communistes occidentaux à critiquer certaines réalisations ou certaines expériences des pays socialistes.

Comme l'avait fait M. Zimianine, M. Ponomarev s'est élevé contre les analyses de certains communistes occidentaux qui, selon le Kremlin, accordent trop d'importance à la spécificité russe de la révolution soviétique. Il s'agit ainsi de réaffirmer la « portée universelle » de la Révolution d'octobre et du socialisme soviétique. Traitant de ce problème, M. Zimianine avait affirmé dans son rapport présenté l'occasion du cent septième anniversaire de la naissance de Lénine : la pratique révolutionnaire de nombreux peuples, qui se sont engagés dans la lutte pour la libération de la voie de l'édification socialiste, loges bourgeois et des révisionnistes, concernant le caractère « exclusivement national » de l'expérience soviétique et leurs élucubrations à propos du léninisme en tant que phénomène « purement russe ».

Cette critique des « révisionnistes » occidentaux a été amplement développée par l'hebdomadaire « Novoe Vremia », au mois de février dernier, dans l'article dénonçant les thèses de M. Jean Ellstein. Ni M. Ponomarev ni M. Zimianine n'ont mis nommément en cause tel ou tel parti communiste. Cependant, la critique devient de plus en plus nette et précise. Cette accentuation de la polémique semble avoir été décidée au cours de la réunion des idéologues des P.C. des pays socialistes, qui a eu lieu au début du mois de mars à Sofia, pendant que MM. Berlinguer, Marchais et Carrillo se réunissaient à Madrid. Il y a quelques jours, la Pravda avait implicitement critiqué M. Marchais et le P.C.F. pour sa position sur la question de la souveraineté nationale et du droit de sécession.

La Pravda du 24 avril dernier, dans un article consacré aux « communistes pour une Europe pacifique », mettait enfin en garde les partis occidentaux contre les dangers qu'il y a pour un pays occidental à appartenir à l'OTAN. Cet article ne rappelait pas, cependant, que le P.C.I. et le P.C.F. ont décidé de ne pas remettre en cause l'appartenance de leur pays à l'OTAN, au cas où ils participeraient au pouvoir.

JACQUES AMALRIC.

Les partis français et italien feront des « propositions concrètes » pour développer les relations entre leurs deux pays nous déclare M. Georges Marchais

MM. Marchais et Berlinguer se sont rencontrés, à Rome, le vendredi 25 avril. Le communiqué commun ne sera publié que le mardi 3 mai, quand le secrétaire général du P.C.F. reviendra dans la capitale italienne, après un voyage privé en Toscane. Les entretiens ont porté sur le Parlement européen, la conférence Nord-Sud, la prochaine réunion de Belgrade, le mouvement communiste international et les relations franco-italiennes. Ce dernier aspect a été fortement souligné par M. Marchais. Notre correspondant à Rome lui a demandé quelques précisions sur ces « rapports d'Etat à Etat, dont deux grands partis devraient s'occuper ».

De notre correspondant

Rome. — M. Marchais se déclarait extrêmement satisfait, vendredi après-midi, des quatre heures d'entretien qu'il venait d'avoir avec son homologue italien, De bons rapports existent maintenant entre les deux partis. « Est-ce à dire qu'ils ne s'étaient pas précédemment ? » La coopération entre le P.C.I. et le P.C.F. connaît aujourd'hui un niveau qu'elle n'avait jamais atteint, nous a-t-il précisé dans le sillon, avant de dîner avec M. Berlinguer à l'école des cadres du P.C.I. « Il y a vraiment une coopération excellente et nous la développerons encore ».

Le rapprochement entre les deux parties, qui est indéniable depuis l'automne 1975, ne tient-il pas à une « itélanisation » du P.C.F. ? N'est-ce pas ce dernier qui a parcouru tout le chemin ? M. Marchais paraît un peu surpris par la question. Il ne répond ni oui ni non. « C'est possible ». En tout cas, nous avançons à notre pas, en fonction d'une situation qui évolue en suivant le mouvement de la vie lui-même, nous pourrions des raisons techniques, mais selon une logique d'Etat. C'est une XXII^e congrès ».

Sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel, le P.C.F. n'a pas tout à fait rejoint les positions du P.C.I. M. Marchais justifie ce décalage par la différence de situation dans les deux pays. Pour ce qui le concerne, il veut s'assurer que le Parti communiste n'allaiera pas la souveraineté de la France et exige que des garanties figurent dans la loi électorale, « y compris de manière contraignante ».

M. Marchais, qui accompagne en Italie le secrétaire général du P.C.F., avait fait dans l'après-midi la déclaration suivante : « Pour la première fois, nous avons parlé des rapports entre l'Italie et la France en tant qu'Etats, de ce que sont ces rapports et de ce qu'ils devraient être. C'est un fait nouveau ».

Nous avons demandé à M. Marchais si cette discussion inédite était intervenue parce que les deux P.C. se préparaient à devenir des partis de gouvernement et, dans le cas contraire, pourquoi ils n'avaient pas songé plus tôt. Voici sa réponse : « Il est normal qu'un parti communiste, y compris dans l'opposition, soit soucieux des rapports d'Etat à Etat. C'est une question que le P.C.F. a d'ailleurs l'habitude de traiter régulièrement. Il ne s'agit pas de la seule perspective d'une victoire possible de la

gauche en 1978. Il est vrai que dans nos précédentes réunions ce problème n'avait pas été soulevé avec autant de force. Si on le fait aujourd'hui, c'est pour deux raisons : parce que la coopération entre nos deux partis se développe et parce qu'il y a un retard considérable à rattraper dans les domaines politiques, économiques, scientifiques et culturels. En France, fidèle en cela aux positions de la vieille droite, l'Etat privilégie les rapports avec la République fédérale d'Allemagne, provoquant un déséquilibre certain ».

Le P.C.I. et le P.C.F., précise M. Marchais, feront des « propositions concrètes » pour développer les relations franco-italiennes. Ils mobiliseront l'un et l'autre « leurs spécialistes » après avoir défini une série de thèmes de travail.

Le secrétaire général du P.C.F. confirme que l'un de ses collaborateurs, M. André Souquière, l'a précédé à Rome pour rencontrer des représentants des partis démocratiques chrétiens, socialistes, démocrates et républicains (le Monde du 29 avril). Lui-même aura à Rome, le mardi 3 mai, une entrevue avec M. Bettino Craxi, secrétaire général du parti socialiste. M. Marchais n'en est pas encore à rencontrer les dirigeants démocratiques-chrétiens. Mais il ne l'exclut pas dans l'avenir : « Nous sommes pour les contacts avec toutes les forces politiques ».

Le secrétaire général du P.C.F. affirmait, vendredi soir, qu'il n'était pas encore informé de l'intervention de M. Ponomarev à la conférence de Prague (voir ci-contre l'article de Jacques Amalric). Cette conférence, précise-t-il, est « une réunion de travail, de concertation, de réflexion ». Elle ne représente aucunement pas une réunion de partis communistes ou ouvriers qui aurait pour rôle de discuter de questions idéologiques ».

En s'élevant contre ceux qui appuient la dissidence dans les pays socialistes, M. Ponomarev n'a pas, cependant, que participer à une offensive idéologique qui vise non seulement l'impérialisme, mais aussi certains P.C. européens. Pourquoi ceux-ci ne répondent-ils pas aux attaques de la presse soviétique ? « Nous répondons quand c'est nécessaire, affirme M. Marchais. Nous n'avons pas un mot à ajouter ou à retrancher à la conférence de Berlin (qui réunissait une trentaine de partis communistes d'Europe, en juin 1976). Évidemment, chacun a le droit d'exprimer son point de vue. Mais il est hors de question que le P.C.F. modifie son attitude dans quelque domaine que ce soit ».

ROBERT SOLÉ.

République fédérale d'Allemagne

A LA SUITE D'UNE SÉRIE DE SCANDALES

Le bourgmestre de Berlin-Ouest donne sa démission

De notre correspondant

Bonn. — Après la réunion du comité directeur du parti social-démocrate de Berlin-Ouest et du groupe parlementaire, M. Klaus Schütz, bourgmestre de la ville, a décidé, le vendredi 29 avril, de démissionner avec l'ensemble du Sénat (gouvernement). Son successeur, qui devra être désigné dimanche par un congrès régional extraordinaire du parti, sera M. Dietrich Stobbe, sénateur pour les affaires fédérales, c'est-à-dire « ambassadeur » de Berlin-Ouest auprès du gouvernement de Bonn.

Le nouveau bourgmestre et ses ministres devraient être élus lundi par la Chambre des représentants réunie en séance extraordinaire. La coalition libérale-socialiste y dispose de soixante-dix-huit voix contre soixante-neuf voix à la C.D.U. La démission de M. Schütz et le choix de M. Stobbe ont été décidés en présence de M. Bahr, secrétaire général du S.P.D., accouru de Bonn pour tenter d'arrêter la crise. M. Bahr, qui connaît bien la politique berlinoise, car il a été pendant plusieurs années le porte-parole du Sénat quand M. Brandt était bourgmestre, a déclaré que l'élection de M. Stobbe, âgé de trente-neuf ans, devait être comprise comme « le signe d'un nouveau début ». L'opposition chrétienne-démocrate a réclamé la dissolution de la Chambre des représentants et de nouvelles élections : « Ce n'est pas M. Schütz qui est au bout du rouleau, mais le S.P.D. ».

A l'origine immédiate de la crise, il y a un incident somme toute mineur si on le compare avec les scandales qui ont marqué la vie politique berlinoise au cours des dernières années. M. Linder, sénateur pour les affaires économiques et président régional du parti libéral, a appris voici quelques jours que le sénateur de l'Union chrétienne (S.P.D.), n'avait pas restitué au Trésor régional 33 500 Deutschmarks de jetons de présence reçus pour sa participation au conseil d'administration de la Berliner Bank, comme le prévoit le règlement du Sénat. M. Linder a exigé la démission de son collègue, qui était devenu « une charge pour la coalition ».

Après avoir hésité quelques jours, M. Neubauer a remis jeudi sa démission en expliquant que sa femme, qui tient les cordons de la bourse, avait oublié le règlement.

La révolte des libéraux

Son sacrifice n'a pas suffi à sauver son ami M. Schütz. Pour le parti libéral, la mesure était comble. Le P.D.P. assiste avec une inquiétude croissante à la dégradation de la situation à l'intérieur du S.P.D. et il craint d'être entraîné dans la chute de son partenaire. « La population berlinoise doit pouvoir attendre de ses élus qu'ils ne s'exposent pas au soupçon d'utiliser leur position pour leur enrichissement personnel », dit-on au P.D.P. A la mi-temps de la législature, il a paru indispensable aux libéraux de frapper un grand coup pour tenter de renouer le courant. Les

Trois démissions depuis 1975

Avant M. Neubauer, deux autres et le directeur d' (S.P.D.) ont été de démissionner depuis le début de la législature régionale de 1975. Un troisième sénateur, M. Brandt, a été élu bourgmestre de Berlin-Mosbitt. « Il de meilleur exemple de et d'opportunisme que le « parti de Berlin » pouvoir depuis la fin de le S.P.D. berlinois par partage les postes importants avec les dirigeants. La corruption accompagnée d'un changement mentalité chez les Berpendant longtemps, corle « parti de Berlin » « garant de la liberté » lui ont pas au gré d'avment contribué à l'ardes conditions de vie de

DANIEL V.

UNE RÉPUBLIQUE A TRANCHE

Successeur de M. comme bourgmestre d'Ouest, après l'intérim d'Albrecht, M. Schütz, adopté le style. Il se plus comme le « ministre des étrangers » de, que comme un notable, pal. Distant, parlait mais ne manquait pas d'être lésé se trouvait qu'elles à l'intérieur social-démocrate, après, réus une éphémère all. le droite et de la gauche, sans que son intégrité soit en cause. — Il les yeux sur les pratiques ou moins honnêtes de politiques. Son excul d'rance, sa répugnance cher, ont entraîné sa p.

M. Schütz est né à He en 1920, mais est un e longue date. Il a études secondaires dans, était alors le capitale d'agne, incorporé en revient du front italien e blessure à l'épaule droit resté partiellement paralysé. Après des études sciences politiques à He devient assistant à l'u. de Berlin-Ouest.

Président des Jeunes listes de la ville, député Chambre des représentants en 1961, sénateur pc affaires fédérales, il s 1966, M. Brandt a dom : secrétaire d'Etat aux étrangères.

En octobre 1967, il bourgmestre de Berlin-C la place du pasteur Albre e donné sa démission a manifestations étudiantes marqué la visite du chah

Après l'accord quadri sur Berlin en 1971, il a développé les liens en, les secteurs occidentaux ville et la République fédé de mener sa propre p à l'Est, mais s'est heu gouvernement fédéral, ne clous de voir trouble : défilé de ses relations a trôle villes occidentaux démentent le souverain Berlin-Ouest.

Plusieurs fois au cou ses dernières années, M. avait cherché à revenir à. Ses rapports plutôt froids. M. Schmidt ont cependant traité une carrière nat. Depuis 1974, il était, et que pénultième par question culturelle, l'im leur du ministre franço-éducation pour le coop franco-allemande.

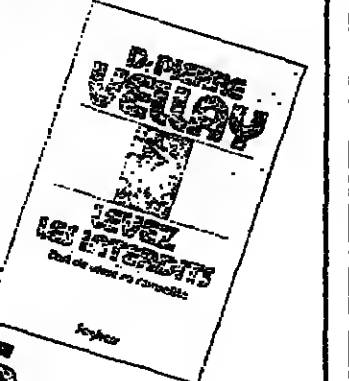
D'PIERRE VELLAY

Une attitude nouvelle face à :

- la sexualité des jeunes,
- l'équilibre du couple,
- la crise de la cinquantaine,
- l'homosexualité.

Par un sexologue de réputation internationale.

levez les interdits.
250 pages. 34 F.
SEGHES



A travers le monde

Ethiopie

• LA MILICE POPULAIRE ETHIOPIENNE a tué trente et un « ennemis sociaux » et en a blessé de nombreux autres » au cours de deux accrochages, mercredi 28 avril, dans le sud-est de la région de Bale. Un milicien de la capitale et de la frontière somalienne, a rapporté, vendredi Radio Addis-Abeba, des pertes de la milice de sont pas précises. — (Reuters)

Inde

• DE NOUVELLES ELECTIONS auront lieu en juin dans neuf Etats de l'Union dirigés par des membres du Parti du Congrès, a décidé, vendredi 29 avril, le gouvernement de New-Delhi, estimant que le parti de Mme Gandhi ne pouvait demeurer à la tête de ces gouvernements après sa défaite aux élections législatives de mars. — (A.F.P.)

Rhodésie

• LE PARTI DU FRONT RHODESIEN de M. Smith a exigé, vendredi 29 avril, des douaniers, qui ont cessé d'apporter leur appui au premier ministre, en raison de leur opposition politique. Le vice-président du Parti, M. Harold Coleman, est du nombre. Les parlementaires rebelles s'opposent en particulier au plan de règlement du problème rhodésien prévoyant une large participation de Nolas dans le gouvernement. — (A.F.P.)

Tunisie

• UN MEETING DE « SOUTIEN AUX LUTTES POPULAIRES ET DEMOCRATIQUES EN TUNISIE » a réuni plus de six cents personnes vendredi 29 avril à la salle de la Municipalité, à Paris. Organisé par le Mouvement d'unité populaire, animé par l'ancien ministre Ben Salah, par l'organisation El Hakika, ainsi que par le P.C. tunisien, la réunion était placée sous le slogan « Non au capitalisme, halte à la répression. Oui à la liberté, à la démocratie et au socialisme ». Le P.S.U., le P.C.F. et la C.G.T. avaient délégué des représentants qui ont exprimé un appui sans réserve aux organisations d'opposition tunisiennes.

Singapour

• M. HO KWONG-PING, ancien correspondant à Singapour de l'hebdomadaire de Hongkong Far Eastern Economic Review, a été libéré, vendredi 29 avril. Il était détenu depuis le 13 mars sur « activités anti-gouvernementales ». (Reuters.)

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

AFRIQUE

Zaire

Kinshasa dénonce l'« action subversive » de la R.D.A.

Kinshasa. — Le président ougandais Idi Amin Dada, cet « homme d'état dur, républicain, mérité », c'est ainsi que le qualifie l'Agence saïroise de presse, — a regagné l'Ouganda vendredi soir, 29 avril, après vingt-quatre heures passées sur le front du Shaba en compagnie du général Mobutu. Selon l'agence, il est parti « convaincu que l'Union soviétique devait être mise au ban des accusés pour protéger et protéger l'internationalisme ». Entre-temps, rien n'est venu confirmer l'envoi au Shaba d'un « commando suicide » ougandais annoncé la veille sur les ondes de Radio-Kampala. Le peloton de soldats armés qui escortait le président ougandais

De notre envoyé spécial

pouvait fort bien être composé de ses gardes du corps. Le maréchal Amin était-il un hôte un peu encombrant ? Les représentants de la presse internationale n'ont pas pu assister à la tournée d'inspection commune des deux chefs d'état.

Sa visite aura surtout servi à faire constater les « preuves d'une agression soviétique » par un allié de Moscou.

Kinshasa invite d'ailleurs « tous les pays africains éprouvés réellement de paix et de liberté, de même que l'ensemble du monde libre, à critiquer les observations sur le front pour démasquer l'U.R.S.S. ».

Parallèlement, la presse prend violemment à partie la R.D.A. Selon l'AZAP, « le conseil d'ajouter à la liste des soutiens (l'Union soviétique, Cuba et l'Angola) cet autre satellite qui a fourni des armes et des munitions aux ennemis du Zaire, l'Allemagne de l'Est n'a cessé de proclamer sa neutralité aux options soviétiques, les soutiens ainsi de l'hypocrisie la plus basse pour masquer sa véritable action subversive. C'est pourquoi l'opinion saïroise, indignée, demande au conseil exécutif (gouvernement) de prendre à son encontre les mêmes mesures de suspension des relations diplomatiques qu'il a prises contre Cuba ».

Toutefois, en dépit des violences verbales, l'attitude du gouvernement saïrois, à l'égard du « social-imperialisme soviétique » reste assez modérée. Jusqu'à présent, il n'a pas été question, à Kinshasa, de rompre totalement les ponts avec Moscou. Le Zaire s'est borné à mettre fin à la coopération avec l'U.R.S.S. dans le domaine de l'enseignement. « Il n'est plus question, a dit le président Mobutu le 20 avril, qu'un fils de ce pays puisse se rendre en U.R.S.S. pour étudier ou suivre un stage ». La mesure de représailles peut paraître mince.

Sur le plan intérieur, le chef de l'Etat se veut apaisant. Tout en soulignant que son armée est prête à combattre les « bandes armées », il a promis qu'« il n'y aura pas de répression contre l'ethnie Lunda » à laquelle appartiennent la plupart des rebelles. Selon lui, le chef Mwata Yav, qui exerce une autorité spirituelle sur tous les Lunda du Zaire, de l'Angola et de la Zambie, a été « rattrapé » par les ex-gendarmes qui n'ont pas suivi ses avis politiques. En attendant que les rebelles soient vaincus, les saïrois marocains poursuivent leur avance le long de la voie ferrée du Shaba. Elles se trouvent désormais à environ 70 km à l'ouest de Mumbumbu et sont aidées par une centaine de parachutistes, qui larguent au-delà des lignes de l'ennemi, ont pour mission de prendre à revers son arrière-garde.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● Dans une interview publiée par l'hebdomadaire « Afrique-Asie » en date du 2 mai, le général Mumbumbu, président du Front de libération nationale du Congo et chef des rebelles du Shaba, déclare que les troupes saïroises ont recouru à des « bombardements systématiques » et que « ces méthodes poussent massivement la population vers nous ». Il affirme que son organisation « n'a aucun conseiller étranger, soviétique, cubain, allemand de l'Est ou anglois ».

● ERRATUM. — Dans le titre d'une information parue dans le Monde du 23 avril et reprise sur ce journal, nous avons écrit par erreur : « Le F.M.I. prête 85 millions de francs à Kinshasa ». C'est de 85 millions de dollars qu'il s'agit. Voir le texte de l'article.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Afrique du Sud

M. Vorster reste opposé à un référendum en Namibie sous contrôle de l'ONU

Les délibérations du Conseil de sécurité « sur la situation en Afrique du Sud », qui s'étaient ouvertes le 21 février, ont été suspendues le vendredi 29 avril et reprendront au moment approprié, pas plus tard que le 6 juin. Les membres africains du Conseil, indiqués notre correspondant aux Nations unies, Louis Winitzer, sont opposés à la mise en place en Namibie d'un régime issu de la conférence constitutionnelle de Windhoek et réclament l'organisation d'un référendum sous contrôle de l'ONU, ce que refuse M. Vorster.

Cet ajournement des négociations du Conseil de sécurité a été décidé au moment où le voyage en République sud-africaine de représentants des cinq membres occidentaux du Conseil s'achevait sans résultat apparent.

De notre correspondante

Johannesburg. — Les entretiens entre des représentants des cinq pays occidentaux du Conseil de sécurité de l'ONU (Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne et Allemagne fédérale) et le premier ministre sud-africain, M. John Vorster (le Monde du 27 avril) se sont terminés vendredi 29 avril sans qu'on puisse dire si un progrès quelconque pour un règlement en Namibie a été accompli. Les deux parties se sont contentées de lire le même communiqué, qualifiant les conversations de « franches et utiles ». « D'autres discussions sont envisagées ».

Aucune date n'a encore été fixée pour une nouvelle rencontre. Le temps cependant est compté. Lors du référendum du 17 mai, les Blancs de Namibie se prononceront sur la mise en place d'un gouvernement autonome. En juin, le projet de Constitution devrait être présenté devant le Parlement sud-africain, et l'installation du gouvernement intérimaire était prévue, s'il était décidé de voir que ces derniers n'étaient prêts à leur parler qu'à travers un intermédiaire.

Les Occidentaux ont en effet refusé de reconnaître les décisions conduites par M. Mudge, ce qui aurait été interprété comme une reconnaissance de facto de la conférence. Déjà la démarche des cinq membres occidentaux du Conseil de sécurité a été sévèrement critiquée tant par la SWAPO (South West African People's Organisation), mouvement nationaliste africain dont l'axe extérieur mène une guérilla dans le nord du pays ; de rappeler ses

trompes ; d'organiser des élections nationales sous contrôle de l'ONU, et enfin de libérer tous les prisonniers politiques namibiens. Jusqu'à présent, l'Afrique du Sud a toujours refusé de retirer ses troupes du nord de l'ancienne colonie allemande, et il paraît exclu qu'elle accepte de le faire aujourd'hui. S'en aller d'unilatéralement, serait laisser le champ libre aux communistes ; le M.P.L.A. d'Angola et les Cubains. Les principaux sujets de désaccord demeurent les élections et la participation de la SWAPO. Le gouvernement sud-africain refuse le contrôle de l'ONU, qu'il considère comme « inféodé au tiers-monde ». Il accepte, en revanche, celui des cinq pays occidentaux.

A Windhoek, où sont revenus les Africains qui acceptent de participer à la conférence constitutionnelle, invités au Cap par M. Vorster pendant la visite des délégués des cinq pays occidentaux, M. Dirk Mudge, président de la conférence, s'est déclaré déçu de voir que ces derniers n'étaient prêts à leur parler qu'à travers un intermédiaire.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

OUTRE-MER

La préparation de l'indépendance de Djibouti

LES AUTORITÉS FRANÇAISES ONT RÉALISÉ DES PROUESSES estime la mission d'information de la Ligue arabe

Après la décision de M. Ali Arel, ancien président du conseil de gouvernement du T.F.A.I. d'apporter son « soutien inconditionnel et sans limite » à M. Hassan Gouled (le Monde du 30 avril), M. Olivier Stinn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a publié la déclaration suivante : « Je me réjouis de la position digne et courageuse du président Ali Arel. Ainsi, à Djibouti, toutes les tendances, désormais derrière le président Gouled et les autres responsables, ont fait l'unité indispensable. Le gouvernement français, qui a toujours souhaité, ne peut que s'en réjouir profondément ».

D'autre part, une mission d'information du conseil de la Ligue arabe, conduite par M. Mohamed El Farra, secrétaire général adjoint, fait escale vendredi 29 avril à Paris, venant de Djibouti, où elle a passé cinq jours. La mission a publié un communiqué dans lequel elle remercie le gouvernement français et son représentant dans le T.F.A.I. pour l'aide qui lui a été apportée et déclare : « Notre mission a pu constater qu'il existe un accord complet en ce qui concerne le désir des populations d'accéder à l'indépendance. Les autorités françaises ont réalisé des promesses afin que Djibouti accède à l'indépendance sans trop de difficultés et dans une atmosphère démocratique ».

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Une cargaison d'uranium américain aurait été détournée sur Israël en 1968

De notre correspondant

New-York. — Un navire chargé de 20 tonnes d'uranium se serait « volatilisé » en haute mer il y a neuf ans et, selon des sources dignes de foi, son chargement aurait abouti en Israël. L'incident est rapporté dans un discours sur les questions nucléaires de M. Paul McCrath, qui serait d'expert à la commission pour les opérations du Sénat, et que cite le New York Times. Un porte-parole de l'ambassade d'Israël à Washington a dit qu'il « ne savait rien au sujet de cette affaire ».

Le mystère aurait commencé en novembre 1968, lorsqu'un cargo transportant de l'uranium quitta Anvers pour se rendre à Gènes après une escale à Rotterdam. Le cargo n'arriva jamais à bon port et les autorités italiennes donnèrent l'alarme. Les navires réapparaissent quelques semaines plus tard ; il portait alors un autre nom, un autre équipage et un autre pavillon. L'uranium ne se trouvait plus dans ses cales. Les services de renseignement de quatre pays auraient alors mené une enquête sur cette étrange méditerranéenne.

La lumière sur l'itinéraire et la transformation du navire ne put jamais être faite.

mais la C.I.A. est persuadée que l'uranium avait été livré à Israël et que cette cargaison entreprise ressemble à celle qui permit aux Israéliens de développer leur programme nucléaire dans le port de Cherbourg, en violation d'un embargo sur les armes à destination du Proche-Orient. Une autre source citée par le journal new-yorkais — il s'agit d'un ancien haut fonctionnaire des services de renseignements américains — affirme qu'il y a quelques années Israël a obtenu de l'uranium de Japon illégalement. Grâce aux renseignements construits en Israël avec l'aide de techniciens français, cet uranium aurait pu être utilisé pour la fabrication de bombes atomiques. Récemment, l'incident est monté en épingle par les autorités américaines.

Il s'agit manifestement d'une « fuite organisée pour attirer l'attention sur les faibles du système en vigueur pour empêcher la production des armes nucléaires et pour justifier les mesures que le président vient de soumettre au Congrès en vue de le renforcer ».

LOUIS WINITZER.

ASIE

APRÈS LA DÉNONCIATION PAR L'U.R.S.S. DU TRAITÉ DE PÊCHE DE 1958

Le problème des îles Kouriles envenime le contentieux entre Moscou et Tokyo

L'U.R.S.S. a dénoncé, vendredi 29 avril, le traité de pêche qu'elle avait signé en avril 1958 avec le Japon. Cette dénonciation sera effective dans un an. La nouvelle, qui n'est pas annoncée par la presse soviétique, a été confirmée par l'ambassade du Japon à Moscou, dont un représentant avait été convoqué vendredi au ministère des affaires étrangères soviétique, nous précise notre correspondant à Moscou.

L'initiative soviétique a surtout une valeur symbolique, dans la mesure où l'on peut penser qu'un nouvel accord sera conclu entre Moscou et Tokyo d'ici un an. Elle n'a souligné pas moins l'irritation de l'U.R.S.S. face à ce que l'on considère ici comme des « prétentions déraisonnables » du Japon. Les négociations soviéto-japonaises pour la conclusion d'un nouvel accord de pêche sont dans l'impasse depuis plusieurs mois. Elles devraient reprendre au

cours du mois de mai entre M. Ichkov, ministre soviétique de la pêche, et M. Suzuki, ministre nippon de l'agriculture et des forêts.

Le problème de la conclusion d'un nouvel accord s'est posé en février dernier, lorsque l'U.R.S.S. a fixé à 200 milles la zone exclusive de pêche. Les pêcheurs japonais, qui capturent environ un septième de leurs prises totales dans cette zone, ont dû l'évacuer le 31 mars, sans accord provisoire n'ayant été conclu. Les négociations échouent en raison du problème des îles Kouriles, que Moscou considère comme territoire soviétique. Pour le Japon, le statut définitif de ces îles, cédées à l'U.R.S.S. à l'issue de la deuxième guerre mondiale, reste toujours à négocier. Depuis plusieurs jours, la presse soviétique a publié des articles pour condamner la campagne antisoviétique déclenchée au Japon sous le prétexte du renouvellement du traité de pêche.

De notre envoyé spécial

carrés. Avant la guerre, seize mille Japonais, pour la plupart des pêcheurs, y vivaient. Ces îles appartenaient au Japon depuis 1855, aux termes d'un traité de commerce et de navigation, signé cette année-là avec le Japon, qui reconnaissait que la frontière entre les deux pays passait entre les îles Etorofu et Uropu. Par la suite, en 1875, le Japon céda à la Russie une partie des Sakhalines, qu'il occupait, en échange de l'ensemble de l'archipel des Kouriles.

De la pointe de Nosappu, on aperçoit, par beau temps, à quelque 8 kilomètres au large, la première île Soledad, sur laquelle se dresse un phare. Au milieu du bras de mer qui sépare les îles de Soledad et de la pointe de Nosappu, se trouvent les îles Kouriles. Depuis la fin de la guerre, le Japon réclame quatre îles (Habomai, Shikotan, Kunashiri et Etorofu) et quatre îlots inhabités que l'U.R.S.S. a occupés en 1945 et a administrés jusqu'à présent comme parties intégrantes de son territoire.

Avant même l'abrogation du traité de 1958, la création par l'Union soviétique d'une zone (le Monde du 8 avril), effective depuis le 1^{er} avril, avait relancé la controverse sur les « territoires du Nord », selon l'expression des Japonais. Tirant parti de l'avantage qu'elle a acquis sur le Japon en établissant, cette zone de pêche, l'U.R.S.S. cherche à mettre un terme au litige territorial relatif aux Kouriles du Sud en faisant, excepté pour Tokyo, comme un fait accompli, que

Troize pêcheurs nippons détenus par l'U.R.S.S.

1945, les îles sont groupées en « Mouvements pour le retour des territoires du nord ».

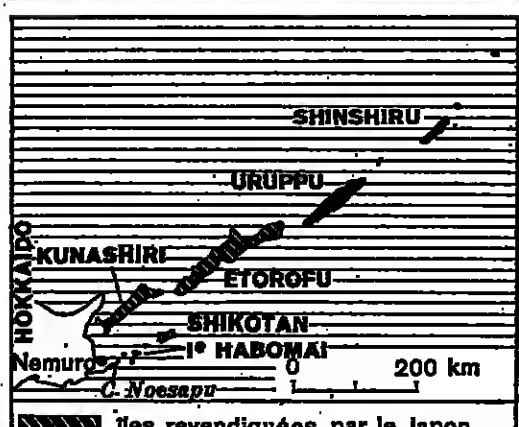
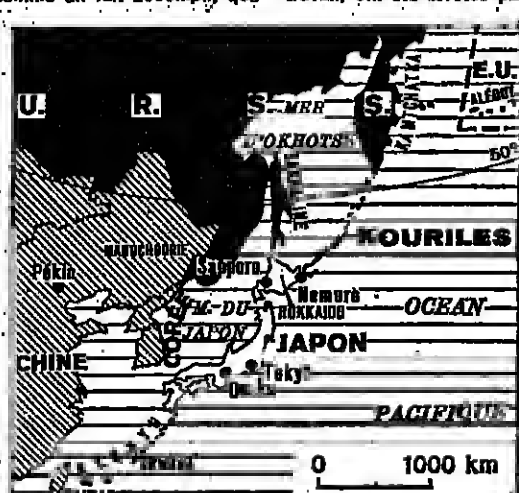
L'intérêt économique à l'égard de la relève du sentiment national, qui fut longtemps le ressort principal de ces mouvements. Bien que des groupes d'extrême droite viennent régulièrement au cap-Nosappu pour critiquer quelques slogans brandis des drapeaux en direction de l'U.R.S.S., les différents groupements pour le retour des « territoires du nord » se disent apolitiques. Le principal est le Ligue des résidents de Chishima (nom japonais pour désigner les Kouriles du Sud). Grâce aux contributions des habitants de Nemuro, il a notamment fait construire au cap Nosappu un observatoire équipé d'un radar, et de longues vues pour scruter ce qui se passe au-delà du bras de mer. D'autres mouvements sont semi-officiels et reçoivent des fonds du ministère des affaires étrangères ou du cabinet du premier ministre. Tous organisent des manifestations à travers le Japon.

Leur action reçoit, en général, un soutien inconditionnel de la Chine. Il existe « ailleurs » un mouvement pro-nippon pour le retour des îles : l'association d'amitié sino-japonaise (« orthodoxy ») qui dépend du parti communiste japonais — orthodoxe — petite formation sans représentation parlementaire, formée par les anciens membres du parti communiste japonais (P.C.J.), exclus au moment de la rupture avec Pékin, en 1967.

Toutes les formations politiques japonaises, du parti libéral démocrate au parti communiste, sont d'accord sur le principe du retour des « territoires du Nord », selon les modalités. Malgré le regain de force que trouvent dans la question des pêches les mouvements pour le retour des « territoires du Nord », il semble douteux que les Soviétiques changent de politique. En trente ans, ils ont créé de nombreuses industries de pêche sur les principales îles et surtout modernisé une ancienne base navale nipponne où relâchent des sous-marins nucléaires. Leur présence est attestée par des incidents périodiques : un bateau de pêche nippon se trouvant soudain « ramorqué » par un sous-marin soviétique pris dans ses filets.

La question des îles est un des thèmes les plus épineux du contentieux nippon-soviétique, car les pêches. Moins sans doute à cause de l'intérêt économique, au demeurant évident pour la population de Nemuro, qu'en raison de données psychologiques : insulaires, les Japonais n'ont jamais bien saisi la notion de frontière.

PHILIPPE PONS.



le zone des 200 milles englobe les îles contestées. Marquant un changement de la position de Moscou par rapport au communiqué commun nippon-soviétique signé lors de la visite à Tokyo de M. Gromyko en 1976, qui reconnaissait l'existence d'un problème territorial entre les deux pays, M. Poliansky, ambassadeur d'U.R.S.S. au Japon, a récemment affirmé qu'il n'y avait aucune question territoriale en suspens entre les deux pays. M. Poliansky a rejeté ainsi les déclarations du Japon relatives à l'extension de la zone de pêche autour des Kouriles du Sud et traduit, en fait, la volonté de l'U.R.S.S. de lier le litige territorial à celui des pêches ; ce que les Japonais refusent.

Le problème des Kouriles du Sud, vieux de trente ans, a fait échouer jusqu'à présent toutes les tentatives pour parvenir à la signature d'un traité de paix entre l'U.R.S.S. et le Japon, qui ont toutefois établi des relations diplomatiques depuis 1958.

Les « territoires du Nord » ont une superficie totale de 4896 kilomètres

« LE MONDE »

INFORMATION-PROFESSIONS

Plus de 2.500 cadres ont trouvé, grâce à ce service, un moyen sûr et rapide pour saisir une meilleure chance de promotion et suivre le marché de l'emploi.

Renseignements : Mme FICHTER - TEL. 874.72.95

جاستو

POLITIQUE

(PUBLICITÉ)

J'ADHÈRE AVEC JACQUES CHIRAC

Vous voulez affirmer et défendre votre idée de la France.
Vous le pouvez dès aujourd'hui en adhérant au Mouvement qui a fait de cette idée une réalité.
 Pour la liberté, pour l'égalité, pour la République, adhérez au Rassemblement Pour la République. Avec Jacques CHIRAC.

Vous pouvez adhérer au Rassemblement Pour la République comme membre actif (cotisation : 50 F), membre bienfaiteur (cotisation : à partir de 200 F). Chèque bancaire barré ou chèque postal, à l'ordre de : Rassemblement Pour la République.
Vous pouvez aussi adhérer directement auprès de votre Secrétaire Départemental.

RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE

Adresse nationale : 33, avenue du Maine 75015 PARIS

POUR LA FÊTE DES MÈRES

*Un merveilleux présent,
 gage d'un amour
 trop souvent inexprimé...*

Le Pendentif de la Fête des Mères

En vermeil ou en or 18 carats avec sa chaîne assortie
 Émis dans une édition à tirage strictement limité
 Date limite le 15 mai 1977, minuit

Dimanche 5 juin : La Fête des Mères. C'est le jour idéal entre tous, où chaque famille peut manifester un amour ressenti tout au long de l'année mais qui reste trop souvent inexprimé.

Seuls, en cette occasion, de très rares présents parviennent à exprimer totalement de tels sentiments, et plus rarement encore de façon durable et impérissable.

Aujourd'hui, pour célébrer cette fête exceptionnelle, le Médailleur vous propose d'offrir un bijou aussi beau et précieux que l'amour sincère dont il est le gage : le Pendentif de la Fête des Mères 1977. Ce Pendentif, créé spécialement pour cette fête, représente un cygne gracieux et son petit.

Le Pendentif de la Fête des Mères a été créé en vermeil (argent massif 1er titre doré or 24 carats) et en or 18 carats. Son dessin atteint un éclat inégalé grâce à la qualité suprême de sa frappe, la qualité Épreuve, qui fait apparaître le sujet délicatement sculpté se détachant dans un léger relief satiné sur un fond pur, brillant comme un miroir.

Sur le revers du Pendentif figure un motif élégant formé de fleurs aquatiques, tandis que sur la tranche apparaît la mention gravée « Fête des Mères 1977 ».

Aucun cadeau ne sera plus approprié que ce somptueux Pendentif de la Fête des Mères... un bijou dont la beauté sera éternelle comme l'amour d'une mère.

Edition à tirage limité

Date limite des souscriptions le 15 mai 1977, minuit

En France, le Pendentif de la Fête des Mères ne peut être acquis que par l'intermédiaire du Médailleur et seulement avant le 15 mai 1977, minuit, afin que vous puissiez recevoir votre Pendentif à temps pour le jour de la Fête des Mères.

Le prix de chaque pendentif en vermeil est de 250 F TTC et de 1500 F TTC en or 18 carats, y compris une chaîne assortie de 60 cm et un élégant écrin conçu tout spécialement à cette occasion. Seules seront acceptées les demandes de souscription postées avant la date limite. De plus, cette offre est limitée à un seul Pendentif par souscripteur. Ainsi le nombre total de Pendentifs émis en France sera égal au nombre de souscriptions acceptées.

TITRE PERSONNEL DE SOUSCRIPTION

Date limite : le 15 mai 1977, minuit, le cachet de la poste faisant foi

Veillez enregistrer ma souscription pour le Pendentif de la Fête des Mères, mesurant 52 mm de diamètre, frappé à mon intention en (cochez la case de votre choix) :

☐ Vermeil (argent massif 1er titre doré or 24 carats) avec une chaîne de 60 cm assortie, au prix d'émission de 250 F TTC

☐ Or 18 carats, avec une chaîne de 60 cm assortie, au prix d'émission de 1500 F TTC

Le Pendentif sera présent dans un élégant écrin sans majoration de prix. Je note que le Pendentif, accompagné d'une carte de vœux me sera expédié en temps voulu pour que je puisse l'offrir le 5 juin 1977, jour de la Fête des Mères.

Veillez trouver ci-joint mon titre de paiement de F TTC port et emballage compris. Tout paiement posté après la date limite des souscriptions sera retourné à son expéditeur.

M. _____

Mme. _____

Mlle _____

M. _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Signature _____

Offre valable uniquement en France Métropolitaine, Corse et Principauté de Monaco.

LE MÉDAILLEUR 64 rue d _____ 75010 Paris

Limite : un seul pendentif par souscripteur

ON PAR L'U.R.S.S. DU TRAITÉ DE PÊCHE DE 1956

s Kouriles envénime le contentieux Moscou et Tokyo

29 avril, le cours du mois de mai entre M. Ichkov, ministre de la Pêche, et M. Suzuki, ministre de l'Agriculture et des Forêts, nippon de l'agriculture et des forêts.

La question de la conclusion d'un accord s'est posée en février dernier. L'U.R.S.S. a fixé à 200 milles la zone de pêche. Les pêcheurs japonais, qui capteraient environ un septième de leurs prises totales dans cette zone, ont dû l'évacuer le 31 mars. L'accord provisoire n'ayant été conclu, les négociations achoppent sur le problème des Kouriles, que Moscou considère comme territoire soviétique. Pour le Japon, le statut de ces îles, cédées à l'U.R.S.S. à l'issue de la deuxième guerre mondiale, reste toujours en suspens. Depuis plusieurs jours, la presse soviétique a publié des articles pour condamner la campagne antisoviétique déclenchée au Japon sous le prétexte du renouvellement du traité de pêche.

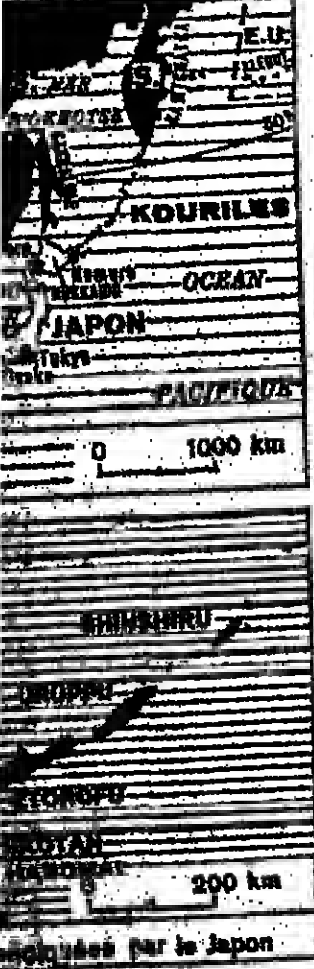
De notre envoyé spécial

carrière. Avant la guerre, seize mille Japonais, pour la plupart des pêcheurs, y vivaient. Ces îles appartenaient au Japon depuis 1855, aux termes d'un traité de commerce et de navigation, signé cette année-là avec la Russie, qui reconnaissait que la frontière entre les deux pays passait entre les îles Etorofu et Uropu. Par la suite, en 1956, le Japon céda à la Russie une partie des Sakhalines, qu'il occupait, en échange de l'archipel des Kouriles.

A Yalta, sur la demande de Staline, les alliés décidèrent que le sud des Sakhalines — que le Japon avait envahi au début de la deuxième guerre mondiale — et l'archipel des Kouriles devaient être restitués à la Russie.

Trois pêcheurs nippons détenus par l'U.R.S.S.

Ces arguments n'auraient qu'un intérêt relatif à la controverse entre le Japon et l'U.R.S.S. ne provoquaient une tension permanente entre les deux pays. Régulièrement des incidents se produisent au large des quatre îles entre pêcheurs nippons et pêcheurs soviétiques. Depuis le début de la guerre, huit mille personnes ont été interceptées et un millier de bateaux saisis. En 1976, cent quatre-vingt pêcheurs, dont treize sont encore détenus dans des camps de travail, ont été arrêtés par les Sovi-



La question des Kouriles est l'un des thèmes les plus sensibles de la diplomatie japonaise. Moscou considère ces îles comme territoire soviétique. Pour le Japon, le statut de ces îles, cédées à l'U.R.S.S. à l'issue de la deuxième guerre mondiale, reste toujours en suspens. Depuis plusieurs jours, la presse soviétique a publié des articles pour condamner la campagne antisoviétique déclenchée au Japon sous le prétexte du renouvellement du traité de pêche.

Questions orales à l'Assemblée nationale

Vendredi 29 avril, à l'Assemblée nationale, sous la présidence de M. ANDRIEU (P.C.), au cours de la séance consacrée aux questions orales sans débat, les sujets suivants ont été évoqués :

LES PENSIONS DES ANCIENS COMBATTANTS
 Répondant à M. BOUVARD (réf. Morbihan), Mme MISSOFFE indique qu'il n'est pas possible de réviser les pensions de vieillesse des anciens combattants et anciens prisonniers de guerre prenant effet antérieurement au 1^{er} janvier 1974. Il n'est pas possible non plus d'envisager une revalorisation forfaitaire. Elle relève, cependant, que les anciens combattants et les anciens prisonniers de guerre, qui ont pris leur retraite entre soixante et soixante-cinq ans, avant la loi du 21 novembre 1973, avaient la possibilité de faire valoir, dans les meilleures conditions possibles, leur droit à pension anticipée pour invalidité ou pour travail. Le député demande qu'une étude quantitative soit faite pour déterminer les incidences financières d'une revalorisation. Mme Missoffe accepte.

LES MUTILÉS DU TRAVAIL
 En réponse à une question de M. VIZET (P.C., Essonne), Mme MISSOFFE rappelle les dispositions de la loi du 6 décembre 1976 et observe que les pensions et rentes font l'objet d'une double revalorisation annuelle depuis 1976. Elle indique que d'autres mesures doivent intervenir prochainement en ce qui concerne la révision des tableaux des maladies professionnelles et la simplification des formalités administratives. Elle estime qu'en l'état actuel des choses il n'est pas possible de s'engager sur la voie d'une répartition intégrale de la perte de salaire.

L'INDUSTRIE DE L'HABILLEMENT
 M. MAUGER (R.P.R., Vendée) dénonce la concurrence sauvage qui risque d'entraîner certaines entreprises à l'exportation de leur personnel, voire à fermer leurs portes.

Mme SCRIVENER, secrétaire d'Etat à la consommation, indique que le régime des droits et renforcements des services de douane se sont traduits par une augmentation des constatations d'irrégularités, sans toutefois mettre en lumière l'existence de véritables détournements de trafic. « Aller au-delà », estime-t-elle, en instituant de véritables restrictions à l'importation, comporterait de très graves difficultés. Le marquage obligatoire de l'origine des articles importés poserait également de graves problèmes. »

AU SÉNAT

aménagement du territoire et les problèmes de l'industrie

Le Sénat a débattu vendredi 29 avril, sous la présidence de M. CLUZET (Union centriste), l'interrogation de M. MAUGER (R.P.R., Vendée), concernant l'aménagement du territoire et les problèmes de l'industrie.

Leur action reçoit, en effet, les quatre-vingt ans qui ont suivi la fin de la deuxième guerre mondiale, les territoires du Nord ont subi de profondes mutations. Quelles sont les modalités de ces mutations ? Les différents groupes de l'Assemblée nationale ont été entendus. Les différents groupes de l'Assemblée nationale ont été entendus. Les différents groupes de l'Assemblée nationale ont été entendus.

La situation du port de Dunkerque

BEILERS (P.C., Nord) qui s'agit de la situation du port de Dunkerque et reproche à l'Union de vouloir imposer la situation de l'ensemble du département à Dunkerque.

JURCADE répond, devant les tribunes du public, que les conditions de travail aux atermes, mais, a-t-il dit, l'emploi des dockers ne saurait être appliqué aux autres entreprises. Dans cette situation, il a également déclaré, est en cause c'est de so-

LE MONDE
 INFORMATION PROFESSIONNELLE
 Plus de 1000 annonces par semaine, grâce à ce service.
 au moyen d'un système pour faire une recherche précise
 de personnes et de sociétés dans le monde de l'emploi.
 Rédaction : 11 rue de Valenciennes - 75011 PARIS

POLITIQUE

L'ENTRETIEN RADIODIFFUSÉ

« Le gouvernement de M. Raymond Barre conduit »

Voici le texte de l'entretien entre M. Giscard d'Estaing et M. Christian Bernadac qui a été diffusé vendredi 28 avril sur la première et la deuxième chaîne de télévision ainsi que par France-Inter.

« Mieux vaut, je pense, monsieur le président, pénétrer tout de suite dans le vif du sujet : quelle leçon tirez-vous de ces trois journées de débat parlementaire que nous venons de vivre ? »

— Je dois dire d'abord, M. Bernadac, que c'est moi qui ai souhaité répondre à vos questions, parce que je crois qu'il est nécessaire que les Français puissent connaître exactement la situation politique et savoir où ils vont.

« Alors, quelle leçon tirez-vous de ces trois jours ? »

— Le débat qui vient d'avoir lieu avait pour objet l'approbation du programme du gouvernement de M. Raymond Barre. C'était donc une procédure constitutionnelle par laquelle le Parlement est amené à se prononcer, en votant oui ou en votant non, sur le programme proposé par le gouvernement.

« Ce débat a eu lieu. Il a donné lieu à un certain nombre d'interventions, de contradictions, de réserves, et il s'est terminé, vous le savez, par un vote qui est un vote de confiance en faveur du gouvernement de M. Barre.

— Il se servait à rien, je pense, monsieur le président, de se cacher les problèmes. Le R.P.R. semble être le maître du jeu parlementaire. M. Raymond Barre avait pu être renversé demain sur la base professionnelle, sur le budget, sur les problèmes monétaires, sur l'Europe... »

« Deux choses à ce sujet. Il est vrai que l'U.D.R., à l'époque, le R.P.R. à l'heure actuelle, représente la majorité de la majorité. Ce n'est pas une situation nouvelle, c'est une situation que j'ai trouvée lors de mon élection en 1974, puisque le vote rappelle que l'Assemblée avait été élue un an auparavant en 1973. Vous me dites : cette situation veut dire on peut conduire au fait que le R.P.R. veuille renverser le gouvernement de M. Raymond Barre.

« Je dirai d'abord que le R.P.R. vient de voter, hier, à la quasi-unanimité, la confiance au gouvernement de M. Raymond Barre, et, d'autre part, de quelle manière le gouvernement de M. Raymond Barre pourrait-il être désormais renversé ? Il ne pourrait être renversé que par le vote d'une motion de censure, puisqu'il a posé la question de confiance une fois et qu'il ne la posera pas. Il faudrait donc le vote d'une motion de censure, c'est-à-dire qu'il faudrait que des députés de la majorité rejoignent les députés de l'opposition pour voter ensemble contre le gouvernement et que l'on retrouve ainsi des députés communistes, des députés socialistes et des députés de la majorité censurant ensemble le gouvernement de M. Raymond Barre.

« Et bien ! Je vous le dis, je considère que c'est une circonstance qui ne peut pas se produire.

— Mais, monsieur le président...

— Et d'ailleurs, je ne ferais pas l'outrage à quelque membre de la majorité que ce soit d'imaginer que cette circonstance puisse se produire. Alors, je vous le dis, le gouvernement de M. Raymond Barre est le gouvernement qui sera en place jusqu'à la fin de cette législature. Il le sera pour deux raisons : la première, c'est parce qu'il a été nommé par le président de la République, qui a fait confiance à son courage, à sa vaillance, à son dévouement, à l'intérêt de la France et des Français, et d'autre part parce qu'il vient de bénéficier hier d'un vote de confiance à l'Assemblée nationale.

**Une majorité de remplacement
composée de députés de l'opposition
et de députés de la majorité
est invraisemblable**

— Mais vous parlez de la motion de censure, monsieur le président, est-ce que cela ne peut pas être la politique parlementaire ? Est-ce que vous ne pensez pas que les Français voudraient voir un peu plus clair, voir avec clarté et logique ce qui se passe ?

— Vous avez raison, nous en parlerons tout à l'heure, ce sont les problèmes de la majorité. Les Français préfèrent, je pense, bien entendre que la majorité s'exprime d'une façon plus cohérente, plus homogène, plus ardente, j'y reviendrai tout à l'heure, mais c'est étant, la vie politique, c'est la vie de nos institutions, de notre Constitution et la Constitution qui a été faite en 1958 a en pour objet précisément d'éviter la succession des crises ministérielles en France, car autrefois, sous la IV^e République, nous avions eu en effet la succession et la répétition des crises ministérielles, puisqu'on renversait un gouvernement sans que l'on définisse une majorité de remplacement. C'est pour mettre fin à cette situation que ceux qui ont fait la Constitution de la V^e République ont prévu le mécanisme de la motion de censure, c'est-à-dire qu'il faut désigner à l'avance la majorité de remplacement, et donc si l'on veut renverser le gouvernement de M. Raymond Barre, cela veut dire qu'il faudrait trouver une majorité de remplacement composée à la fois par les députés du programme commun, députés communistes et députés socialistes, et des députés de la majorité. Ceci est invraisemblable.

« Donc, comme je vous le disais tout à l'heure, le gouvernement de M. Raymond Barre conduira la politique de la France jusqu'aux élections législatives.

— Un premier ministre affaibli, affaibli parce qu'attaqué, pensez-vous que M. Raymond Barre puisse conduire la majorité à la victoire ?

— Vous dites qu'il a été ébranlé parce qu'il y a eu un débat difficile, mais les débats parlementaires ont été, sont et seront difficiles. Nous reviendrons tout à l'heure sur ce problème de la majorité et de l'union de la majorité, mais il y a vote, et je ne connais que les votes. Il y a eu un vote comparable à celui qu'on a vu dans les précédentes, c'est-à-dire la quasi-totalité des voix de la majorité.

« D'autre part, il a été dit dans ce débat, il a été rappelé, que c'était le premier ministre qui était le chef de la majorité parlementaire, et c'est à été dit, vous le savez, avec un certain éclat. C'est donc M. Raymond Barre qui est le chef de la majorité parlementaire.

— Incontestablement, monsieur le président, nous avons vu voter un peu de pouvoir au profit de la IV^e République, ces trois dernières fois. Vous n'avez pas cette impression ?

— Pas tellement de la IV^e République, ni s'il existe un « tempérament politique » des Français qui est exprimé, jadis, sous la IV^e République, et qui n'a pas changé.

« Les institutions de la V^e République n'ont pas pour objet de changer le caractère de la France, ce serait d'ailleurs une tâche vaine. Mais elles ont pour objet de faire en sorte que certains traits de notre tempérament politique ne puissent pas avoir les conséquences qu'avaient autrefois, et, en particulier, que nous n'ayons pas un gouvernement d'Assemblée, n'est pas l'Assemblée qui gouverne la France, et, d'autre part, qu'on ne puisse pas renverser un gouvernement sans faire apparaître que c'est la majorité de remplacement. Ce n'est donc pas des combinaisons, ce sont des principes fondamentaux de la V^e République.

Redresser la situation économique et sociale

« On vous reproche, monsieur le président, la République, de ne pas prendre parti dans le débat politique entre majorité et opposition. Va même plus loin, on vous reproche de vouloir gouverner, au lendemain des élections législatives de 1978, plutôt, avec M. Mitterrand qu'avec, disons, le R.P.R. ?

— Alors, vous en venez aux problèmes de majorité.

« D'abord, la question qui se pose — question simple — c'est : la majorité peut-elle, a-t-elle les chances de gagner les élections législatives de 1978 ? Il faut poser la question franchement, tant plus que nous venons de sortir d'élections municipales qui ont été, vous le savez, mauvaises pour la majorité, et le résultat est qu'il y a eu, dans les rangs de la majorité parlementaire, dans l'opinion sans doute, au Parlement un certain sentiment de découragement en disant : « nous ne pouvons pas gagner. » Alors, mon sentiment est que la majorité peut et doit gagner les élections législatives de 1978. Elle peut et elle doit le faire.

LES RÉACTIONS

Dans la majorité

« M. Jean-Paul Charrier, député, à l'heure actuelle, représente la majorité de la majorité. Ce n'est pas une situation nouvelle, c'est une situation que j'ai trouvée lors de mon élection en 1974, puisque le vote rappelle que l'Assemblée avait été élue un an auparavant en 1973. Vous me dites : cette situation veut dire on peut conduire au fait que le R.P.R. veuille renverser le gouvernement de M. Raymond Barre.

« M. Dominique Bussereau, président de la Fédération des indépendants et paysans : « L'ensemble de la majorité a le devoir d'approuver les propositions du président de la République, qui a définitivement, fermement, la volonté d'enlever à la France les Français se regroupent pour le bon choix en 1978. Nous soutenons que tous les militants et tous les électeurs de la majorité ont le droit de se prononcer sur la question de la confiance. Si la confiance n'est pas accordée, l'Assemblée nationale sera dissoute. »

« M. Bertrand Motte, président du Centre national des indépendants et paysans : « Les propositions du président de la République sur la majorité nous laissent deux fois sur notre faim. Il n'a pas mis en évidence que la force d'une majorité n'est pas une majorité, mais une majorité qui a une majorité. Les déclarations répétées et répétées de M. Servan-Schreiber lui apportent-elles vraiment d'un poids plus important que le soutien populaire et libéral dont le Centre national des indépendants vient d'apporter, à Paris et ailleurs, un nouveau témoignage ? »

« M. Yves Lancelin, secrétaire général du C.D.R. : « Bien entendu, j'ai pu dire, après avoir entendu le président de la République développer des considérations de caractère général, quelles seront ou ne seront pas, dans les mois et les semaines à venir, les initiatives gouvernementales en matière de politique intérieure, de réforme de structures ou de relations internationales. Comment s'étonner, dans ces conditions, que la confiance ait, elle aussi, été accordée au seul domaine où il était possible de l'exprimer en toute connaissance de cause. »

« M. Pierre Billotte, président national du Mouvement pour le socialisme par la participation (gauche) : « Alors que la situation générale de la France exige un gouvernement de combat, donc au plus haut point politique, et une majorité unie, ce qui est tout à fait possible, le chef de l'Etat n'a pu manquer d'être le spectateur désemparé d'un incroyable théâtre d'ombres. »

« M. Mitterrand a rencontré, vendredi 28 avril, M. Porfirio Muñoz Ledo, ministre mexicain de l'Éducation, venu à Paris pour la réunion du Conseil de l'UNESCO.

Dans l'opposition

« M. Louis Mermaz, député, membre du secrétariat national du P.S. : « Le président de la République, comme à l'ordinaire, a été intéressant, mais décevant. Il n'a répondu à aucune des questions politiques qui se posent. Il s'est borné à faire la description de la crise de la majorité, sans lui proposer ni plan d'action ni plan de redressement... »

« M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F. : « Le président de la République s'est employé à enfoncer des portes ouvertes. Il a reconnu que les difficultés de la majorité étaient liées à son incapacité à résoudre les problèmes économiques et sociaux. Il a annoncé

que M. Barre avait obtenu un vote de confiance et restait premier ministre. Ces propos ont eu moins un mérite : c'est qu'ils vérifient que la mauvaise pièce jouée cette semaine par la coalition giscardienne était digne de la droite au printemps prochain... »

« M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche : « Avec une désinvolture qui relève de l'aveuglement, le président de la République ignore superbement les réalités. Aucune allusion au chômage, à la décadence des prix, à l'inquiétude des tra-

vailleurs et des épargnants. Son unique souci : tenter de recoller les morceaux d'une majorité en mettant, de gagner du temps avec l'illusoire espoir d'une victoire de la droite au printemps prochain... »

« M. Jean Chériac, président de la Fédération des républicains de progrès (gauche d'opposition) : « Les Français ont dû comprendre à quel point le chef de l'Etat avait été troublé par la tragédie parlementaire de ces derniers jours. M. Giscard d'Estaing a tenté de convaincre son auditoire en utilisant une argumentation caractérisée par la

négligence des faits, la mesquinerie du chef de clan et la cocasserie des affirmations péremptoires. »

« Le vice-amiral Antoine Sanguinetti (gauche d'opposition) : « La seule question qui se pose n'est pas de savoir si Raymond Barre ira jusqu'au bout de la législature, mais de savoir si la législature ira jusqu'à l'échéance prévue. »

« M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates : « Par-delà la sérénité présidentielle, nous voilà revenus, pourtant, par le jeu des partis, à la IV^e République, avec son impuissance et son déclin. »

« M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national : « Le président de la République a tenu un discours sans rapport avec les graves problèmes que connaît notre pays. Il n'a pas le courage et la franchise de reconnaître la situation économique et sociale. Son propos, adressé à M. Chirac, ne concerne pas la grande masse des travailleurs et des Français. »

« LA C.F.D.T. : « Le président de la République a tenu un discours sans rapport avec les graves problèmes que connaît notre pays. Il n'a pas le courage et la franchise de reconnaître la situation économique et sociale. Son propos, adressé à M. Chirac, ne concerne pas la grande masse des travailleurs et des Français. »

British airways. Reprise du service normal.

Nous prions nos clients
de nous excuser pour les ennuis créés
par l'interruption de nos services.
Ceux-ci
reprennent dès à présent,
pour Londres et le monde entier.

Avec
nos 7 vols habituels Paris(Roissy) Londres.
8h20. 11h00. 13h00.
15h00. 17h00. 19h00. 21h00.
Et bien entendu, nos vols au départ de
Nice, Marseille, Lyon et Bordeaux.



Renseignements au 91 Champs Élysées et 38 avenue de l'Opéra 75001 Paris, 260 38 40, ou consultez votre agent de voyages.

LA BONACE

Ayant choisi de demander un journaliste de l'interrogatoire, plutôt que de recourir à une déclaration au Parlement, M. Giscard d'Estaing entendait, certes, à la fois, rassurer les Français sur les deux calmes de l'Assemblée, Quelle étrange impression, après les tumultes de l'Assemblée, de retrouver devant les ors et les glaces de l'Élysée, cet homme mar- moréen. « Périphérie », aurait dit le général. Les Français sont-ils ainsi faits qu'ils ont besoin de se dérouter à travers leurs paroles mentales et ensuite ils partent en week-end sur les routes ? C'est un peu ce qu'on entendait sous les propos rassurants du président de la République.

Le regard allait de son interlocuteur à la caméra avec une lenteur calculée, tranquille, la tonalité se déplaçait pas de celui de la bonne compagnie. Pas un mot plus haut que l'autre, comme pour marquer qu'il en fallait un peu plus à la France pour qu'il s'ennuie. Il y a du Giscard dans cet homme-là, lorsqu'il s'adresse au peuple. Il est des moments où l'on entend tout un souffle moins égal, taillé, un peu plus décalé à l'instinct. Giscard aurait-il trop le flâneur ? L'avenir nous le dira. Pourquoi le présent nous échappe ? — P. D.

NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES R.I.

M. J.-P. Soisson souhaite rencontrer M. Chirac

Après avoir annoncé vendredi 29 avril, qu'il avait obtenu d'assurer « l'unité de direction » des républicains indépendants, il acceptait le poste de secrétaire général du mouvement. M. Jean-Pierre Soisson a souhaité rencontrer le président du R.P.R. pour déterminer avec lui les conditions dans lesquelles la majorité pourrait gagner les élections législatives. M. Soisson a en effet déclaré : « Ma décision n'a de sens que si elle contribue à créer un nouveau climat au sein de la majorité. Je suis prêt à m'en entretenir avec les principaux leaders de la majorité, notamment avec M. Jacques Chirac. J'espère déterminer avec lui les conditions dans lesquelles nous pourrions gagner les prochaines élections. J'ai déjà travaillé avec lui. J'apprécie énormément son talent et sa personnalité, et je pense qu'il est possible de nous pourrions faire du bon travail. »

M. Soisson a manifesté sa volonté d'être le véritable patron de la couronne giscardienne : il entend obtenir satisfaction sur ce point essentiel : l'Assemblée extraordinaire convoquée pour le 11 mai à Paris, à laquelle il proposera, de nommer, en outre, pour une action nouvelle, et une équipe de direction responsable, uniquement devant le secrétaire général. L'objectif poursuivi est la constitution d'un grand parti giscardien qui associera aux républicains indépendants, les militants de G.S.I., les membres des comités de soutien

au président de la République du groupe des républicains indépendants A.G.I.R. pour l'avenir. Seuls les clubs Perspectives Réalités, animés par M. Jean-Pierre Soisson, ont souhaité conserver leur autonomie.

M. CHIRAC (R.I.) PROPOSE UNE RENCONTRE A M. LABBÉ (R.P.R.)

M. Roger Chirac, président du groupe des républicains indépendants à l'Assemblée nationale, a déclaré, vendredi soir 29 avril : « Après l'excitante passion de ces jours passés, le président de la République, premier responsable politique de la France, a tenu, rappeler aux responsables politiques que la majorité quelle que soit la voie de la sagesse, c'est-à-dire l'unité. »

« En ce sens, en tant que président du groupe parlementaire républicain indépendant, j'ai décidé d'inviter mon collègue Claude Labbé, président du groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale, et les membres du bureau de son groupe à une rencontre avec les membres du bureau du groupe R.I. afin de procéder ensemble à l'examen des différents problèmes qui préoccupent les membres de nos deux groupes. »

M. Labbé a indiqué, en réponse à M. Chirac, qu'il soumettrait sa proposition au bureau du groupe R.P.R. mardi 3 mai.

Le premier ministre : sur le plan politique ni

Handwritten signature or mark.

EQUIPEMENT

La controverse sur l'énergie nucléaire

• En France : M. Ségué dénonce les « campagnes utopistes des écologistes » • En Allemagne fédérale : le S.P.D. reste divisé

Pour la C.G.T., le développement de l'électronucléaire représente la « solution désastreuse » aux problèmes énergétiques croissants de la France. Telle est, en substance, la déclaration qu'a faite M. Ségué, au cours d'une visite au chantier de la centrale de Dampierre-en-Burly (Loiret), le vendredi 29 avril. « Cependant, a-t-il ajouté, le dirigeant syndical, l'énergie nucléaire doit être complétée par d'autres (charbon, houille blanche, technique marémotrice, éolien), et son exploitation doit être entourée d'un maximum de précautions ». « Si les investissements nucléaires n'étaient pas faits dans ce domaine, on aboutirait à une situation dramatique dans trois ou quatre ans », a-t-il encore déclaré. M. Ségué a lancé une mise en garde contre les « campagnes utopistes » des écologistes qui, selon lui, ne sont pas « scientifiquement » étayées. A la même époque, les syndicats de l'énergie ont condamné la croissance zéro, approuvé l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, mais demandé un décalage du programme nucléaire pour en mieux mesurer les conséquences de tous ordres.

Cette attitude est fondamentalement différente de celle de la C.F.D.T. qui, dès 1975, avait pris position contre le programme électronucléaire du gouvernement qui, selon elle, « sacrifie les autres énergies, comporte des risques non évalués, exprime la soumission à la croissance capitaliste et néglige la situation des travailleurs ». A la même époque, les socialistes C.F.D.T. de l'E.D.F. et du C.N.R.S. avaient demandé un moratoire nucléaire.

Dans les formations de l'union de la gauche, les divergences ne sont pas moins sensibles. Le P.C.F. s'est toujours prononcé pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, mais il critique le choix par le gouvernement d'une filière américaine et souligne que « toutes les conditions de sécurité ne sont pas respectées ». Les radicaux de gauche semblent se résigner au développement de l'énergie nucléaire, tout en demandant depuis deux ans un « débat national », un ralentissement du programme et une politique plus efficace de lutte contre les pollutions d'énergie. Le P.S.U. lui, est hostile à la poursuite de la construction des centrales nucléaires.

Le P.S. hésite. Reflet de cette perplexité, un comité environnement et nucléaire composé de treize personnalités scientifiques de premier plan vient de commencer ses travaux. Il est chargé d'étudier les problèmes

E.D.F. condamnée à Flamanville

LA CLOTURE DÉFONCÉE

L'E.D.F. a été condamnée, le vendredi 29 avril, pour bris de clôture dans l'affaire de la construction de la centrale nucléaire de Flamanville (Manche). Si, jeudi, E.D.F. avait gagné, au moins provisoirement, sa première bataille contre les écologistes, qui avaient demandé le juge des référés du tribunal de Cherbourg de suspendre les travaux préliminaires à la construction de la centrale nucléaire de Flamanville sur la côte ouest de Cotentin, elle a perdu, vendredi, une autre bataille juridique qui l'opposait à un cultivateur de la commune, M. Guiguet.

Le 13 avril, ce dernier avait constaté qu'un engin d'une entreprise travaillant pour le compte d'E.D.F. avait fait une brèche de 6 mètres de large sur 10 mètres de long dans la clôture d'un de ses champs. M. Guiguet avait appelé un huissier pour effectuer un constat et une visite au cadastre communal avait confirmé que le terrain appartenait bien au cultivateur et non à la commune, comme E.D.F. le croyait.

M. Guiguet avait saisi le juge des référés du même tribunal, qui lui a donné raison, puis l'a condamné vendredi soir E.D.F. sous l'inculpation de bris de clôture, à verser 1 000 F de provision à M. Guiguet et 800 F pour qu'un expert détermine le préjudice subi par le cultivateur.

Environnement

• Enquête à Senso. — Le Parlement italien a voté, jeudi 28 avril, la création d'une commission d'enquête sur les causes et les conséquences de la pollution de la région de Senso, près de Milan. Les conclusions de la commission devront être déposées dans les six mois.

La controverse nucléaire prend une nouvelle dimension. Certes, sur le terrain, aux abords des sites des futures centrales, manifestations, procès, contre-proches se succèdent et continuent d'alimenter la chronique quotidienne. Mais, en France comme en République fédérale

d'Allemagne, partis et syndicats commencent à sortir de la prudente réserve où, pour la plupart, ils s'étaient maintenus jusqu'à présent.

En Allemagne, le parti social-démocrate, profondément divisé sur l'opportunité de pousser un programme de construction de centrales très ambitieux.

s'interroge, tout en soulignant l'urgence économique du programme engagé.

En France, tandis que M. Ségué, dirigeant de la C.G.T., se prononce pour la première fois pour le développement de l'électronucléaire, d'autres syndicats et d'autres formations de l'union de la gauche prennent des positions différentes.

Cette motion a été votée par 27 voix pour, 5 contre et 7 abstentions. Le groupe communiste a voté ce texte tout en proposant un amendement qui souligne « la nécessité pour la France d'une grande politique énergétique fondée sur l'utilisation de l'ensemble des ressources nationales prenant réellement en compte les impératifs de la sécurité et de l'hygiène des populations et résolvant un large débat démocratique ». En l'absence d'un tel débat, il n'est pas admissible que se poursuivent la mise en œuvre des projets nucléaires du gouvernement.

En cours du débat qui avait précédé le vote, M. Guy Meyer, au nom du groupe socialiste, avait constaté que les travaux de construction du surégénérateur avaient été entrepris « en l'absence de toute publication des deux décrets d'autorisation de construction et d'utilité publique (...). Nous ne voulons pas être mis devant le fait accompli », a affirmé le conseiller socialiste.

MARC AMBROISE-RENDU.

Bonn. — « Energie, emploi, qualité de la vie », le thème de la conférence sur l'énergie que le parti social-démocrate a tenue les vendredi 29 et samedi 30 avril, à Cologne, était ambitieux. Le S.P.D. (parti social-démocrate) n'est pas parvenu à définir une position commune pour ou contre l'énergie atomique, mais il a la majorité d'être le premier parti de la R.F.A. à consacrer une réflexion approfondie à un sujet qui a divisé le pays au cours des derniers mois.

D'importantes questions sont restées sans réponse, mais elles ont au moins été posées : quelle est la place de l'énergie nucléaire ? Dans quel secteur ? Qui doit opérer les choix ? Peut-on renoncer à l'énergie nucléaire ? Celle dont on dispose actuellement satisfait-elle ? Les différents groupes du parti ont dissimulé loyalement, concrètement, en évitant les polémiques. Le S.P.D. a donné — il en a bien besoin — une bonne image de lui-même.

La coupure entre les adversaires et les partisans de l'énergie nucléaire, qui ne recoupe pas la

division gauche-droite au sein du parti, n'a pas été surmontée.

Les premiers, menés par M. Eppeler, ancien ministre de la coopération et président de la commission fondamentale du S.P.D., demandent une pause de réflexion et un programme strict d'économie d'énergie, sur le modèle de celui présenté par le président Carter. « L'évolution de la société industrielle ne doit pas être abandonnée à elle-même », déclare M. Eppeler. Le président de l'Association fédérale des comités anti-atomiques, qui n'appartient pas au S.P.D., est allé plus loin : « Ne repensez pas votre programme nucléaire, a-t-il dit, faites un croc dessus ».

Pour le chancelier, la sécurité ne doit pas être négligée, mais l'incident de la plate-forme d'Exkoffel prouve que le nucléaire n'est pas la seule source d'énergie à comporter des risques.

M. Matthäfer, ministre fédéral de la recherche scientifique, a tiré les conclusions de la conférence : le parti social-démocrate est d'accord sur la nécessité d'économiser l'énergie, sur la priorité qui doit être donnée aux technologies non polluantes, et le parti apparaît comme le gardien des intérêts du charbon allemand. Il pense que la majorité du parti peut être gagnée à un développement de l'énergie nucléaire.

DANIEL VERNET.

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

L'aménagement de Fos et de l'étang de Berre
Les nouveaux maires disposent d'une faible marge de manœuvre

Marseille. — La poussée de la gauche aux dernières élections municipales a fait perdre à la majorité la maîtrise des organismes d'aménagement de l'étang de Berre : le Syndicat communalautaire (S.C.A.) créé à fin 1972, dans le cadre de la loi Boscher sur les villes nouvelles pour faire face aux urbanisations liées à la création de la zone industrielle et portuaire de Fos, et son organe exécutif, l'établissement public d'aménagement des rives de l'étang de Berre (EPAREB) mis en place en juillet 1973.

Des trois communes groupées au sein du S.C.A., seule celle de Fos-sur-Mer n'a pas

changé de main, bien que le maire sortant, M. Jacques Férand (R.P.R.), ait été personnellement battu (1). Istres et Miramas ont été conquises par des listes d'union de la gauche conduites, la première par un socialiste, M. Jacques Siffre, la seconde par un communiste, M. Georges Thorrand, tous les deux élus maires, en remplacement de M. Maurice Guin (mod. maj.) et du docteur Pierre Tristaut (R.P.R.). Ces résultats entraînent donc une redistribution des cartes politiques dont l'enjeu est l'administration d'une population d'environ 45 000 habitants et la gestion d'un budget de 150 millions de francs.

De notre correspondant régional

présidé par le maire de Vitrolles, M. Henri Brémont (mod. maj.), qui a été battu aux dernières élections municipales par une liste d'union de la gauche majoritairement communiste. Estimant que l'administration, forte de l'appui des communes favorables à la majorité d'union de la gauche, pourrait imposer ses décisions, la ville de Marseille et le département des Bouches-du-Rhône ont refusé de désigner leurs représentants. Nommés d'office comme le permit la loi, M. Gaston Deferre, maire socialiste de Marseille, et M. Louis Philibert, président du conseil général des Bouches-du-Rhône, également socialiste, n'ont pas pour autant accepté de siéger. Dénouement : les deux maires de Vitrolles, appartenant à l'opposition, ont été désignés à la place de M. Brémont. Chacune des quatre communes dispose d'un siège, deux autres sont réservées à la ville de Marseille et au département des Bouches-du-Rhône, et cinq aux représentants des ministères concernés (finances, équipement, intérieur).

Depuis sa mise en place le 20 juillet 1973, l'EPAREB a été

PRESSE

• L'organisation Amnesty International publie les noms de cent quatre journalistes qui sont emprisonnés, dispersés ou empêchés d'écrire pour des raisons politiques dans les vingt-cinq pays suivants : Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Brésil, Chili, Cuba, Tchecoslovaquie, R.D.A., Haïti, Indonésie, Kenya, Malawi, Philippines, Singapour, Afrique du Sud, Espagne, Corée du Sud, Syrie, Formose, Tanzanie, Thaïlande, Turquie, Union soviétique, Uruguay et Zambie.

Le rapport relève qu'il y a en Indonésie dix-neuf journalistes détenus, dix-huit sans jugement, la plupart depuis 1965. Il dénombre treize journalistes détenus en Uruguay, sept en Union soviétique, sept en Yougoslavie, six en Argentine, six en Afrique du Sud et six en Tanzanie. Amnesty International précise que

sa liste, arrêtée au 15 mars dernier, n'est pas exhaustive. — (U.F.P.)

• Le prix de vente du quotidien tricolore « Rouge » est porté à 1,80 franc à partir du 3 mai. D'autre part, ce même jour, le journal sera transmis par l'acheminement à une imprimerie de Toulouse qui tirera les exemplaires destinés au Sud-Ouest, comme c'est déjà le cas pour le Sud-Est.

Pour sa part, le quotidien Libération passe à 1,60 F.

• Le prix des quotidiens italiens passe de 150 à 200 lire (1,10 F environ) à partir du 1^{er} mai, a annoncé, vendredi, le comité interministériel des prix (C.I.P.). La dernière augmentation du prix des journaux en Italie remontait au 1^{er} juin 1974. — (A.F.P., Reuters)

A PROPOS DE...

M. CHIRAC ET LE CARREAU DU TEMPLE

Enchères sur les marchés

Le maire de Paris a affirmé qu'il allait abandonner le projet de reconstruction du Carreau du Temple, dans le troisième arrondissement. M. Chirac a d'autre part annoncé qu'il ferait des propositions pour la sauvegarde du marché Secrétan, dans le dix-neuvième arrondissement (« le Monde » du 30 avril).

Une fois de plus, l'avenir des marchés parisiens est traité au coup par coup, et on peut regretter que le maire de Paris, dont l'initiative pour le Carreau du Temple sera appréciée par les défenseurs des marchés, n'ait pas évoqué la question dans son ensemble et parlé notamment de trois autres affaires en cours :

— Le marché Saint-Germain (dans le sixième arrondissement). Les travaux de démolition sont en cours. Mme Françoise Giroud, alors secrétaire d'Etat à la culture, tout en regrettant que le permis de construire ne puisse plus être remis en cause, avait demandé à la préfecture de Paris l'arrêt des travaux de démolition. Qu'en est-il aujourd'hui ?

— Le marché Saint-Quentin (dans le dixième arrondissement). Un permis de construire a été accordé, le 10 avril 1975, pour réaliser une opération privée. Le projet a été abandonné ; des

Ile-de-France

LES RESPONSABLES DE L'HÔPITAL BEAUJON DEMANDENT UN MÉTRO SOUTERRAIN À CLICHY

La commission de surveillance de l'hôpital Beaujon à Clichy (Hauts-de-Seine) vient d'en appeler au président de la République pour que la R.A.T.P. réalise le prolongement de la ligne 13 bis (la Fourche-Porte de Clichy) en souterrain et que deux stations soient construites à Clichy.

Dans un vœu adopté à l'unanimité, la commission s'est estimée satisfaite par les projets de la R.A.T.P. : « Alors que depuis la construction de l'hôpital, en 1935, il était envisagé l'implantation d'une station de métro à proximité (pont de Clichy), le nouveau projet, en cours de réalisation, est inadéquat puisque la station unique, Clichy-Centre, se situerait à vingt minutes de marche à pied, estime la commission. Le manque de personnel, dû notamment à la mauvaise desserte de l'hôpital par les transports en commun, persisterait. Quant aux visiteurs et consultants, qui se chiffrent chaque jour à près d'un million, ils seraient, eux aussi, à pâtir d'une mauvaise desserte. L'hôpital propose à lui seul le déplacement d'environ cinq cent mille voyageurs par an. En outre, une partie du trajet de Clichy est très encastré, ce qui entraîne de fâcheuses conséquences pour la santé des riverains ».

GUY PORTE.

(1) La liste conduite par M. Férand a obtenu 23 voix. La liste d'union de la gauche, conduite par le conseiller général communiste de Clichy, M. Claude Boudé (élu, étant que deux autres communistes), a obtenu 20 voix et une annulation pour insuffisance de votes.

(2) La population actuelle d'Istres est de 25 000 habitants, celle de Miramas de 14 000 et celle de Fos de 7 200.

• RECTIFICATIF. — Dans notre supplément consacré, dans le Monde du 30 avril, à la Foire de Paris, nous avons donné un numéro de téléphone erroné. L'appel pour obtenir le « Téléphone vert » doit se faire sur le 697-23-23 et non sur le 697-23-93.

Monde
aujourd'hui

en math

Au fil de la semaine

La grève des éboueurs parisiens

M. JEAN TIBERI A REÇU LES SYNDICATS

Le mouvement de grève observé par les éboueurs parisiens depuis le 21 avril n'a pas connu de rebondissements spectaculaires. Les jeunes militaires du contingent continuent de suppléer au personnel du service de nettoyage de la ville. Au rythme de 3 500 à 4 000 tonnes par jour, indiquent-on à la mairie, ils rattrapent peu à peu le retard enregistré. Cependant, outre le fait qu'ils n'ont pu opérer jeudi dans les secteurs de la capitale où se déroulaient des manifestations, les militaires n'emportent pas les ordures le 1^{er} mai.

Seul fait notable enregistré le vendredi 29 avril, M. Tiberi, adjoint au maire chargé des personnels de la ville, s'est entretenu dans la matinée avec le syndicat C.F.T.C. et, dans l'après-midi, avec le syndicat C.G.T.

• Les secouristes dans le métro. — Après les juifs et les musulmans, ce sont les secouristes de la Croix-Rouge qui, du 28 avril au 14 mai, descendent dans le métro. Durant trois semaines, ils assureront le service de premiers secours dans cinquante-quatre stations, viendront enseigner « le geste qui sauve » aux usagers parisiens.

En outre, un certain nombre de boutiques seront aménagées dans les bureaux désaffectés situés sur les quais du métro.



Le Monde aujourd'hui

VALÉRIE AU QUÉBEC éro en math

UNIQUE fils adoptif, il est l'héritier d'une grande ferme prospère dans la vallée du Saint-Laurent. Pour tout dire, nous sommes voisins, car, au Québec comme ailleurs, une certaine recherche du mieux-être passe par le retour à la terre. En revenant du bureau de vote le soir de l'élection du 15 novembre dernier, où son père et lui avaient décidé de « changer de bord » et de voter pour la parti québécois, il est entré à l'étable comme d'habitude pour vaquer à ses cent vaches. Au retour des bâtiments, il a croisé son père et, sans lever le regard, il a dit : « Je pars. Depuis plusieurs semaines, il venait me « piocher » de sa blonde, une fille de Drummondville qui n'aimait ni le travail de cultivateur ni l'odeur insistante de l'étable. Il me disait : « La blonde de la ville, vous faites une belle vie. Vous travaillez de 9 heures à 5 heures, vos fins de semaines vous appartiennent. On est des esclaves comparés à vous. » Il a donc quitté la ferme sans un mot, les Québécois ne connaissant que le silence dans les grands moments — et sans autre bagage que son accordéon. Le lendemain, le père m'a fait remarquer que ce ne lui donnait rien d'avoir changé de parti et d'avoir gagné ses élections puisqu'un fils n'était plus là.

Le froid s'est installé. Lucien, le père, a passé un automne et un hiver d'insomnies. Il ne parle alors que de vendre et, contrairement au fils, estime qu'il devra aller s'installer à la ville, dans une cage à lapins comme un prisonnier ou un exilé. Dans la cuisine familiale, toute la vie s'y déroule chez nous, les parents et les amis défilent, les autres pour encourager Lucien, les autres pour la convalescence du tout vendeur. C'est ce qu'il a fallu faire.

Mais les terres de 300 arpents se vendent mal en hiver. Les grands

RAYMOND JEAN.

Daniel est parti

de son travail, avec agacement de sa belle-famille, avec fièvre de la cabane à sucre et des foins à taire à l'été. Lucien décide de coucher à la maison. Lucien joue l'imperturbable. Le lendemain matin, il embrasse sa mère avant de partir — au Québec, on ne s'embrasse qu'au Jour de l'an — et dit : « Fais-moi des caresses en sucre d'érable. »

Alors nous savons tous que Daniel reviendra lorsque le glaçon de la rivière sera calé au fond.

DENISE BOMBARDIER.

de son travail, avec agacement de sa belle-famille, avec fièvre de la cabane à sucre et des foins à taire à l'été. Lucien décide de coucher à la maison. Lucien joue l'imperturbable. Le lendemain matin, il embrasse sa mère avant de partir — au Québec, on ne s'embrasse qu'au Jour de l'an — et dit : « Fais-moi des caresses en sucre d'érable. »

Alors nous savons tous que Daniel reviendra lorsque le glaçon de la rivière sera calé au fond.

DENISE BOMBARDIER.

UNIVERSITÉ

Ils sont branchés

COURS d'économie en troisième année de maîtrise, 8 h 30 du matin. Un centaine d'élèves sont réunis dans l'amphi. Bien au milieu, assis au premier rang, tandis que ses camarades « grésillent », un étudiant lit tranquillement un hebdomadaire.

Un bon quart d'heure passe. L'étudiant referme son journal, croise les bras sur la table, et pose la tête, et tente de reprendre une nuit trop tôt interrompue. De temps à autre, il s'ébroue, se couche sur l'autre joue : il semble avoir quelque mal à trouver le sommeil.

Après un nouveau quart d'heure, il se redresse. L'œil vague, ébauche une conversation avec ses voisins. A l'autre bout du rang, un copain lui fait signe :

obligatoire, de se lever aux autres pour subir dans un amphithéâtre quelconque le ruisseau, sans pouvoir ni lire tranquille ni dormir en paix ? Réponse : « Absurde, mon comportement ! Mais pourquoi ? Ce que vous dites, bien sûr, c'est pas grison, souvent bonal. Mais enfin, de temps en temps, y'a de bonnes choses. Après tout, quand j'aurais de lire un journal, je vous entends quand même. Parlez quand je sommeille ou que je batifarde avec les copains. Il y a des bribes qui me rentrent dans la tête, on ne sait jamais, ça peut servir. Peut-être, un jour, à un test de connaissances, vous me poserez une question et ça me rappellera un truc que j'ai déjà entendu. »

Un imprégnateur

Agglutinés autour de nous, les autres étudiants opinant du bonnet, trouvant la démonstration cohérente.

« Cette logique m'a laissé songeur. Mais, en fait, ne témoignait-elle pas de l'attitude de beaucoup de jeunes ? J'essaie d'imaginer la journée de mon interlocuteur. De même que, le matin, il se réveille avec la radio, doit son café sur fond de publicité, de même, quand il arrive à l'université, il branche Radio-Prof. Comme il branchera à midi ou à deux heures les copains, et le soir à la maison la télé. A la fin de la journée, il n'a rien fait à part — même pas lu le journal — mais en gros il connaît les dernières chansons à la mode, les nouvelles politiques les plus importantes, les événements marquants de l'actualité étudiante et les préoccupations du professeur X ou Y. Il est dans le coup. Rien d'essentiel quant à la surface des choses ne lui a échappé. »

Le rôle de l'enseignant moderne ? Ce n'est qu'un poste, peut-être un peu moins périphérique que les autres dans la mesure où il distribue les diplômes. L'enseignant n'est pas un imprégnateur mais un imprégné. Il n'est pas là pour faire des sermons, pour servir de modèle à imiter ou pour servir aux élèves des modèles qu'ils pourraient utiliser. Non : le bon enseignant, aujourd'hui, est celui qui permet à l'étudiant de s'imprégner d'un savoir, ou plutôt — car c'est un bien grand mot — d'une information, sans donner à ce dernier le sentiment d'avoir fait le moindre effort. Le talent de l'enseignant est un talent de vendeur.

Pour faire passer la balance commerciale ou le financement des investissements, rien de plus simple : il faut monter votre cours comme une émission. Flashs d'information d'entrée de jeu : les plus faibles peuvent ainsi se rendre tranquilles, conscients d'avoir été pris au cours de la substantifique moelle. Pas de laborieux raisonnement analytique, mais des idées simples appuyées des développements rapides, émaillées d'anecdotes, un peu plus s'il vous plaît. La capacité d'attention est un bien rare qu'il convient de ne pas user précocement. »

GUILLAUME DE SAIRIGNÉ.

A PROPOS DE...

CHARRAC ET LE CARREAU DU TÊTE

Le débat sur les marchés

Le débat sur les marchés a été animé par M. Charac, directeur de la recherche économique à la Banque de France, et M. Carreau, directeur de la recherche économique à la Banque de France.

M. Charac a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France, et M. Carreau a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France.

M. Charac a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France, et M. Carreau a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France.

M. Charac a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France, et M. Carreau a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France.

M. Charac a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France, et M. Carreau a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France.

M. Charac a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France, et M. Carreau a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France.

M. Charac a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France, et M. Carreau a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France.

M. Charac a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France, et M. Carreau a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France.

M. Charac a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France, et M. Carreau a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France.

M. Charac a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France, et M. Carreau a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France.

M. Charac a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France, et M. Carreau a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France.

M. Charac a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France, et M. Carreau a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France.

M. Charac a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France, et M. Carreau a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France.

M. Charac a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France, et M. Carreau a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France.

M. Charac a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France, et M. Carreau a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France.

M. Charac a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France, et M. Carreau a souligné l'importance de la recherche économique pour la Banque de France.

Au fil de la semaine

LES Français ne s'intéressent pas à la politique. S'ils votent massivement, c'est d'abord pour respecter un rite : le vote fait le citoyen, c'est le message. Le temps d'un bulletin, une sorte de rituel — ne dit-on pas : le peuple souverain ? — à la fois luge et spectateur du match dont il est par surcroît l'enjeu.

La politique, chez nous, est au mieux révélateur de théoriciens, au pire combine d'ambitions. La gauche politise les élections parce qu'il lui faut expliquer ce qu'elle ferait du pouvoir s'il lui était confié. La droite, de nostalgie monarchique et d'essence conservatrice, est obligée de suivre, de faire semblant, elle aussi, d'avoir des programmes et des idées. Le dialogue des deux camps consiste alors en un échange d'omnités, toujours les mêmes : « Vous êtes des incapables. » — « Et vous des aventuriers. »

Ainsi le combat se ramène-t-il, pour l'essentiel, à l'affrontement de deux démagogues pour séduire 5 % des électeurs : ceux-ci, en basculant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, décident de notre avenir. Ces hésitants vacillent : ils inclinent vers la droite.

D'autres, plus jeunes, les rampoient : ils penchent à gauche. Tels sont, schématiquement résumés, les principaux postulats du brillant essai de Jean-Denis Bredin, avocat et universitaire, l'un des « jeunes loupes » du mouvement des radicaux de gauche, vient de publier sous le titre « Les Français ou le pouvoir » (1).

Le voyageur qui allait de Dijon à Paris par le train pouvait lire, la semaine dernière encore, sur un poste d'affichage qui précède la gare de Laroche-Migennes, ces tristes mots écrits en hautes lettres, à peine pâles par les intempéries : « Libérez Jacques Duclos ! » Il y a deux ans que le vieux leader communiste n'est plus. Son dernier séjour en prison remonte à un épisode tout à fait ridicule des batailles politiques de la IV^e République, le « complot des pigeons », qui lui avait valu de passer trente-deux jours à la Santé en mai 1952. Cela fait donc un quart de siècle tout juste que le élan tracé d'une main vengeresse par quelque cheminot communiste, sans doute aujourd'hui retraité d'âge avancé, exige ainsi sa libération. La guerre d'Indochine, la guerre d'Algérie, cinq présidents, la mort d'une République et les dix-neuf ans d'une autre l'ont passé là-dessus, avec beaucoup d'événements. Qu'importe ! A Laroche-Migennes, on en est toujours là : « Libérez Jacques Duclos ! »

Jean-Denis Bredin verrait sans doute dans la pérennité de cette inscription la double confirmation de l'indifférence des Français à la politique et de leur conservatisme fonder, fussent-ils de gauche. Mais on peut aussi entendre tout autrement la sommation et soutenir qu'elle témoigne au contraire, transcendant les Républiques, de la permanence d'une politisation profonde et de la tendance des Français à réagir inlassablement contre l'arbitraire, c'est-à-dire contre le pouvoir dès lors qu'il leur paraît injuste ou abusif. Soyons modestes : le voyageur suisse qui vient de Genève sera plutôt tenté de voir lui, dans ce mur qui n'a pas été repeint depuis vingt-cinq ans, la preuve de notre laisser-aller.

Ainsi nous regardons la politique, nos pouvoirs, de deux façons, que nous soyons de gauche, de droite, ou d'ailleurs, voire de nulle part, en sujets, la plupart du temps, plus ou moins résignés, plus ou moins potents. Et puis quand même, tous les vingt ans environ, en citoyens plus ou moins excités, plus ou moins déterminés et prompts alors à se transformer en insurgés. Simplement, comme la France est un pays très civilisé, nous nous contentons de miner l'insurrection avant de rentrer très vite dans le droit chemin, c'est-à-dire de voter comme nous y voyons. Conservateurs, oh ! oui, nous le sommes tous et profondément ; mais révolutionnaires à notre manière, comme nous l'avons été, comme nous le sommes et sans doute le serons encore à l'occasion ! Dans un pays où le drapeau et la fourche le

« Les Français au pouvoir »

par
PIERRE VIANSSON-PONTE

disputent à la clôture et au chien de garde, symboles opposés et éloquent, chacun de nous est divisé à l'intérieur de lui-même et presque en permanence entre ces deux attitudes.

Est-ce indifférence blâmée, obédience permanente, avec de rares et brefs sursauts de colère, comme le pense Jean-Denis Bredin ? Peut-on, au contraire, y voir une preuve de sagesse et de mesure, le scepticisme d'un vieux peuple qui en a tant vu qu'il n'a plus confiance en personne, mais prompt néanmoins à se réveiller pour signifier leur courroux à des responsables qui se révèlent incapables ? Ce qui est sûr et certain, c'est que les Français, dans l'assol du jeune leader radical, le nouveau dur du raisonnement, c'est que les Français ne sont pas leurs hommes politiques ; et que, s'ils proclament jusque sur les bâtiments publics leur attachement à la liberté, à l'égalité et à la fraternité, ils pratiquent peu ces vertus ou plutôt les revendiquent chacun à son seul profit sans admettre que les autres puissent s'en prévaloir.

Alors que faire, que proposer, qu'espérer ? S'il est sévère, parfois cruel, guère optimiste, mais toujours écrit d'une plume acérée avec une foule de formules et d'images, le petit ouvrage de Jean-Denis Bredin ne reste pas sans conclusion. Dix-sept propositions, pas moins, sont énoncées dans l'épilogue, pour aider les Français à prendre enfin le pouvoir chez eux.

Les unes relèvent du simple bon sens et ne sont, à vrai dire, pas réellement inédites : que les femmes viennent plus nombreuses à la politique, que l'on tente de rejoindre le « média politique », qu'on mette hors la loi la démagogie, que les électeurs cessent de mépriser les élus, que l'on s'efforce de « dépersonnaliser » la vie publique, que la télévision s'ouvre intelligemment aux partis, que ceux-ci réinventent la fête... Voeux pieux peut-être ; en tout cas, transformations souhaitées depuis si longtemps, mais si profondes, si difficiles à réaliser dans la pratique qu'il faudra bien des années et bien plus que des changements de majorité ou des renversements d'orientation pour qu'on puisse espérer les voir s'inscrire dans les faits.

D'autres propositions sont plus hardies et plus nouvelles. Il faut, préconise par exemple notre auteur, s'ingénier à effacer les « signes » du pouvoir : plus de parades, de pompes nationales et locales, de retombées du pouvoir en petites vanités. C'est-à-dire plus de voitures à coques, de motards en gants blancs, de cérémonie qui bloquent une ville entière, de réceptions si ourrées qu'elles ont l'air de carnavals. Et de souhaiter même qu'on ridiculise le dîner en ville, le port des décorations, les signes extérieurs de puissance et tout autre appellation que « Monsieur » ou « Madame ». Pour faire bon poids, suppression du tié et de la Légion d'honneur.

« Si nous étions intrinsèques et insolents ? », demande-t-il encore, pour dénoncer l'état de vague intelligence, quand ce n'est pas de complaisance, qui lie dans une compréhension réciproque tous ceux qui partagent les pouvoirs politiques et économiques, à quelque bord qu'ils appartenissent. Allant plus loin, il ose suggérer qu'à chacun de nous essaie de remonter à ses idées et de mettre, par la fraternité, par l'attention portée à tous les exclus, marginaux et victimes, par le refus du mépris, sa vie en accord avec ses principes ; bref, que nous soyons « la mauvaise conscience d'une société injuste et glacée ».

Projets ambitieux certes : ce n'est même plus un choix de société, c'est la construction d'un homme nouveau, rien de moins. On peut rêver : après tout, l'utopie n'est rien d'autre qu'un rêve réalisé. Si le diable, le cantisme du rêve qui a inspiré ces pages brûlantes venait à se réaliser, ce serait déjà un pas considérable vers cette vieille idée neuve qu'appelle le bonheur.

(1) Grasset, 225 pages, 29 F.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

The Washington Post

La C.I.A. fait des ragots

La C.I.A., l'agence de renseignements américaine, n'est ni aussi redoutable ni aussi organisée que le veut la légende. C'est, en tout cas, l'avis de l'un de ses anciens agents, John Stockwell, qui expose longuement les raisons de sa démission au nouveau patron de l'organisation dans une lettre que publie le WASHINGTON POST.

Stockwell, qui « travaillait » en Afrique, explique notamment : « Le niveau des opérations sur le terrain était bas. Nous dépensions une énergie considérable à « faire de la graine » et à vivre luxueusement aux frais du contribuable. Quand je suis devenu chef de poste, un supérieur m'emmena prendre un verre au club très fermé des « chefs » et commença à m'expliquer comment je pourrais augmenter mon revenu de 3 000 ou 4 000 dollars par an, exemptés d'impôts, en « arrangeant » mes frais de représentations et de voyages. C'était tout à fait admis. (...) »

Les agents de la C.I.A. étaient notamment chargés d'espionner les diplomates de l'Est européen en poste en Afrique : « Certains d'entre eux avaient ainsi réussi à se lier d'amitié et même, disaient-ils, à recruter des Soviétiques, des Tchèques, des Hongrois et des Polonais, portés sur l'alcool, en exploitant leur goût de l'argent et leurs préférences homo ou hétérosexuelles. (...) Malheureusement, je me suis vite aperçu (...) qu'aucun de ces hommes n'avait accès à des informations stratégiques vitales. Ils se contentaient généralement de faire des rapports sur la vie privée de leurs collègues. Aucun de ces diplomates, une fois retourné dans son pays, n'a jamais fourni d'informations intéressantes. »



Immunisez-moi !

La « liste » électorale de M. Samuel Platts-Sharon, dont l'extradition pour escroquerie est demandée par le gouvernement français, suscite en Israël de nombreuses réactions.

Le quotidien MAARIV écrit à ce sujet : « Quelle idée géniale que de se présenter aux élections pour essayer de gagner l'immunité parlementaire, ce qui empêcherait toute extradition ! Ce qui nous manque, en Israël, c'est de laisser à chaque délinquant la liberté de présenter une liste à la Knesset et de se mettre ainsi à l'abri de toute poursuite judiciaire. »

« Et maintenant, mesdames et messieurs, écoutez-moi : j'ai reçu, cette année, des dizaines de contraventions. Croyez-moi, je ne vais pas les payer, car je suis un partisan farouche du stationnement sur le trottoir. Je vous demande de voter pour moi, pour que l'immunité parlementaire. Votez pour moi, et vous pourrez tous stationner sur le trottoir. A bientôt, aux urnes ! »

The New York Times

L'armée rouge s'orientalise

« L'armée soviétique a le même problème que l'armée américaine : la baisse des effectifs », écrit le NEW YORK TIMES. « Les spécialistes militaires et civils estiment que le déclin de la population soviétique, qui va s'accroître après 1980, va avoir des effets importants sur la composition ethnique de l'armée rouge, peut-être modifier la structure du commandement, diminuer le nombre des techniciens hautement qualifiés et provoquer un bouleversement radical de la politique de main-d'œuvre. (...) »

« Pour M. Murray Feshbach, chef du service Union soviétique et Europe de l'Est du bureau des études économiques du ministère du commerce américain, le goût des biens de consommation et les difficultés de logement sont responsables de la baisse de la natalité en Union soviétique, surtout dans les régions industrialisées à populations denses. (...) L'armée rouge va forcément devenir plus « asiatique » et plus « méridionale ». (...) Si les Soviétiques ne modifient pas la durée du service militaire et ne mobilisent pas les femmes, l'économie et les forces armées auront des problèmes de recrutement (...). »

« Selon plusieurs spécialistes militaires, la réduction des effectifs en Union soviétique — qui atteindront leur niveau le plus bas en 1987 — va créer de graves problèmes de maintenance et provoquer des conflits sur l'affectation des jeunes techniciens et des jeunes scientifiques dans l'armée et dans l'industrie. »

Daily Mail

Dangereuse, agressive ou maternelle

Inutile de vous maquiller pour vous déguiser ! Selon le quotidien britannique DAILY MAIL, « si vous portez vos cheveux courts ou rejetés en arrière, vous êtes une femme décidée qui sait ce qu'elle veut. Pas un jouet. »

« Si vous portez vos ongles longs et peints en rouge, vous êtes dangereuse, agressive. Si vous ne vous maquillez pas du tout, vous avez très confiance en vous ou vous êtes du genre maternelle. Si vous avez horreur qu'on vous touche, vous êtes une femme agressive. Si vous avez sans doute plus de quarante ans et vous acceptez mal la société de tolérance. (...) Si vous modifiez votre visage tous les jours, vous êtes encore en période d'expérimentation et vous n'êtes pas tout à fait adulte. Si vous vous maquillez beaucoup, vous vous défendez à la fois contre les hommes et contre les femmes. Si votre visage est chaque jour impeccablement arrangé, vous êtes plutôt à la recherche d'une promotion que d'un homme. »

« Enfin, si vous êtes un homme et que vous vous maquillez, ne vous inquiétez pas : vous essayez seulement de rester dans la course et de lutter contre la concurrence de la jeune génération. »

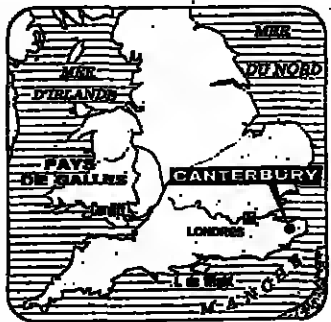
EL MOUDJAHID

Strip-tease rue Randon

Le quotidien algérien EL MOUDJAHID publie cette lettre d'un groupe de commerçants de la Casbah, indignés : « L'ex-rue Randon est depuis plusieurs mois envahie par une multitude de vendeurs de vêtements à la sauvette, qui trouvent un malin plaisir à faire de l'ouvrage dans les rues algériennes afin d'échapper aux agents de la sûreté. Cette pratique, qui se généralise dans la rue Porte-Neuve, nous gêne considérablement. Aussi, nous espérons que les autorités concernées prendront les mesures qui s'imposent pour chasser ces indésirables qui se mettent nus devant nos enfants. »

Lettre de Canterbury

« Maintenant et toujours »



« CANTONBERY, nunc et semper »

La formule latine rendait justice à l'influence romaine (la cité est l'ancien Durovernum), à l'influence normande et française. On cite des noms ici : Caen, la villa, Lantranc, le premier archevêque, Brian, l'aide du sacristain qui aime l'église de Thomas Becket, puis qu'il en nettoie chaque jour certains recoins, éprouve un instant le menton sur le manche du balai et demande : « Avez-vous été au Bon-Hellouin ? Connaissez-vous Sans ? » Un certain Guillaume, originaire de cette ville, entreprit après l'incendie de 1174 la reconstruction du chœur anglais, bientôt relayé par son homonyme, Guillaume l'Anglais. La pierre ouvrait actuellement à la réfection du cloître vient des environs de Poitiers.

Français également, de nombreux touristes coiffés de l'étrange béret, venus perdre un peu de temps dans les ruelles où les autos — à gauche toujours, nunc et semper — sont canalisées comme les boules d'un golf miniature. D'ailleurs, en se dressant sur le point des pieds, on peut voir au premier étage des maisons, derrière les fenêtres en ogive gonflées comme des paupières, vivre et dormir les gens. Une fois quittée l'enveloppe périphérique, on arrive à ce noyau qu'est l'enceinte de la cathédrale, ouvert aux piétons et livrés, interdits à la nuit. Pas de maisons, sinon quelques étants d'oril historiques : King's School, école dotée, les bibliothèques, le doyen, quelques autres demeures, éparpillées sur la verdure, abritant les chanoines, les diacres et leurs familles, enfin la maison de l'archevêque appelée « palais », bien malgré lui.

Dès l'entrée, le silence descend sur vous, vous couvrent les épaules, comme ferait peut-être le pélerin de monsigneur, accroché avec sa canne. John et Margaret, le couple d'amis qui m'hébergent, me disent que le pasteur et maître est absent, en tournée chez les ouailles, car le « diocèse » anglican est important dans le monde. Aujourd'hui, ce sont les Etats-Unis, demain ce sera le Pakistan, où l'archevêque a d'ailleurs une fille mariée.

Le silence est l'incantation. Comme souvent, John avise la palme du chœur central. Les escaliers sont énormes. La main

glisse sur des rampes plus larges qu'elle, le regard plonge entre les balustrades par où l'on devait voir le roulement des âtres aujourd'hui éteints. La cathédrale est là, toujours là, nunc et semper, son vaisseau à la coque léchée par la pelouse, bien ancré dans la terre du Kent qui nourrit pommes, cerises et houblon. Bell Harry, l'élégante tour du transept, rapiécée avec des cailloux de couleurs différentes, vous accompagne dans les escaliers, à tout instant pas les escaliers ouverts, ou bien s'offre à vous derrière les petits losanges aérés de plomb où descendent par saccades les gouttes de pluie.

JUSTEMENT ! L'été dernier, l'Angleterre était en exil. Une main monstrueuse l'avait déplacée jusqu'en Nubie. Chaque matin, comme à Abou-Simbel, le soleil venait frapper la « couronne de Becket », l'édifice construit à la mémoire du prélat assassiné. Les roses étaient superbées (mauvais signe) : la mousse, pourtant qu'on exigeait, s'élevait au pied des clochers. Même les cloches avaient souffert.

Puis, un beau jour de septembre, le ciel se fêta, et, au rythme des premières ondées, les parapluies ouverts s'ouvrirent et se fermèrent, tantôt tendus comme des vessies pleines, tantôt flasques, dégonflés comme des ballons de bouledogue, se rouvrant à nouveau. Et ne se refermant plus. La pluie poussa ses écharpes grises contre les tours, enveloppées des rires aériens de leurs chouchous. Fin l'exil ! L'Angleterre était revenue en terre de pluie.

Je vis l'eau venir dalles et trottoirs ; j'entendis l'eau grésiller sur le toit de la cathédrale. J'étais aux écoutes derrière les feuilles de plomb recouvrant la charpente. Elle grince comme dans n'importe quelle maison. Le sacristain, une fois trempée les pans de sa soutane, m'avait poussé dans un escalier à vertige, pour m'emmener jusque sous les combles, au-dessus des têtes de la nef. C'est en 1942 que les visiteurs impossibles, repoussés loin du toit, comme des boules puantes, les bombes incendiaires, pour empêcher qu'elles ne mettent le feu à la maison. De toutes les bombes explosives, pas une ne touche le monument.

Obus de Cromwell, bombes de Hitler, ce n'est rien à côté de la fêlure du tampe qui disloque la cathédrale sur une affiche fort alarmante. Celle-ci fait appel à la générosité du passant. Canterbury est un chef-d'œuvre en péril, l'Angleterre n'est pas comme nous de « monuments historiques » : fonds et revenus sont entièrement privés. Lorsqu'il pleut, il pleut dans le cloître. Les gouttes ébranlent les flèches sur les pierres tombales, font trembler au-dessus des lettres à moitié usées par des pas innombrables. Dans ce promenoir des moines, devenu promenoir des turbulences, elles entourent les

piédroits des arcades, et les moines du photographe attendant qu'Amor-Ré, le dieu-soleil, découvre sa face sur cette terre humide. Et le vent, attirant les nuages, allume brusquement par terre l'ombre d'un rampage.

C'est ce même vent qui jadis enfila les voiles du Conquérant et, mille fois régalé depuis, regretté, il retourne impudiquement les parapluies, abouffie les garçons de « King's School » et, lorsque le prélat sort par un croisillon du transept, le heppe avec la force de l'esprit et le pousse, surpris collé au corps, vers la petite porte bleue au heurt du noir. Le vent recherche, sur ce côté nord, les contreforts et chapelles latérales, se recroqueville dans leurs encoignures moussues, ou bien se déploie contre de curieuses chicanes, improvisées au fil des siècles : par exemple, ce château d'eau construit par un prieur progressiste pour ses moines, cet escalier ne montant nulle part et débouchant brusquement dans le chœur. Vous n'y pourriez en ce moment vous appuyer contre la clôture de pierre, restée intacte depuis 1300, pour écouter le sermon, en anglais très pur, de la reine. Le chœur est condamné ; on poursuit activement sa toilette, en prévision du jubilé qui se tiendra en juin. Comme au temps des moines, les fidèles sont relégués dans la nef et le jubé fait de nouveau fonction d'écran.

DANS la nef déboulent les visiteurs — pèlerins-touristes, comme au siècle de Chaucer ou plutôt touristes-pèlerins, mais comment savoir ? — et de temps en temps ils sont appelés à la prière, ou moins au silence, par quelque muezzin caché tout là-haut, dans les haut-parleurs. Les visages appartenant à tous les continents, à toutes les régions de Grande-Bretagne. Là-bas, ce doit être une Ecossaïse, adossée à l'un des piliers. Elle contemple l'événement des colonnes et le contre-jour des baies, pour le moment sans vitraux, l'efflambe délicatement, tout le long de son profil, le liseré du duvet roux. Dans un instant, elle déposera sa bosse, l'impossible rucksack terminé par une timbale brimbalante, et, jeune animal superbement câbré, le tee-shirt lui découvrant le râble, elle ira fêter, avec sa caméra, les larmes et les tiercerons de la voûte !

VISITEURS, vous serez sans doute repartis et ne verrez plus les petits chanteurs en aube, sans mains et sans pieds, glisser sur le pavage. Ils entrèrent dans la nef, vous pourriez relever tel épi dressé sur le sommet d'un crâne, tel nez retroussé, couvert de tacheté de son, et retenant avec peine les lunettes. Ce sont les vôtres, en anglais « even-song », et en effet les choristes, entonnent la doxologie des psaumes, chanteront : « As it was in the beginning, the now, and ever »

shall be. La vérité sort de la bouche des enfants.

Ainsi le Moyen-Age « énorme et délicat », c'est tout près, de même que saint Augustin et ses compagnons, venus en 597, de même que Sirtus et Procyon, deux étoiles parmi tant d'autres, car notre monde et nous-mêmes sommes faits avec de la cendre d'étoiles. Les tailleurs de pierre, morts, absents, pas nés, viennent en toute garnir les places d'honneur : les ombres du triforium. Tailleurs du Moyen-Age, maniant le ciseau et le maillet. Tailleurs d'aujourd'hui dont l'atelier est à Sturry : cheveux longs, bras tatoués, ils guident le ciseau à compresseur, sous le regard des saints patrons, les pop-stars et les pin-up. Tailleurs de demain, ignorant encore quel sein les concevra.

Tous ajustent très exactement le gabarit en zinc, car ils font de la pierre sur mesure. Tous ont des mains de veines saillantes, sèches de poussière blanche. Ils taillent pour la génération. Celles-ci entrent par le portail ouest, sous les nervures rectilignes de la grande verrière, longent la base des piliers où reposent les restes d'une architecture normande, gravissent les marches conduisant au jubé du prieur Childeford, plantent dans le chœur, œuvre des deux Guillaume, montent vers le maître-autel — à Canterbury on monte, on monte toujours, nunc et semper, — s'arrêtent devant le trône de saint Augustin, où s'essayent encore aujourd'hui les archevêques.

Entre le trône et le creux de l'abside règne une aire infime où les vitraux sont à la hauteur des yeux. Il y a là, dans l'axe de la nef, un certain quatre-feuilles en verre dont le centre est lui-même occupé par une Croixfixion. Point de calvaire, ni de croix dressée au-dessus des têtes. Le maître verrier, n'ayant pas beaucoup de place, a dû singulièrement rapprocher le Crucifix de son entourage. Un énorme clou dessiné de profil, en faisant l'air quelques gouttes de griserie, transperce les pieds, enfilés dans des bleus d'outremer.

Je regarde la figure centrale, figure de proue de la nef, et me redis les choses lues et entendues : le personnage n'est pas historique, ou alors ne compte pas pour l'histoire (un compatriote comme Flavius Josèphe se fait à son sujet). Sans même parler de doctrines matérialistes, pour l'islam, il n'est qu'un prophète ; le judaïsme post-chrétien l'ignore ; à l'autre bout du monde, le silence du bouddhisme est plus énigmatique encore.

Lorsque le regard traverse le verre, à côté de l'énorme clou, il voit, bien au-delà des bleus d'outremer, un tombeau. Dans mon livre, on dit qu'on y déposera l'homme du vitrail. On dit aussi qu'après cela, un jour de Pâques, le tombeau fut trouvé vide.

PIERRE MEYER.

L'AFRIQUE VUE D'UN WAGON

Avec les compliments de la Chine

D E nuit, le gare de Kapri-Mposhi donne l'impression d'être d'une gigantesque construction de ciment et de verre plantée en pleine brousse. En panne de phares, l'autobus venu de Lusaka — deux heures d'une bonne route — avait déposé les passagers de Kapri en bordure d'une station essence. Il avait fallu emprunter des sentiers montant de hutte en hutte, de bar en bar, de hameau en hameau, jusqu'à voyer lamineux qui ne pouvait être que la gare. Les compliments de la Chine sont au bout d'une heure de marche.

Uhuru Railway, le chemin de fer de l'indépendance, s'allonge sur pas moins de 1 830 kilomètres, de la « ceinture de cuivre » zambienne au port tanzanien de Dar-Es-Salaam. Il grimpe jusqu'à plus de 1 500 mètres d'altitude avant de redescendre sur la mer. Partir le vendredi soir, il arrivait le dimanche midi. Trente-neuf heures de cheminement. Une œuvre colossale à l'échelle de l'Afrique noire : deux mille cinq cents ponts ou viaducs, dix-neuf tunnels et cent quarante-sept gares, petites et grandes, qui se ressemblent comme des sœurs. En pleine nuit, les haut-parleurs de fabrication chinoise réveillent les passagers ou son d'un rythme populaire africain. Dans le vaste hall de la gare de Kapri-Mposhi, quatorze berceaux vides alignés sur une estrade témoignent d'une légère béruse. Les passagers africains ne se séparent pas de leurs

nourrissans. Les Chinois n'y avaient pas songé.

« Ma contribution à la révolution. » L'expert suédois, descendu à Dar-Es-Salaam y récupérer une voiture importée, assise sa vitre en souriant. De l'autre côté, des barres de cuivre entassées sur les wagons d'un train de marchandises. La station de Mbeya, peu après le troisième, les haut-parleurs jouent les airs de « Nashville ». Comme dans les autres gares, les employés chinois se sont regroupés en queue de train, à l'écart. Compartiments réservés, bleus de travail. Une dizaine de mines souriantes aux tentures, autant d'adieux économes sur le quai. Un inspecteur, torche à la main, qui croise entre les wagons. Trois travailleurs, accroupis aux leurs

talons, autour d'une marmite bouillante : le soupe aux nouilles à l'intention des voyageurs. Sérieux, discrets, sérieux.

Tout a été prévu, minutieusement. Des wagons pour courts trajets, places assises seulement. Une cantine les sépare des wagons-lits pour les voyageurs de longue distance. Il y a une petite dispute. Les Chinois ont cédé, concédé une première classe — quatre couchettes par compartiment contre six en deuxième. Ils ont eu raison : tout le monde n'aime pas s'asseoir à la cantine, si l'on en juge par le va-et-vient de serveurs chargés entre la cuisine et deux compartiments toujours fermés.

« Progrès et prospérité »

Le premier train-passagers a quitté Kapri-Mposhi le 22 octobre 1975, cinq ans après le début des travaux. La jeune du parc national de Selous, en Tanzanie, ne s'est toujours pas habitée. Girafes au galop, éléphants qui trottent ornaient toutes dressées, bouquets de algues — des babouins — ou de buffles en débandade, biches en alerte ; par la vitre essuyée, le spectacle est magnifique.

Il fait suite aux collines arrosées et toutes vertes de Mbeya et d'Iringa. Tendre à la richesse des cultures fait contraste avec la pauvreté des habitations rurales — des huttes aux

toits de chaume et aux murs de boue séchée. Un bétail bien engrainé, gardé par des enfants loqueteux. Le train bleu, avec ses cant deux locomotives et ses deux mille deux cents wagons, semble venir d'une autre planète.

A bord, le fête africaine reprend à chaque étape. Pas de bière du côté zambien, d'avantage d'ambiance du côté tanzanien. Le bar de la cantine est assésé aux heures, prudemment décourées, d'ouverture. Des enfants percent à l'aventure dans le dédale des wagons. Des Chinois, ciés en main, contrôlent les tableaux

de bord. Deux d'entre eux surveillent, dans le locomotive de tête, le nouveau chauffeur africain. Ils étaient venus quinze mille pour aller à percer des montagnes. Quelques centaines d'entre eux demeurent encore sur place pour s'assurer que le feu en valet le chaudière.

Ainsi, le cuivre zambien peut-il désormais être rapporté vers le reste du monde par le port, malheureusement engorgé, de Dar-Es-Salaam. La plus audacieuse projet d'Afrique noire est un succès. Tanzaniens et Zambiens n'ont guère à s'en plaindre. Un prêt, sans intérêt, de 2 milliards de francs, remboursable à compter de 1983. « Progrès et prospérité », ont écrit les Chinois sur une pancarte. Une façon élégante de signer leur œuvre.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant : Jacques Rivet, directeur de la publication.
Jacques Rivet.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 3587.

LE MONDE
RADIO-TELEVISION
La guerre, les « roug
Des chœurs-sou
PAYS ARABES - M.I.P.
Le for noir pour réver

RADIO-TELEVISION

L'AUTRE TEMPS DU FRONT POPULAIRE

La guerre, les « rouges » et le marmiteux

Le matin du 1^{er} octobre 1937... De la première phrase de la *Maison des autres* (introduction à la série biographique *la Grande Patience*), Bernard Clavel évoque le début de l'histoire. Octobre 37, c'est, pour nos mémoires, le second gouvernement Blum, très bientôt celui de Daladier, le fin chamois des « mille jours » : l'autre temps du Front populaire. C'est, à Paris, au bord de la Seine, les portes d'une exposition qui se ferment, cette Expo 37 que Jean Zay, ministre de l'Éducation à l'époque, qualifie d'« étonnante ». L'illustration des arts et techniques, de la vie ouvrière et paysanne, de la pensée et de la recherche, ouverte aux nations étrangères, aux provinces, aux colonies.

La province, justement, nous y sommes, dans l'adaptation télévisuelle (le second, après celle de Jean Archimbaud, en 1969) de la *Maison des autres*. Et la dédicace fait autrement. L'histoire chuchote, au bord du Doubs, quand Julien apprend par son oncle un mot nouveau : syndicat. La voix de Léon Blum arrive volée. Les discours d'Édouard Daladier traversent le crachotement d'un poste à galène. M. Petit, pélicier, lit à voix haute le *Petit Julien*, tandis que les apprentis avaient en silence leurs macarons quotidiens. Dole n'offre à ses habitants, en guise d'exposition, que des pièces montées en forme de châteaux forts, Moyen Âge de chocolat livré à la gourmandise des docteurs.

C'est aussi que Julien a quatorze ans et qu'il pousse lorsque l'horrible Petit, avec une hargne obacine, arache sur les communielles, les Juifs, les Espagnols et les « Boches ». C'est qu'il pousse lorsque quelcun d'un singe, pour faire plaisir au patron, les dîes du dédieu de la C.G.T. C'est qu'il pousse à de convenables jumeaux filles qui rassemblent tellement à Marlene Dietrich. C'est qu'il pousse et qu'il rêve comme tous les marmiteux de quatorze ans.

A l'invité, pourtant, de Zett, l'ouvrier rouquin qui lui demande : « le syndicat, ty vas ? ». Julien ira, prendre sa carte, en même temps que la « bonnie », la petite Colette. Alors il avance, mais ça ne change rien, Petit vient lui dire : « Ton oncle est mort », et l'oncle, un « rouge », est entré à l'école, et puis tout le monde part en vacances — très gai, et Julien aime Thérèse — « Non seulement c'est un révolutionnaire, mais il est amoureux », dit Petit. — Julien veut épouser Thérèse, prendre le gosse, et un jour, vraiment, tout bouge : c'est la guerre, les communistes, c'est fin, et Victor — il est mobilisé — amène Julien dans un coin où il fait cadeau de ses outils de pâtisseries, on ne pleure pas (aux ne pleurent pas), et Julien trouve Petit désespéré. « Sans Victor, je ne sais pas », « Mais moi, je sais », dit Julien. « Ah, cette

« ROMANOR », DE RAYMOND ZANCHI

Un cinéaste à la Villa Médicis

L'ACADEMIE de France à Rome, créée il y a trois cents ans, a eu sa raison d'être tout le temps qu'il y a eu des « écoles » et que la notion d'enseignement en matière d'art a eu quelque sens. Pendant trois siècles, disons un peu moins, on est venu à Rome, on a fait le voyage — formule consacrée — pour apprendre le métier, une technique, se plonger dans un bain de spiritualité au contact des maîtres de l'Antiquité et de la Renaissance. Aujourd'hui, il n'y a plus de maîtres, plus d'écoles, quant aux Anciens. Mais on continue de venir à Rome, dans une Rome qui, culturellement, est une ville morte, où même le cinéma ne constitue plus un pôle d'attraction.

Le prix de Rome n'est plus une suprême récompense accordée aux excellents élèves de l'école des beaux-arts.

Logé, nourri, blanchi

Pour l'obtenir, on ne monte plus en loge, comme autrefois. Pourtant, malgré la réforme opérée sous Balhaus, directeur de la Villa Médicis de 1961 à 1976, le prix de Rome existe à sa manière.

Numéro trois d'une série proposée par l'INA, qui regroupe les films et premiers essais de jeunes auteurs-réalisateurs, *Romanor*, le Raymond Zanchi raconte le séjour à la Villa Médicis du premier cinéaste (du) admis comme pensionnaire de l'Académie française de Rome. C'est un peu un journal de bord, tout en touches, sans scénario véritable, dont le personnage principal est cette villa superbe entourée de jardins qui surplombe la ville, où vingt à vingt-cinq jeunes historiens de l'art et créateurs de toutes les disciplines ont la chance, pendant deux ans, de pouvoir se consacrer entièrement à leur travail, sans soucis matériels. Ils sont logés, nourris, blanchis en plus d'une très honnête rémunération. Une super-bourse de l'Etat.

Une chance ? C'est une des questions que pose, en tout cas, ce film, qui a des qualités (maîtrise, notamment, de la couleur), mais aussi pas mal de défauts (longueurs, tics) de Zanchi, qui

a fait — délicieusement — la douzième expérience de la diffusion en direct dans des conditions aussi miraculeuses. Question de tempérament et problème personnel, sans doute, mais aussi question d'ordre général sur ce que signifie aujourd'hui un séjour à Rome, dans ces conditions.

Sous l'œil des ancêtres

Romanor est un document subjectif sur la vie des pensionnaires qui s'écoule, mornes, au fil des saisons, des saisons qui apportent chacune leur couleur au ciel et aux toits de la ville. « Vie de château » à l'abri du tour, loin des réalités de la cité, loin des cortèges des manifestants, sous des banderoles rouges.

« Comme une magie des lieux qui enlève aux pensionnaires l'envie d'en sortir... » Le cinéaste franchement débauché, après une première inspection, conclut très vite : « Certainement, je ne partirai pas d'ici comme j'y étais venu ».

La vie à la Villa, l'ennui, la mort. Un rituel, les repas en commun servis à la grande table par les laquais, des rencontres qui n'en sont pas. « Salut ! cinéma. — Salut ! l'histoire de l'art » (dialogue de sourds), et, sous l'œil des ancêtres illustres, Ingres, Carpeaux ou Debussy, repli dans la tour d'ivoire que chacun s'est modelée en accumulant les signes extérieurs d'individualité. Le pôle de la culture et la création sans échanges intra et extra muros, avec des ombres auxquelles vient s'ajouter, pour le cinéaste, celle, bien vivante, de Fellini (*Romanor* rime avec *Amarcord*).

Le film commence par une citation de Valéry Larbaud : « Lumière, couleur et don précieux de Rome : en le recevant dans le lieu de son être, il faut l'imprimer, nous avons senti, plus peut-être qu'en toute autre circonstance, à la fois notre bonheur et l'obligation de la mort. » Et finit plus modestement sur un découpage de *Romanor* : « Amor » ou à mort ?

GENEVIEVE BREERETTE

* Jeudi 5 mai, A 2, 21 h 30.

L'aviation au passé

Des chauves-souris qui tuent

CARE, Mars et Neptune. Voler, mourir, s'immerger. Le ciel et la mer s'échangent leurs victimes. Aussi le dix-neuvième siècle imagine-t-il avec Jules Verne des vaisseaux aériens aux noms d'oiseaux marins. Deux rêves s'interpèlent : explorer le fond des océans, conquérir le domaine des nuages. Avec humour, le hasard souligne cette alliance. Blériot reçoit le brevet de pilote n° 1. Une signature au bas de ce document inaugural : Surcouf.

Scientifiques du vingtième siècle, les décombres de villes ravagées, la démolition des terribles défilés, invitent à tempérer les éloges sur l'esthétique du Concorde. La beauté, aujourd'hui, est-elle de cadavres oubliés.

Sous couvert d'une série anodine — *Histoire de l'aviation* — Daniel Costelle ne montre pas autre chose. L'étonnante chauve-souris de Clément Ader, l'Éole prend son essor en 1890 pour un premier bond. Dès lors, et pour une quinzaine d'années, les concours de saut en longueur se succèdent. La passion et l'argent se conjuguent : une trépidante de casse-cous, qui alimente les colonnes des journaux et fait sourire les états-majors. Le jeu se poursuit jusqu'en 1914, date à laquelle l'armée française, comme sa voisine allemande, s'offre quel-

ques escadrons de reconnaissance. En 1918, les bombardiers géants mettent un terme au mythe de la chevalerie du ciel : la grande illusion est morte. Entre-temps, les usines Blériot ont tourné à plein régime et connaissent la prospérité. A elle seule, la France a produit cinquante mille avions. Les « as » de l'aviation ne sont plus des planificateurs de l'avenir, mais des ténors particulièrement habiles. A les entendre, ils ne s'en sont même pas rendus compte. On évoque, avec nostalgie, le murmur artisanal, les bricolages de mitrailleuses, dans une ambiance de meeting sportif. La guerre n'est plus ce qu'elle était.

Pourtant, nous devons l'aviation commerciale aux bombardiers, la conquête de l'espace aux V2 de von Braun, et les

centrales nucléaires à Hiroshima. Est-ce pour refondre cette réalité martiale que les amoureux des vieilles machines s'acharnent à vouloir ressusciter le mythe des manœuvres bisseuses et inoffensives ? Comme Haywood Harrel, ce jeune Américain dont la passion pour les frères Wright va jusqu'à malmettre ? Ou comme Jean Sals qui réalise pour les caméras de Daniel Costelle la traversée de la Manche à bord d'une copie conforme de l'avion de Blériot ? Ces fragments de passé artificiel, servis entre deux documents d'archives, sont comme les ultimes traces de l'ère : des ailes de repère qui permettent de mesurer la distance entre l'euphorie de l'ère thermale et le saccage du ciel en feu.

XAVIER DELCOURT.

* Histoire de l'aviation. Sept émissions diffusées sur TF1 le mardi, à 20 h 30, à partir du 3 mai.

QUINZE PAYS ARABES AU M.I.P.-T.V.

De l'or noir pour rêver en couleurs

AMAIS marché international des programmes de télévision n'aurait-il mérité son nom que le treizième M.I.P.-T.V. qui s'est tenu au palais des festivals de Cannes du 23 au 27 avril.

Dès l'ouverture, les quelque mille neuf cents délégués des quatre-vingt-deux pays représentés se ruèrent libéralement sur les stands, si nombreux qu'il avait fallu aménager un niveau d'exposition supplémentaire au rez-de-chaussée. « Nous craignons de partir », disait M. Bernard Chevry, commissaire général du M.I.P.-T.V., partagé entre la satisfaction que lui procure le succès croissant de ce carrefour mondial de la télévision, et la crainte que ne se réalisent pas, dans les prochaines années, les projets d'agrandissement du palais des festivals.

Après l'immense braderie que constitue désormais le M.I.P.-T.V., il serait vain de chercher à mentionner — outre le film sur les Jeux olympiques de Montréal 1976, acheté par quarante pays — les titres d'émissions qui ont obtenu le plus grand succès commercial cette année. En revanche, les grandes tendances du marché y dessinent de manière particulière : les séries ont pris désormais le pas sur les œuvres de création. En parcourant les stands où s'étaient les portraits des vedettes du petit écran, on s'aperçoit que les séries ont pris désormais le pas sur les œuvres de création. En revanche, les grandes tendances du marché y dessinent de manière particulière : les séries ont pris désormais le pas sur les œuvres de création. En parcourant les stands où s'étaient les portraits des vedettes du petit écran, on s'aperçoit que les séries ont pris désormais le pas sur les œuvres de création.

Dans ce contexte d'une production de plus en plus industrialisée, planifiée, uniformisée, les sociétés françaises de programmes tentent de tirer leur épingle du jeu. Mais c'est pour être américain (du Nord) que l'on se fait américain (du Sud) ? L'Antenne 2 ont vendu certaines séries (Les beaux maîtres de Bois-Donc, ou Le commissaire Moulin), ainsi que des émissions très internationales comme celle consacrée aux Rolling Stones. La Société française de production a en aussi, selon un de ses responsables, « pour la première année des ventes fortes, dont la série de Jean-Marie Drot sur *Mémoires* ». Mais c'est pour être américain (du Nord) que l'on se fait américain (du Sud) ? L'Antenne 2 ont vendu certaines séries (Les beaux maîtres de Bois-Donc, ou Le commissaire Moulin), ainsi que des émissions très internationales comme celle consacrée aux Rolling Stones. La Société française de production a en aussi, selon un de ses responsables, « pour la première année des ventes fortes, dont la série de Jean-Marie Drot sur *Mémoires* ».

Imposez la loi et semble tout devoir balayer son passage, — quelques originaux considèrent encore l'insupportable avec respect et tendent de se frayer un chemin. L'Institut national de l'audiovisuel propose des émissions plus insolites. Le Seuil — audiovisuel — a annoncé, pour sa part, la signature d'un protocole d'accord entre trois éditeurs français (Larousse, la Librairie Marcel Didier et Le Seuil) et les établissements cinématographiques Seuil, pour la création d'une entente d'entraide, de production et de diffusion. C'est le système Thomson à l'essai et à lecture optique qui a été retenu comme support technique. Les capacités d'archivage (un disque peut contenir quarante mille images) et de stockage devraient ouvrir un premier champ d'application à cette technique d'avenir. Dans un deuxième temps, elle sera commercialisée comme moyen de diffusion audiovisuel dans les secteurs institutionnels (éducation nationale, collectivités locales, entreprises).

Un stand très remarqué

On a enfin remarqué à Cannes le stand des techniques françaises de télévision regroupant sous l'égide de la Délégation interministérielle pour la télévision en couleurs tous les organismes de télévision. Cette manifestation collective avait pour objet la promotion du système SECAM auprès des nombreux visiteurs étrangers et celle de la technique française. Des agents de la Soltrav y présentaient photos et maquettes à l'appui, les centres de production télévisuelle qu'ils ont conçus pour Rayon de Tripoli.

Ainsi, on passait insensiblement à Cannes des futures applications du support audiovisuel à l'installation de vastes complexes technologiques dans des pays où le développement de la télévision est directement lié à celui de la vente du pétrole.

CLAUDE DUREUX.

Une banalisation des « produits »

Les unités de mesure utilisées par les services commerciaux au service de cette banalisation des œuvres télévisuelles. Peu importe au presque qu'on négocie la vente ou l'achat d'une œuvre, d'un documentaire, d'une série, d'une émission culturelle : on traite sur le prix de l'heure. Sur cette base, le jeu de l'offre et de la demande passe évidemment du simple au décuple, selon

LE SENS DE L'HISTOIRE

« Foch » par Alexandre Sanguinetti

chefs politiques et militaires pendant la majeure partie de la guerre. « Le doute ne les a jamais effleurés », dit-il. Ces jeunes gens qui étaient au massacre, la fleur au fusil, réamalgamant leur pays, leur offrir une autre perspective, faire d'une vision cohérente et lucide.

« Exceptionnellement intelligents » : « Ils se battent admirablement quand ils savent pourquoi et refusent de se battre quand ils ne savent pas. » Cette idée, a-t-il réussi à la faire passer dans son film ? Ce n'est pas sûr. En 1917, il n'était pas possible de limiter les pertes. « A partir du moment où la guerre est engagée, il n'y a qu'une solution », explique M. Alexandre Sanguinetti, il s'agit de la gagner, et subtilement de la gagner aux moindres frais. Le producteur et réalisateur, Jean-François Delassus, n'a guère retenu l'effacement professionnel de son pacifique que prononce aujourd'hui son scénariste de rencontre. Est-ce parce que l'image de M. Alexandre Sanguinetti est plus souvent celle d'un baroudeur ? Ou parce que, toute d'en maître la technique, l'ancien ministre ne s'est pas vraiment engagé dans le film ?

Jean-François Delassus paraît plus attaché à l'exactitude historique qu'à l'apport personnel de l'auteur. Il réduit le scénario de M. Jean-Pierre Chevenement sur la Commune ne fasse le part trop belle à l'idéologie. Il ne veut pas que ces scènes de grande audience donnent prétexte à des tribunes déguisées.

A condition que les hommes politiques ne servent pas seulement d'argument publicitaire pour émission de prestige, le scénario est plus qu'une bonne idée. Elle peut annoncer le renouveau d'un genre qui a contribué au succès de la télévision. M. Alexandre Sanguinetti dit encore : « Cela m'agace de voir que nos enfants connaissent par cœur la Guerre de Sécession ou la conquête de l'Ouest, et qu'ils ne connaissent rien de leur propre histoire. J'en ai parlé à Peyrefitte quand il était ministre de l'Information. Il m'a dit qu'il s'en occuperait. Cela a donné Thierry la Fontaine. » Il n'est pas interdit de traiter quelquefois les enfants, et leurs parents, en adultes.

THOMAS FERENCZI

* Samedi 7 mai, FR 3, 20 h 30.



(Dessin de GENEZ)

de la Chine

de la Chine

de la Chine

RADIO-TELEVISION

Exportations culturelles

Le Japon?... connais pas!

LES « politiques de relations culturelles » menées par les Etats ont pour fonction de mieux faire connaître leur pays, leur peuple, leur société au-delà de leurs frontières. A cet égard, le gouvernement japonais a été dit qu'un des instruments essentiels d'une telle politique pourrait résider dans l'exploitation d'émissions culturelles de télévision : quel moyen, en effet, pourrait prétendre avoir autant d'impact sur le public que la télévision?

Le sens de la dernière, donc, les firmes japonaises de télévision tentent, avec le concours du gouvernement nippon, de s'attaquer au marché des programmes culturels français. En vain...

Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut remonter à 1961. Cette année-là, les services du premier ministre japonais et ceux du secrétaire d'Etat américain conclurent un accord visant à l'échange de programmes culturels de télévision entre les deux pays. Depuis quinze ans, un « télé-festival » est ainsi organisé périodiquement, à New York et

à Tokyo, à l'intention des compagnies de télévision. Les productions les plus marquantes de la période écoulée, et touchant aux domaines de la culture et de l'éducation, sont présentées — et, éventuellement, achetées — par telle ou telle chaîne.

La télévision publique japonaise — le N.H.K. — et cent quatre firmes privées du pays ont, pour l'occasion, créé un bureau commun de diffusion, le B.P.C.J. (Broadcasting Programming Center of Japan). Et le B.P.C.J. tire un bilan positif de cette expérience, puisque les droits de nombreuses émissions japonaises ont effectivement été acquies aux Etats-Unis, et que ces productions ont été présentées au public américain — la plupart, il est vrai, sur les ondes du réseau éducatif P.B.S. (Public Broadcasting System), d'une audience restreinte.

C'est cette expérience que les autorités japonaises et le B.P.C.J. souhaitent imiter en France, avec le concours de l'Institut national de l'audiovisuel (le Monde date 17-18 avril).

Le public plus pressé que les chaînes

A vrai dire, le responsable du projet, côté INA, M. Alain Thillier, a senti, dès le départ, la difficulté d'une opération de ce genre en France. « Les services des programmes des trois chaînes, explique-t-il, sont peu curieux des télévisions étrangères, surtout dans le domaine culturel. Il est si peu près impossible de les amener à se déplacer. J'ai donc proposé aux Japonais d'organiser non pas des projections pour les seuls professionnels, mais des projections publiques, pour montrer qu'un public existait bel et bien pour ce type d'émissions, et pour que cette existence soit une pression sur les chaînes. » Les télévisions japonaises n'ont d'abord rien voulu entendre : « Nous pensions, commente M. Ekizo Imamura, de l'Asahi Broadcasting Corporation et du B.P.C.J., que nous risquions de perdre toute chance d'exporter des émissions si un large public avait vu l'occasion de les voir. » M. Thillier resta ferme sur ses positions, les Japonais aussi : on est au bord de la rupture. Et puis, un compromis un peu boiteux est trouvé :

certaines émissions, les moins récentes, celles, INA, dont les droits sont peu élevés, sont présentées en séance publique, tout au long du semaine, au Grand Palais et au musée Guimet. Et les émissions les plus récentes, celles que les Japonais espèrent vendre, sont projetées pour les seuls professionnels, à la Pédagogie.

Le bilan, qui n'a guère surpris l'INA, est concluant : les Japonais : les séances publiques ont rencontré un grand succès. Plusieurs milliers de personnes ont vu, et, semble-t-il, apprécié les programmes du Grand Palais et du musée Guimet. Mais pratiquement personne — et tout cas, aucun responsable du TF 1, ni d'Antenne 2, ni du FR 3 — n'est venu à la Pédagogie. « C'est pour nous extrêmement surprenant, avoue M. Imamura : à Tokyo, pour le télé-festival de programmes culturels, il y a forcément le président ou le vice-président de la N.H.K. et de chacune des quatre compagnies privées. Et ce sera la même chose pour les émissions françaises ! »

Malgré la mode du zen

Personne n'est venu, et les télé-spectateurs français ne verront donc pas ces émissions. C'est, à bien des égards, regrettable. Non que tout le programme présenté soit passionnant pour le public français : certaines réalisations annueraient, on veut bien le croire, la grande majorité des télé-spectateurs, par leur référence à un aspect trop précis d'une culture mal connue dans notre pays. Mais il paraît clair qu'une chaîne ne courtait guère de risques à programmer certaines des émissions montrées à la Pédagogie, même s'il fallait ne tenter l'expérience, ou départ, que dans des programmes de fin de soirée.

Comment ne pas penser que ce très beau spectacle de manifestations adaptées d'un conte japonais, intitulé « Une cigogne reconnaissante », ravirait bien des enfants français et de leurs parents ? Comment imaginer, à l'heure où le monde du zen fait par ailleurs des ravages, qu'il n'y aurait aucun public en France pour « Ethel », ce saisissant reportage sur la vie, incroyablement sévère, d'un des plus célèbres monastères zen, ou par « Zen, mystère des mystères », ce remarquable mon-

tage à partir d'éléments relevant du Sûtra (encore de Chine) ? Comment ne pas remarquer l'intérêt de « Sumo », ce véritable document sociologique sur la lutte japonaise ? Le succès public des programmes projetés à Paris constitue sans doute une note optimiste. « C'est un début encourageant », affirme l'ambassadeur du Japon en France. Un début qui incitera sans doute les responsables du projet à en modifier les modalités dans l'avenir. Mais l'attitude de ceux qui préparent les programmes sur nos trois chaînes — le Japon ?... Connais pas ! — en dit long sur le manque d'ouverture de la télévision française. La persistance, le refus de diffuser des images qui bousculent un tant soit peu les habitudes des consommateurs, cela ne se manifeste pas seulement par le freinage à la création, déjà cruellement ressenti par les auteurs et réalisateurs français. C'est aussi la fermeture à tout message, à toute culture, qui nous vienne d'ailleurs.

ROLAND CAYROL
Maître de conférences à l'Institut d'études

Écouter-voir

DOSSIERS DE L'ÉCRAN : LE NEVEU SILENCIEUX.

— Mardi 3 mai, A 2, 20 h. 30.

Pour leur dixième anniversaire, « Les dossiers de l'écran » ont commandé leur film, taillé sur mesure pour un débat. C'est Robert Enrico qui a été chargé de réaliser une œuvre de fiction qui met en scène un couple et ses deux enfants, dont l'un est mongolien. Ils vont redécouvrir leurs cousins dans la propriété de famille, et l'anormalité de l'enfant (quo l'on découvre peu à peu) sert de révélateur à la cruauté de l'entourage. Joël, que ses parents, que son frère, protègent, est objet de gêne, de dégoût, de scandale.

Ce « nouveau silencieux », quo la famille

ne supporte pas, est interprété par un mongolien, Joël D. a, dans la réalité, sept ans : il est à l'Institut médico-éducatif Les Papillons blancs, à Fontenay-sous-Forêt. Lucienne Hamon a su être pour lui à l'écran une mère attentive.

DOCUMENTAIRE : LES FRANÇAIS ET LA CONTRACEPTION.

— Dimanche 8 mai, TF 1, 22 h. 45.

Il y a dix ans que la loi Neuwirth a été promulguée, dix ans que la contraception est libre sinon gratuite. Il ne semble pas, pour autant, que les femmes soient mieux informées. Actuellement, 25 % d'entre elles ont recours à un moyen de contraception, et 50 % s'en

remettent au hasard. En trois émissions, le docteur Cohen, gynécologue, auteur d'ouvrages de vulgarisation (il a notamment coécrit l'Encyclopédie de la vie sexuelle), tente d'informer, d'expliquer, sans être trop didactique.

Si l'aspect médical prime, il y a également de nombreuses interviews où la contraception est abordée sous l'angle de la sociologie ou de la démographie. Le Père Polier, dominicain, apporte également son point de vue. Après des explications physiologiques, un historique de l'évolution des connaissances en matière de fécondation, c'est la pilule qui fera l'objet de la deuxième émission. Le troisième volet s'intitule « Le choix » et expose les avantages et les inconvénients de chaque méthode contraceptive.

Les films de la semaine

SALUT L'ARTISTE, d'Yves Robert.

— Samedi 1^{er} mai, TF 1, 20 h. 30.

Portrait mélancolique et attendri d'un comédien de second plan qui ne manque pas de travail mais ne connaît pas la réussite et dont la vie privée est aussi mouvementée que la vie professionnelle. Bien moins satirique d'une profession avec ses mythes, ses rêves et ses difficultés, que comédie de bon levard (scénariste-dialoguiste Jean-Loup Dabadie) destinée à séduire par son pittoresque.

PASSAGE TO MARSEILLE, de Michael Cortis.

— Dimanche 1^{er} mai, FR 3, 22 h. 30.

Cydney, l'un des groupes d'évasion de l'île du Diable qui cherchent à rejoindre les combattants de la France Libre. Aventures, résistance et amour comme dans le Casablanca de 1943, dont le grand succès commercial pousse la Warner Bros à cette production. Michèle Morgan remplace Ingrid Bergman auprès de Humphrey Bogart. Bien réalisé, bien joué, pourtant, on ne retrouve pas le romantisme exacerbé de Casablanca. C'est, en tout cas, un inédit.

L'OBSEDE, de William Wyler.

— Lundi 2 mai, TF 1, 22 h. 30.

Duel psychologique dans une atmosphère de confort entre un jeune homme malade mentalement épris de la beauté et une jeune fille qu'il séquestre afin qu'elle puisse l'apprécier et l'aimer. Beau travail de mise en scène sur un suspense né des égarements de l'obsession : collectionneur de papillons et de l'incompréhension de sa prisonnière. Un peu froid, un peu académique peut-être, mais on est touché par la fascination ambiguë de Terence Stamp et la fragilité de Samantha Eggar.

QUAND SIFFLE LA DERNIÈRE BALLE, de Henry Hathaway.

— Lundi 2 mai, FR 3, 22 h. 30.

Western classique dans sa forme, signé par un vétéran du genre. Suppose toutefois

par le sujet — règlement de comptes entre un homme mûr et de jeunes brutes — au territoire de la jeunesse et à la décadence du western italien. Gregory Peak reste un héros noble et moral face à la violence d'une jeune génération qui semble représenter, pour Hathaway, le mal moderne. Et il veille sur une petite fille de six ans dont la mère, morte, lui a laissé la garde.

IVANKHOE, de Richard Thorpe.

— Mardi 3 mai, FR 3, 20 h. 30.

Pour retrouver l'esprit d'aventure, les faits et les charmes du roman historique de Walter Scott, Robert Taylor-Ivanhoe lutte pour le roi Richard Cœur de Lion et rencontre Robin des Bois. Elizabeth Taylor joue le rôle de la belle juive Rebecca. Tournois et duels sont particulièrement réussis.

BOCCACCIO 70, de Federico Fellini, Luciano Visconti et Vittorio de Sica.

— Mercredi 4 mai, FR 3, 20 h. 30.

Comment, sur des thèmes érotiques conçus à des fins commerciales, trois grands réalisateurs italiens ont développé leurs propres mythologies et donné, chacun, son style à une histoire scabreuse. Fellini et la femme géante enlevante, opposée à un Tartuffe moderne ; De Sica et la comédie façon napolitaine, avec Sophia Loren. Mais le plus réussi des trois sketches est « Le Travail » de Visconti où, dans l'atmosphère d'une société décadente, Romy Schneider échappait définitivement à son personnage sirupeux de Sissi.

LES RUSSSES ARRIVENT, de Norman Jewison.

— Jeudi 5 mai, A2, 15 h. 5.

L'équipage d'un sous-marin russe débarqué, à la suite d'un accident, dans une île de la côte américaine, dont les habitants — psychoses de guerre — croient à une invasion. Amorcé en comédie burlesque, le film se dilue dans l'attendrissement et l'idylle sentimentale. Américains et Russes oublient leurs préjugés récipro-

ques en sauvant un petit garçon. Intentions pieuses en faveur de la coexistence pacifique. Pas très bon pour autant.

LA LIGNE DU FLEUVE, d'Aldo Seravalle.

— Jeudi 5 mai, FR 3, 20 h. 30.

L'odyssée d'un petit juif italien qui — en 1949 — a échappé aux rafles des SS et s'est mis en route pour aller retrouver son père à Londres. Une chronique dramatique dont on dit grand bien et qui est encore inédite en France.

QUE VIVA MEXICO, de Sergei Mikheïlovitch Eisenstein.

— Vendredi 6 mai, A2, 22 h. 50.

On plutôt *Time in the Sun*. Le montage réalisé en 1939 par Marie Seton avec une petite partie de la pellicule récupérée aux Etats-Unis, car que viva Mexico, fresque historique grandiose, au Mexique en 1932 par Eisenstein, n'a existé que sous forme de 80000 mètres de rushes, dont le cinéaste soviétique n'avait pas la propriété et qu'il dut laisser en Amérique. On en tira un long métrage, *Tonnerre sur le Mexique*, et un court métrage, *Kermesse d'été*, inédits, au projet initial. Marie Seton, elle, a suivi les intentions et les notes d'Eisenstein, pour donner une œuvre aux splendides images et documentaires : qui répond à peu près à ce projet, qui est, en tout cas, la seule version approximative. A voir absolument.

LE CHOC DES MONDES, de Rodolph Maté.

— Vendredi 6 mai, TF 1, 17 h. 50.

Une fusée spatiale doit servir de moderne arche de Noé pour la survie de quelques humains et de quelques animaux, au moment de la destruction de la Terre. Réalisé à l'époque de la guerre de Corée et de la crainte d'un conflit atomique entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, ce film américain est une fable symbolique et assez verbeuse. Il y a un morceau de bravoure dont on peut admirer les tré-

LA COLLINE DES POTENCES, de Delser Devaux.

— Dimanche 8 mai, TF 1, 20 h. 30.

Un western romantique auquel la complexité du scénario donne un aspect baroque. Le caractère du héros principal — Gary Cooper — est ambigu et ses rapports avec une jeune fille aveugle (Maria Schell) évoquent le *Symphonie pastorale* d'André Gide. La beauté plastique de la mise en scène, la composition rigoureuse des plans, provoquent une étrange fascination.

TRAFIC EN HAUTE MER, de Michael Curtiz.

— Dimanche 8 mai, FR 3, 22 h. 30.

Tiré d'une nouvelle d'Ernest Hemingway, un film noir d'une grande exceptionnelle. John Garfield, pêcheur associal — c'est un de ses rôles les plus caractéristiques et, peut-être, le meilleur — est mêlé à un trafic de main-d'œuvre, se bat et tue pour défendre sa vie et se trouve fasciné par Patricia Neal. Un mouvement de tragédie tend toute l'action, et la mise en scène de Curtiz est d'un dépouillement rigoureux.

LES BRANQUIGNOLS, de Robert Dhéry.

— Lundi 9 mai, TF 1, 20 h. 30.

Les débuts au cinéma de Robert Dhéry et de son équipe loufoque, d'après une revue longtemps jouée au Théâtre de la Bruyère. Réception mondaine et représentation sur scène paruturbs selon une logique de l'absurde. Considéré, à l'époque, comme la « Hellsopop » française.

ARCHIMEDE LE CLOCHARD, de Gilles Grangier.

— Lundi 9 mai, FR 3, 20 h. 30.

Les aventures comiques de Jean Gabin en clochard misanthrope — et cultivé — capable de faire figure dans le grand monde et balançant à la face des foules les « vérités bien tapées » des dialogues d'André Gide. L'idée du film était de Jacques Grangier, dans une suite de sketches à bien servi Gabin qui se sert, d'ailleurs, bien lui-même.

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER : (informations toutes les heures) ; 5 h. 30, Bon pied bon œil ; 7 h. 30, Gérard Philou ; 9 h. 30, Le Magazine de Pierre Bouteiller ; 10 h. 30, Chansons à la radio (samedi) ; 11 h. 30, Les nouvelles de la semaine ; 12 h. 30, Les nouvelles de la semaine ; 13 h. 30, Journal de Jean Le Goff ; 14 h. 30, Le temps de vivre (samedi) et dimanche ; 15 h. 30, L'heure de l'actualité ; 16 h. 30, Radioscopie ; 17 h. 30, Salimbenques ; 18 h. 30, Journal ; 19 h. 30, L'heure de l'actualité ; 20 h. 30, L'heure de l'actualité ; 21 h. 30, L'heure de l'actualité ; 22 h. 30, L'heure de l'actualité ; 23 h. 30, L'heure de l'actualité ; 24 h. 30, L'heure de l'actualité ; 25 h. 30, L'heure de l'actualité ; 26 h. 30, L'heure de l'actualité ; 27 h. 30, L'heure de l'actualité ; 28 h. 30, L'heure de l'actualité ; 29 h. 30, L'heure de l'actualité ; 30 h. 30, L'heure de l'actualité ; 31 h. 30, L'heure de l'actualité ; 32 h. 30, L'heure de l'actualité ; 33 h. 30, L'heure de l'actualité ; 34 h. 30, L'heure de l'actualité ; 35 h. 30, L'heure de l'actualité ; 36 h. 30, L'heure de l'actualité ; 37 h. 30, L'heure de l'actualité ; 38 h. 30, L'heure de l'actualité ; 39 h. 30, L'heure de l'actualité ; 40 h. 30, L'heure de l'actualité ; 41 h. 30, L'heure de l'actualité ; 42 h. 30, L'heure de l'actualité ; 43 h. 30, L'heure de l'actualité ; 44 h. 30, L'heure de l'actualité ; 45 h. 30, L'heure de l'actualité ; 46 h. 30, L'heure de l'actualité ; 47 h. 30, L'heure de l'actualité ; 48 h. 30, L'heure de l'actualité ; 49 h. 30, L'heure de l'actualité ; 50 h. 30, L'heure de l'actualité ; 51 h. 30, L'heure de l'actualité ; 52 h. 30, L'heure de l'actualité ; 53 h. 30, L'heure de l'actualité ; 54 h. 30, L'heure de l'actualité ; 55 h. 30, L'heure de l'actualité ; 56 h. 30, L'heure de l'actualité ; 57 h. 30, L'heure de l'actualité ; 58 h. 30, L'heure de l'actualité ; 59 h. 30, L'heure de l'actualité ; 60 h. 30, L'heure de l'actualité ; 61 h. 30, L'heure de l'actualité ; 62 h. 30, L'heure de l'actualité ; 63 h. 30, L'heure de l'actualité ; 64 h. 30, L'heure de l'actualité ; 65 h. 30, L'heure de l'actualité ; 66 h. 30, L'heure de l'actualité ; 67 h. 30, L'heure de l'actualité ; 68 h. 30, L'heure de l'actualité ; 69 h. 30, L'heure de l'actualité ; 70 h. 30, L'heure de l'actualité ; 71 h. 30, L'heure de l'actualité ; 72 h. 30, L'heure de l'actualité ; 73 h. 30, L'heure de l'actualité ; 74 h. 30, L'heure de l'actualité ; 75 h. 30, L'heure de l'actualité ; 76 h. 30, L'heure de l'actualité ; 77 h. 30, L'heure de l'actualité ; 78 h. 30, L'heure de l'actualité ; 79 h. 30, L'heure de l'actualité ; 80 h. 30, L'heure de l'actualité ; 81 h. 30, L'heure de l'actualité ; 82 h. 30, L'heure de l'actualité ; 83 h. 30, L'heure de l'actualité ; 84 h. 30, L'heure de l'actualité ; 85 h. 30, L'heure de l'actualité ; 86 h. 30, L'heure de l'actualité ; 87 h. 30, L'heure de l'actualité ; 88 h. 30, L'heure de l'actualité ; 89 h. 30, L'heure de l'actualité ; 90 h. 30, L'heure de l'actualité ; 91 h. 30, L'heure de l'actualité ; 92 h. 30, L'heure de l'actualité ; 93 h. 30, L'heure de l'actualité ; 94 h. 30, L'heure de l'actualité ; 95 h. 30, L'heure de l'actualité ; 96 h. 30, L'heure de l'actualité ; 97 h. 30, L'heure de l'actualité ; 98 h. 30, L'heure de l'actualité ; 99 h. 30, L'heure de l'actualité ; 100 h. 30, L'heure de l'actualité ; 101 h. 30, L'heure de l'actualité ; 102 h. 30, L'heure de l'actualité ; 103 h. 30, L'heure de l'actualité ; 104 h. 30, L'heure de l'actualité ; 105 h. 30, L'heure de l'actualité ; 106 h. 30, L'heure de l'actualité ; 107 h. 30, L'heure de l'actualité ; 108 h. 30, L'heure de l'actualité ; 109 h. 30, L'heure de l'actualité ; 110 h. 30, L'heure de l'actualité ; 111 h. 30, L'heure de l'actualité ; 112 h. 30, L'heure de l'actualité ; 113 h. 30, L'heure de l'actualité ; 114 h. 30, L'heure de l'actualité ; 115 h. 30, L'heure de l'actualité ; 116 h. 30, L'heure de l'actualité ; 117 h. 30, L'heure de l'actualité ; 118 h. 30, L'heure de l'actualité ; 119 h. 30, L'heure de l'actualité ; 120 h. 30, L'heure de l'actualité ; 121 h. 30, L'heure de l'actualité ; 122 h. 30, L'heure de l'actualité ; 123 h. 30, L'heure de l'actualité ; 124 h. 30, L'heure de l'actualité ; 125 h. 30, L'heure de l'actualité ; 126 h. 30, L'heure de l'actualité ; 127 h. 30, L'heure de l'actualité ; 128 h. 30, L'heure de l'actualité ; 129 h. 30, L'heure de l'actualité ; 130 h. 30, L'heure de l'actualité ; 131 h. 30, L'heure de l'actualité ; 132 h. 30, L'heure de l'actualité ; 133 h. 30, L'heure de l'actualité ; 134 h. 30, L'heure de l'actualité ; 135 h. 30, L'heure de l'actualité ; 136 h. 30, L'heure de l'actualité ; 137 h. 30, L'heure de l'actualité ; 138 h. 30, L'heure de l'actualité ; 139 h. 30, L'heure de l'actualité ; 140 h. 30, L'heure de l'actualité ; 141 h. 30, L'heure de l'actualité ; 142 h. 30, L'heure de l'actualité ; 143 h. 30, L'heure de l'actualité ; 144 h. 30, L'heure de l'actualité ; 145 h. 30, L'heure de l'actualité ; 146 h. 30, L'heure de l'actualité ; 147 h. 30, L'heure de l'actualité ; 148 h. 30, L'heure de l'actualité ; 149 h. 30, L'heure de l'actualité ; 150 h. 30, L'heure de l'actualité ; 151 h. 30, L'heure de l'actualité ; 152 h. 30, L'heure de l'actualité ; 153 h. 30, L'heure de l'actualité ; 154 h. 30, L'heure de l'actualité ; 155 h. 30, L'heure de l'actualité ; 156 h. 30, L'heure de l'actualité ; 157 h. 30, L'heure de l'actualité ; 158 h. 30, L'heure de l'actualité ; 159 h. 30, L'heure de l'actualité ; 160 h. 30, L'heure de l'actualité ; 161 h. 30, L'heure de l'actualité ; 162 h. 30, L'heure de l'actualité ; 163 h. 30, L'heure de l'actualité ; 164 h. 30, L'heure de l'actualité ; 165 h. 30, L'heure de l'actualité ; 166 h. 30, L'heure de l'actualité ; 167 h. 30, L'heure de l'actualité ; 168 h. 30, L'heure de l'actualité ; 169 h. 30, L'heure de l'actualité ; 170 h. 30, L'heure de l'actualité ; 171 h. 30, L'heure de l'actualité ; 172 h. 30, L'heure de l'actualité ; 173 h. 30, L'heure de l'actualité ; 174 h. 30, L'heure de l'actualité ; 175 h. 30, L'heure de l'actualité ; 176 h. 30, L'heure de l'actualité ; 177 h. 30, L'heure de l'actualité ; 178 h. 30, L'heure de l'actualité ; 179 h. 30, L'heure de l'actualité ; 180 h. 30, L'heure de l'actualité ; 181 h. 30, L'heure de l'actualité ; 182 h. 30, L'heure de l'actualité ; 183 h. 30, L'heure de l'actualité ; 184 h. 30, L'heure de l'actualité ; 185 h. 30, L'heure de l'actualité ; 186 h. 30, L'heure de l'actualité ; 187 h. 30, L'heure de l'actualité ; 188 h. 30, L'heure de l'actualité ; 189 h. 30, L'heure de l'actualité ; 190 h. 30, L'heure de l'actualité ; 191 h. 30, L'heure de l'actualité ; 192 h. 30, L'heure de l'actualité ; 193 h. 30, L'heure de l'actualité ; 194 h. 30, L'heure de l'actualité ; 195 h. 30, L'heure de l'actualité ; 196 h. 30, L'heure de l'actualité ; 197 h. 30, L'heure de l'actualité ; 198 h. 30, L'heure de l'actualité ; 199 h. 30, L'heure de l'actualité ; 200 h. 30, L'heure de l'actualité ; 201 h. 30, L'heure de l'actualité ; 202 h. 30, L'heure de l'actualité ; 203 h. 30, L'heure de l'actualité ; 204 h. 30, L'heure de l'actualité ; 205 h. 30, L'heure de l'actualité ; 206 h. 30, L'heure de l'actualité ; 207 h. 30, L'heure de l'actualité ; 208 h. 30, L'heure de l'actualité ; 209 h. 30, L'heure de l'actualité ; 210 h. 30, L'heure de l'actualité ; 211 h. 30, L'heure de l'actualité ; 212 h. 30, L'heure de l'actualité ; 213 h. 30, L'heure de l'actualité ; 214 h. 30, L'heure de l'actualité ; 215 h. 30, L'heure de l'actualité ; 216 h. 30, L'heure de l'actualité ; 217 h. 30, L'heure de l'actualité ; 218 h. 30, L'heure de l'actualité ; 219 h. 30, L'heure de l'actualité ; 220 h. 30, L'heure de l'actualité ; 221 h. 30, L'heure de l'actualité ; 222 h. 30, L'heure de l'actualité ; 223 h. 30, L'heure de l'actualité ; 224 h. 30, L'heure de l'actualité ; 225 h. 30, L'heure de l'actualité ; 226 h. 30, L'heure de l'actualité ; 227 h. 30, L'heure de l'actualité ; 228 h. 30, L'heure de l'actualité ; 229 h. 30, L'heure de l'actualité ; 230 h. 30, L'heure de l'actualité ; 231 h. 30, L'heure de l'actualité ; 232 h. 30, L'heure de l'actualité ; 233 h. 30, L'heure de l'actualité ; 234 h. 30, L'heure de l'actualité ; 235 h. 30, L'heure de l'actualité ; 236 h. 30, L'heure de l'actualité ; 237 h. 30, L'heure de l'actualité ; 238 h. 30, L'heure de l'actualité ; 239 h. 30, L'heure de l'actualité ; 240 h. 30, L'heure de l'actualité ; 241 h. 30, L'heure de l'actualité ; 242 h. 30, L'heure de l'actualité ; 243 h. 30, L'heure de l'actualité ; 244 h. 30, L'heure de l'actualité ; 245 h. 30, L'heure de l'actualité ; 246 h. 30, L'heure de l'actualité ; 247 h. 30, L'heure de l'actualité ; 248 h. 30, L'heure de l'actualité ; 249 h. 30, L'heure de l'actualité ; 250 h. 30, L'heure de l'actualité ; 251 h. 30, L'heure de l'actualité ; 252 h. 30, L'heure de l'actualité ; 253 h. 30, L'heure de l'actualité ; 254 h. 30, L'heure de l'actualité ; 255 h. 30, L'heure de l'actualité ; 256 h. 30, L'heure de l'actualité ; 257 h. 30, L'heure de l'actualité ; 258 h. 30, L'heure de l'actualité ; 259 h. 30, L'heure de l'actualité ; 260 h. 30, L'heure de l'actualité ; 261 h. 30, L'heure de l'actualité ; 262 h. 30, L'heure de l'actualité ; 263 h. 30, L'heure de l'actualité ; 264 h. 30, L'heure de l'actualité ; 265 h. 30, L'heure de l'actualité ; 266 h. 30, L'heure de l'actualité ; 267 h. 30, L'heure de l'actualité ; 268 h. 30, L'heure de l'actualité ; 269 h. 30, L'heure de l'actualité ; 270 h. 30, L'heure de l'actualité ; 271 h. 30, L'heure de l'actualité ; 272 h. 30, L'heure de l'actualité ; 273 h. 30, L'heure de l'actualité ; 274 h. 30, L'heure de l'actualité ; 275 h. 30, L'heure de l'actualité ; 276 h. 30, L'heure de l'actualité ; 277 h. 30, L'heure de l'actualité ; 278 h. 30, L'heure de l'actualité ; 279 h. 30, L'heure de l'actualité ; 280 h. 30, L'heure de l'actualité ; 281 h. 30, L'heure de l'actualité ; 282 h. 30, L'heure de l'actualité ; 283 h. 30, L'heure de l'actualité ; 284 h. 30, L'heure de l'actualité ; 285 h. 30, L'heure de l'actualité ; 286 h. 30, L'heure de l'actualité ; 287 h. 30, L'heure de l'actualité ; 288 h. 30, L'heure de l'actualité ; 289 h. 30, L'heure de l'actualité ; 290 h. 30, L'heure de l'actualité ; 291 h. 30, L'heure de l'actualité ; 292 h. 30, L'heure de l'actualité ; 293 h. 30, L'heure de l'actualité ; 294 h. 30, L'heure de l'actualité ; 295 h. 30, L'heure de l'actualité ; 296 h. 30, L'heure de l'actualité ; 297 h. 30, L'heure de l'actualité ; 298 h. 30, L'heure de l'actualité ; 299 h. 30, L'heure de l'actualité ; 300 h. 30, L'heure de l'actualité ; 301 h. 30, L'heure de l'actualité ; 302 h. 30, L'heure de l'actualité ; 303 h. 30, L'heure de l'actualité ; 304 h. 30, L'heure de l'actualité ; 305 h. 30, L'heure de l'actualité ; 306 h. 30, L'heure de l'actualité ; 307 h. 30, L'heure de l'actualité ; 308 h. 30, L'heure de l'actualité ; 309 h. 30, L'heure de l'actualité ; 310 h. 30, L'heure de l'actualité ; 311 h. 30, L'heure de l'actualité ; 312 h. 30, L'heure de l'actualité ; 313 h. 30, L'heure de l'actualité ; 314 h. 30, L'heure de l'actualité ; 315 h. 30, L'heure de l'actualité ; 316 h. 30, L'heure de l'actualité ; 317 h. 30, L'heure de l'actualité ; 318 h. 30, L'heure de l'actualité ; 319 h. 30, L'heure de l'actualité ; 320 h. 30, L'heure de l'actualité ; 321 h. 30, L'heure de l'actualité ; 322 h. 30, L'heure de l'actualité ; 323 h. 30, L'heure de l'actualité ; 324 h. 30, L'heure de l'actualité ; 325 h. 30, L'heure de l'actualité ; 326 h. 30, L'heure de l'actualité ; 327 h. 30, L'heure de l'actualité ; 328 h. 30, L'heure de l'actualité ; 329 h. 30, L'heure de l'actualité ; 330 h

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5, Premier jour «J» de la semaine, avec l'ensemble vocal des Baladins de la chanson; 20 h. 30, Récital de piano Käte Wiltflich, salle Gaveau; «L'empire des sens» de Benjamin Britten; «Variations» de Chopin, opus 27 (Webern); «Variations», opus 33 de Liszt (Schubert); «Sonata» opus 1 (Grieg); «Sonata inédite» (Sinopoli); 23 h. France-Musique: «Les nuits de Verlaine» (Debussy); «Sonata» (Debussy); «Vieilles cires» par M. Mœzin (F. Weingartner dirigé Beethoven); 9 h. 5, Le chant de la terre mère; 1 h. Trêve pour la terre.

PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau ondes moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne les jours de semaine sont parus dans le *« Le Monde de l'éducation »* (n° 23, daté mai 1977), qui les publie régulièrement tous les mois.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique; 8 h. 2. Quasi una fantasia (Bach, Philippe); 9 h. 30. La règle du jeu (Weber, Beethoven, Mendelssohn); vers 10 h. 15. Répétition; 12 h. La chanson; des Andes aux Caraïbes; 12 h. 35. Sélection concert; 12 h. 40. Jazz classique; tout Duke;

13 h. 15, Stéfano postal; 14 h. Mélodies sans paroles : portrait de Vincent d'Indy; A 15 h. 32, e la Propriété ; de Meyerbeer; 18 h. 2, Boucra magazine musical; 19 h., Jazz time; 19 h. 35, Kiosque; 19 h. 45, Concours international de guitare;

20 h. Les grands pianistes compositeurs : Granados et Prokofiev 19 h. 20. Concert. Schéhérazade. Les instruments composés par les musiciens de la Direction Ketanmi et orchestre Gaspard de la chapelle impériale du Japon - So-ko (M. Ishiy) e l'Amen-salen ; e Quatre méditations symphoniques ; (O. Messiaen); e La musique du monde ; cordes e Barbes avec M.-A. guitare barres e Pour une guitare Hugot, M.-A. guitare, barres, R. Handebyer, clarin.

pour l'indépendance et l'amitié de la France ;

20 h. 30. FILM (westerns, policiers, aventures) : IVANHOE, de R. Thorpe (1951), avec R. Taylor, E. Taylor, J. Fontaine, G. Sanders, E. Williams, F. Currie, N. Woodland.

sur une affiche. A Milan, l'épouse d'un aristocrate compromis dans un scandale de

sur une affiche. A Milan, l'épouse d'un aristocrate accompli dans un scandale de mariage se livre à la charité et à la prostitution de luxe. En Roumanie, la belle employée d'un tire fortin se met en loterie pour une nuit d'amour.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : Bernard Vargauff (reprises) à 14 h. 9 h. 35, 38 h. 50 ; 7 h. 55, 13 h. 55, 14 h. 55, 15 h. 55, 16 h. 55, 17 h. 55, 18 h. 55, 19 h. 55, 20 h. 55, 21 h. 55, 22 h. 55, 23 h. 55, 24 h. 55, 25 h. 55, 26 h. 55, 27 h. 55, 28 h. 55, 29 h. 55, 30 h. 55, 31 h. 55, 32 h. 55, 33 h. 55, 34 h. 55, 35 h. 55, 36 h. 55, 37 h. 55, 38 h. 55, 39 h. 55, 40 h. 55, 41 h. 55, 42 h. 55, 43 h. 55, 44 h. 55, 45 h. 55, 46 h. 55, 47 h. 55, 48 h. 55, 49 h. 55, 50 h. 55, 51 h. 55, 52 h. 55, 53 h. 55, 54 h. 55, 55 h. 55, 56 h. 55, 57 h. 55, 58 h. 55, 59 h. 55, 60 h. 55, 61 h. 55, 62 h. 55, 63 h. 55, 64 h. 55, 65 h. 55, 66 h. 55, 67 h. 55, 68 h. 55, 69 h. 55, 70 h. 55, 71 h. 55, 72 h. 55, 73 h. 55, 74 h. 55, 75 h. 55, 76 h. 55, 77 h. 55, 78 h. 55, 79 h. 55, 80 h. 55, 81 h. 55, 82 h. 55, 83 h. 55, 84 h. 55, 85 h. 55, 86 h. 55, 87 h. 55, 88 h. 55, 89 h. 55, 90 h. 55, 91 h. 55, 92 h. 55, 93 h. 55, 94 h. 55, 95 h. 55, 96 h. 55, 97 h. 55, 98 h. 55, 99 h. 55, 100 h. 55, 101 h. 55, 102 h. 55, 103 h. 55, 104 h. 55, 105 h. 55, 106 h. 55, 107 h. 55, 108 h. 55, 109 h. 55, 110 h. 55, 111 h. 55, 112 h. 55, 113 h. 55, 114 h. 55, 115 h. 55, 116 h. 55, 117 h. 55, 118 h. 55, 119 h. 55, 120 h. 55, 121 h. 55, 122 h. 55, 123 h. 55, 124 h. 55, 125 h. 55, 126 h. 55, 127 h. 55, 128 h. 55, 129 h. 55, 130 h. 55, 131 h. 55, 132 h. 55, 133 h. 55, 134 h. 55, 135 h. 55, 136 h. 55, 137 h. 55, 138 h. 55, 139 h. 55, 140 h. 55, 141 h. 55, 142 h. 55, 143 h. 55, 144 h. 55, 145 h. 55, 146 h. 55, 147 h. 55, 148 h. 55, 149 h. 55, 150 h. 55, 151 h. 55, 152 h. 55, 153 h. 55, 154 h. 55, 155 h. 55, 156 h. 55, 157 h. 55, 158 h. 55, 159 h. 55, 160 h. 55, 161 h. 55, 162 h. 55, 163 h. 55, 164 h. 55, 165 h. 55, 166 h. 55, 167 h. 55, 168 h. 55, 169 h. 55, 170 h. 55, 171 h. 55, 172 h. 55, 173 h. 55, 174 h. 55, 175 h. 55, 176 h. 55, 177 h. 55, 178 h. 55, 179 h. 55, 180 h. 55, 181 h. 55, 182 h. 55, 183 h. 55, 184 h. 55, 185 h. 55, 186 h. 55, 187 h. 55, 188 h. 55, 189 h. 55, 190 h. 55, 191 h. 55, 192 h. 55, 193 h. 55, 194 h. 55, 195 h. 55, 196 h. 55, 197 h. 55, 198 h. 55, 199 h. 55, 200 h. 55, 201 h. 55, 202 h. 55, 203 h. 55, 204 h. 55, 205 h. 55, 206 h. 55, 207 h. 55, 208 h. 55, 209 h. 55, 210 h. 55, 211 h. 55, 212 h. 55, 213 h. 55, 214 h. 55, 215 h. 55, 216 h. 55, 217 h. 55, 218 h. 55, 219 h. 55, 220 h. 55, 221 h. 55, 222 h. 55, 223 h. 55, 224 h. 55, 225 h. 55, 226 h. 55, 227 h. 55, 228 h. 55, 229 h. 55, 230 h. 55, 231 h. 55, 232 h. 55, 233 h. 55, 234 h. 55, 235 h. 55, 236 h. 55, 237 h. 55, 238 h. 55, 239 h. 55, 240 h. 55, 241 h. 55, 242 h. 55, 243 h. 55, 244 h. 55, 245 h. 55, 246 h. 55, 247 h. 55, 248 h. 55, 249 h. 55, 250 h. 55, 251 h. 55, 252 h. 55, 253 h. 55, 254 h. 55, 255 h. 55, 256 h. 55, 257 h. 55, 258 h. 55, 259 h. 55, 260 h. 55, 261 h. 55, 262 h. 55, 263 h. 55, 264 h. 55, 265 h. 55, 266 h. 55, 267 h. 55, 268 h. 55, 269 h. 55, 270 h. 55, 271 h. 55, 272 h. 55, 273 h. 55, 274 h. 55, 275 h. 55, 276 h. 55, 277 h. 55, 278 h. 55, 279 h. 55, 280 h. 55, 281 h. 55, 282 h. 55, 283 h. 55, 284 h. 55, 285 h. 55, 286 h. 55, 287 h. 55, 288 h. 55, 289 h. 55, 290 h. 55, 291 h. 55, 292 h. 55, 293 h. 55, 294 h. 55, 295 h. 55, 296 h. 55, 297 h. 55, 298 h. 55, 299 h. 55, 300 h. 55, 301 h. 55, 302 h. 55, 303 h. 55, 304 h. 55, 305 h. 55, 306 h. 55, 307 h. 55, 308 h. 55, 309 h. 55, 310 h. 55, 311 h. 55, 312 h. 55, 313 h. 55, 314 h. 55, 315 h. 55, 316 h. 55, 317 h. 55, 318 h. 55, 319 h. 55, 320 h. 55, 321 h. 55, 322 h. 55, 323 h. 55, 324 h. 55, 325 h. 55, 326 h. 55, 327 h. 55, 328 h. 55, 329 h. 55, 330 h. 55, 331 h. 55, 332 h. 55, 333 h. 55, 334 h. 55, 335 h. 55, 336 h. 55, 337 h. 55, 338 h. 55, 339 h. 55, 340 h. 55, 341 h. 55, 342 h. 55, 343 h. 55, 344 h. 55, 345 h. 55, 346 h. 55, 347 h. 55, 348 h. 55, 349 h. 55, 350 h. 55, 351 h. 55, 352 h. 55, 353 h. 55, 354 h. 55, 355 h. 55, 356 h. 55, 357 h. 55, 358 h. 55, 359 h. 55, 360 h. 55, 361 h. 55, 362 h. 55, 363 h. 55, 364 h. 55, 365 h. 55, 366 h. 55, 367 h. 55, 368 h. 55, 369 h. 55, 370 h. 55, 371 h. 55, 372 h. 55, 373 h. 55, 374 h. 55, 375 h. 55, 376 h. 55, 377 h. 55, 378 h. 55, 379 h. 55, 380 h. 55, 381 h. 55, 382 h. 55, 383 h. 55, 384 h. 55, 385 h. 55, 386 h. 55, 387 h. 55, 388 h. 55, 389 h. 55, 390 h. 55, 391 h. 55, 392 h. 55, 393 h. 55, 394 h. 55, 395 h. 55, 396 h. 55, 397 h. 55, 398 h. 55, 399 h. 55, 400 h. 55, 401 h. 55, 402 h. 55, 403 h. 55, 404 h. 55, 405 h. 55, 406 h. 55, 407 h. 55, 408 h. 55, 409 h. 55, 410 h. 55, 411 h. 55, 412 h. 55, 413 h. 55, 414 h. 55, 415 h. 55, 416 h. 55, 417 h. 55, 4

20 h., Dialogues, par R. Pillaudin : Poids de l'histoire et révolution culturelle ; Les historiens Pierre Chaunu et Emmanuel Le Roy Ladurie débattent des ruptures et des continuités dans la vie des sociétés.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Chénidim musiques ; 9 h. 2. Sonal una
francaise ; e Sonale n° 1 en sol majeur ; de J.-S. Bach ;
30. La légende du saint Amand ; Répertoire
classique ; tout Duke
classique ; tout Duke

8 h. 15. Musique ancienne :
Concert Bandel ; 15 h. Métopies sans paroles ; Haydn,
Mozart, Brahms ; Schoenberg ; 17 h Studio 107,
Musique contemporaine ; 18 h. 15. Concerto pour piano ;
Chopin ; 19 h. 45. Des monstres sacrés du piano :
Paderewsky, Liszt, Ekorn Pjet.
19 h. 45. Les grands classiques et Variations
et fugues sur un thème de Miller, opus 100 » (Max
Egger), par l'Orchestre symphonique de la Sudwestfunk-
Orchester (Stuttgart) dirigé par Hans-Martin Maerzhafer
(Hauer), par le Quintette Opéra e Concerto pour
piano et orchestre opus 114 » (Max Regter), par
le piano et orchestra Group ; 20 h. 15. Concerto
avec E. Then-Berg pianiste ; The path of Life,
opus 46 » (Then-Berg) par l'Orchestre philharmonique
de Hambourg dirigé par Peter Dinkelschlo ; 21 h.
Musique de l'AfA : les Esclaves de la musique » ;
22 h. 5. Non concert : musiques du monde
musique de la musique ; 23 h. 15. Concerto pour Clavier
et Orchestre ; 23 h. 30. Concerto pour Violoncelle et Orchestre ; 23 h. 45.

La science en marche, par F. Le Lionnais : La médecine
ancêtre, avec le docteur G. Millaud ;
20 h. La musique et les hommes, par M. Bernard ;
22 h. 30. Entretiens avec le poète André Frénaud,
par B. Pingaud ; 23 h. De la Mult..

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Sonnettes musicales; 9 h. 2. Quand un fantôme s'ébonit; 9 h. 2. Les majestés BWV 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 170

les opticiens
krys



L'œil vanné, plein de fatigue et de désirs s'étirés, Théo ne sait expliquer comment le mutallon s'est opérée. Le fait est que, devenu autour à sucées par le bials d'un best-seller narcoïssiquement cœdipien, il se sentit hissé

SOCIÉTÉ

MALA LA BELGE

Le dernier dimanche d'avril est consacré au souvenir des déportés.

Où l'appellait Mala la Belge. Depuis que j'ai entendu prononcer son nom pour la première fois, il a acquis une étonnante résonance. Avec le temps, l'image de Mala s'est quelque peu estompée, mais sa légende a grandi. Le défi qu'elle lança à ses tortionnaires est devenu symbole. Il y eut ceux que les épreuves physiques et morales ébranlèrent, qui choisirent la résignation, ayant perdu tout espoir en un quelconque salut. Il y eut ceux qui, à toutes les étapes de leur confrontation avec les nazis, firent front avec plus d'héroïsme que de moyens de résister.

Mala fut de ceux-là.

Née au début des années 20, Mala Zimetbaum avait grandi dans le quartier juif d'Anvers. Son père était un modeste employé chez un diamantaire. Un accident lui ayant fait perdre la vue, sa fille, Mala, dut renoncer à poursuivre ses études et se mettre à travailler à l'âge de quatorze ans. Très tôt, elle a charge d'âme, et elle assume ses responsabilités avec beaucoup de courage.

La guerre éclata sur la Belgique, et l'occupation allemande va entraîner les juifs belges, tout comme leurs frères des autres pays occupés, dans un tourbillon qui les broiera impitoyablement.

1942, Mala est arrêtée et est enfermée au fort Dossin de Melle (le grand camp d'internement installé en Belgique), d'où elle tentera de s'évader sans succès. Avec beaucoup d'autres, elle prit la route qui menait à Auschwitz.

Elle était jeune, belle et d'une intelligence remarquable. Elle conquit la confiance des SS, ce qui lui permit d'apporter aide et protection à nombre de ses codétenues et de participer à l'action clandestine à l'intérieur du camp.

Franz Fendel dans *Sursis pour l'orchestre* (Stock) évoque longuement celle qu'elle connut à Auschwitz :

« Bien davantage qu'un nom, c'est déjà une légende, même pour moi qui suis peu de chose sur elle. S'en apercevant, la petite Irène me raconte son histoire :

« Mala, c'est notre espoir à toutes. Résistante belge, elle est arrivée de Bruxelles avec les premiers transports... »

Avec cinq de ses camarades, Mala fut envoyée au block 25, d'où l'on ne revient pas. Elles s'en évadent. Un SS les interpelle. Et Mala lui dit sans détours qu'elles viennent ensemble de fuir le block 25.

Interloqué, le SS lui demande :

« Comment l'appelles-tu ?
— Mala.
— D'où viens-tu ?
— De Belgique.
— As-tu un métier ?
— Non, mais je parle français, allemand et polonais.
— Quel âge as-tu ?
— Dix-neuf ans... »

L'officier SS décide de les affecter à un commando de travailleurs. Quant à Mala, elle sera interprète-courrière. Mala pense tout de suite à l'aide qu'elle va pouvoir apporter à ses compagnes. Elle devient rapidement chef des interprètes. Elle est courageuse, silencieuse, calme, efficace. Elle en impose aux SS ; les internés l'aiment, même les « aryens » la respectent. Elle va bientôt vivre une idylle avec un résistant polonais du nom d'Edel Galinsky, qui fait fonction de secrétaire.

Mala, derrière le calme apparent, la malice que les autres lui envient, cache un feu ardent. La révolte monte en elle et parfois elle explose :

« Cela doit finir. Je n'en peux plus. Il faut faire quelque chose, il faut que le monde sache, pour qu'il fasse cesser cette horreur !... Nous crions aux hommes la vérité et ils nous croient... »

L'historien Ber Mark consacre à Mala Zimetbaum un chapitre de son *Histoire d'Auschwitz*, œuvre posthume qui vient de paraître en Israël. Il apporte des informations inédites du moins soigneusement vérifiées sur son aventure, qui devait avoir une fin tragique.

Peu après le débarquement en France, le 24 juin 1944, Mala et Edel s'évadent. Elle est déguisée en homme et lui en SS. Quelques semaines, ils connaîtront les joies et les angoisses de la liberté. Ils sont repris par une patrouille alors qu'ils tentent de franchir la frontière tchécoslovaque. On les ramène au camp pour y subir leur châtiment.

Les SS voulurent que la mort de cette « juive impudente », qui avait osé les tromper, soit exemplaire, c'est-à-dire humiliante pour elle et terrifiante pour ses compagnes. Pendant des jours et des nuits, Mala fut soumise à des tortures, et les SS essayèrent — en vain — lui arracher les noms de ses complices, des autres résistants à l'intérieur et à l'extérieur du camp.

Et Ber Mark décrit ce que furent les derniers instants de Mala :

« Le 22 août 1944, on prépare au camp des femmes l'exécution de Mala Zimetbaum. C'était au moment de l'appel du soir. L'orchestre jouait. Mala se tenait à l'entrée du camp. Les déportés différents devant elle. Il est curieux de noter qu'il n'y avait pas là de potence. Ses compagnes se demandent quelle mort on lui a réservée. Après l'appel, retentit l'ordre : « Tous les juifs se rendent sur la place, derrière la cuisine... » On y amène Mala. Elle avance, fière et la tête haute. Derrière elle, le chef de service du travail qui doit servir de bourreau. Le chef de camp, Mandel, lit un papier contenant la sentence. Mala se passe la main dans les cheveux, en retire probablement une lame de rasoir et, d'un coup, se tranche les veines. La masse assiste à la scène,

pétrifiée de douleur. Le SS Rittler remarque qu'il se passe quelque chose d'extraordinaire. Il s'écrit Mala pour le bras. De sa main ensanglantée elle le frappe au visage. Rittler cria : « Tu veux être une héroïne ! Mais nous sommes là pour ça, c'est notre travail ! »

« Mala répliqua : « Assassin, bientôt, il vous faudra payer pour toutes les souffrances que nous avons endurées. Filles, n'ayez pas peur ! Leur fin est proche ! A présent, j'en suis sûre, car j'ai été libre ! »

Rittler la frappe avec son revolver. Elle est assommée. « Dans son brouhaha général, on la transporte à la baraque n° 4. Là, elle continue d'encourager ses compagnes : « Na pleurez pas, le jour de la vengeance est proche. Vous entendez, venez-vous de tout ce qu'ils nous ont fait ! »

« Rittler ne peut lui pardonner l'outrage. Elle est encore consciente quand on l'emporte dans une « tragédie » (brancard rudimentaire) vers la chambre à gaz. »

De son côté, Edel était pendu le même jour en public. Lui-même, d'un coup de pied, renversa le tabouret en s'écriant : « Vive la Pologne ! »

En un ultime défi, Mala a fait de sa mort un appel à la révolte. Les coups, les tortures, les injures des SS n'y purent rien. Elle leur a tenu tête jusqu'au bout. A ses compagnes impuissantes, elle a clamé : « Tenez bon, leur fin est proche. » Son dernier cri fut : « N'oubliez jamais ! »

C'est ainsi que Mala, la petite juive d'Anvers, est entrée dans la légende d'Auschwitz. Aujourd'hui encore, des dizaines de rescapés se souviennent qu'elle lui doivent la vie. En accord avec Yad Vashem (l'institut israélien du souvenir), elles ont créé un Fonds Mala Zimetbaum qui attribue, chaque année, un prix à une œuvre consacrée au génocide nazi et à l'héroïsme des juifs européens.

Une de ses compagnes, Sarah Gutfrund, fixée en Israël, s'explique : « Certains nous reprochent, tant d'années après la fin du cauchemar, de rappeler tout cela. J'entends souvent dire : « Asses de pleurs, assez de commémorations. Il faut oublier toutes ces horreurs. Les gens ne comprennent pas. Il ne faut pas d'horreurs, on gardant vivant le souvenir de Mala, nous saurons d'un moment d'humanité, nous rappellerons que, dans les conditions d'Auschwitz, il y avait des gens qui pouvaient se montrer généreux, solidaires, altruistes, qui pouvaient rester jusqu'à bout des êtres humains. Voilà qui est important pour nous, pour nos enfants. Cela peut être utile. »

Le temps a passé, ensevelissant dans l'oubli des milliers de héros anonymes. Ici et là, un prénom jaillit de la mémoire comme un éclair traversant la fumée opaque des crématrices.

HENRY BULAWKO.

Faux numéro

La vieille dame et son chien

Il y a quelque temps, on a appris de la plume de Méc Luban que le nombre des chiens est en constante progression aux Etats-Unis. J'entends les chiens possédant un maître. C'est que les villes s'affolent de moins en moins comme iloux de rencontres. Or l'homme a besoin d'exister pour quelqu'un. Il en résulte que les gens seules, dans l'impossibilité de découvrir dans le regard d'autrui une raison de vivre, sont obligés de se rabattre sur leurs tristes infirmités.

L'autre matin, coup de fil : je décroche, une voix éplorée demande à parler à une dame dont le patronyme m'est inconnu.

« Décidément, madame, mais il n'y a personne là et c'est bon. »

« Elle n'est pas encore rentrée ? fait l'écoute. »

« Je crôle pouvoir vous assurer que votre correspondante n'a jamais mis les pieds ici. »

« C'est ennuyeux », fait le voix. Je dois le confesser : ma patience a des limites. Sans vouloir couper les ponts, je suis sur le point de raccrocher.

« Ah ! reprend l'écoute, cela fait quinze jours que j'essaie de le toucher, et voilà que c'est vous qui répondez, c'est dommage. » Et elle ajoute :

« Elle est toujours de si bon conseil, toujours si mesurée. Vous savez, quand on est vieux, on a ses misères. On aime bien de se sentir. Mais elle m'avait prévenu : elle parlait en vacances... »

Me souvenant d'avoir été scout,

j'interroge sans enthousiasme :

« Puis-je vous aider ?
— Savez-vous remonter le moral ? interroge l'écoute. »

« Je ne suis pas spécialiste, réplique-je, mais j'ai quelques succès à mon actif. »

Ces références lui suffisent, et le voilà qui déballe ses affaires comme à un médecin de famille :

« Vous savez, Zola, mon techel, j'ai dû l'endormir. »

« Oui, il était fou. C'est à cause de l'eau. A la vue de la malheureuse, il devenait enragé. Dans la rue, c'est pas comode, si chaque fois qu'on croise une flaque, votre chien se met à attaquer les passants. Moi-même, il m'a mordu à l'œil. Mais il avait déjà treize ans et demi. Alors, je l'ai conduit à la Croix bleue et ils l'ont endormi. »

« Emouvante délicatesse de cette vieille dame qui continue de parler de son chien « endormi » :

« Vous savez, physiquement, il n'avait rien : il était moralement malade. Les derniers temps, il était prostré, il se régalait sous les fauteuils. Lui que j'ai connu si joyeux, il sautait, il dansait ! Il mettait vie dans la maison ! Et maintenant tout est si vide, si silencieux, je me sens devenir malade à mon tour... »

« Il ne faut pas vous laisser abattre... » ten la prononçant, je me perçois combien l'expression est malheureuse.

« Je voulais savoir si je devais prendre un nouveau chien. Vous savez : je suis âgée, j'ai quatre-vingt-huit ans, je n'ai peut-être plus

que deux mois à vivre. A la Croix bleue, ils m'ont dit que oui : comme un chien aurait encore deux mois de bonheur. Qu'en pensez-vous ? »

La conversation s'est ainsi poursuivie pendant dix minutes. J'ai été sur le point de demander à la vieille dame pourquoi elle ne s'occupait pas un peu des humains. Mais ses voix était si désolée que je n'en ai pas eu le courage. Peut-être avait-elle tenté d'aller vers les autres, de s'adresser aux mères de famille qui fréquentent son square ou, en désespoir de cause, aux enfants ?

Tous l'avaient ignorée. Comme ses deux nouveaux amis lui ne reçoit jamais de nouvelles : pour ces hommes d'affaires trop absorbés, la vieille femme, avec ses petites infirmités, ses longues afflictions, ne présente aucun intérêt. Alors, il restait Zola.

En cet instant, je ne sais pourquoi, je pense aux lignes du prêtre de Tournai : « Découvrir ce que l'homme a de Dieu... le contempler aussi dans le visage de l'homme... et rendre visage humain à l'homme défiguré... »

Où, le visage de l'homme se modèle dans l'attention que nous nous portons les uns aux autres. On dit que certains êtres prennent le physique des animaux avec lesquels ils vivent : est-ce parce qu'ils n'ont pas trouvé ailleurs de réponse à leurs appels ? Je me suis juré, lorsque je rencontrerai une vieille dame une laisse à la main, de lui demander des nouvelles de son chien : le visage qu'elle lèvera sur moi sera peut-être celui de l'homme transfiguré.

JACQUES VANDER ELST.

UNE SEMAINE A L'OLYMPIC

Débats sur l'homosexualité

La Semaine homosexuelle, organisée à l'Olympic par le Groupe de libération sexuelle-pollitique et quotidien, est terminée. Ce festival, qui n'avait rien à voir avec le cinéma, est né, est mort selon les lois de la programmation. Deux films ont remplacé à l'affiche les inspirations conjuguées du G.L.H.P.O. et de Frédéric Mitterrand (le propriétaire des lieux). Ils avaient eu réserver des surprises, mais peu importe que l'on ait pu voir les intrigues de *Sylvia Cousin* ou *The Queen*, ou *Jaume Filles* en uniforme. Si les films ont enrichi les débats, ils n'ont jamais fait l'objet de discussions. Les responsables du G.L.H.P.O. constatent qu'ils se sont toujours servi du cinéma comme prétexte, comme motivation. Ils auraient eu évidemment beaucoup de choses à dire sur l'utilisation de l'homosexualité dans la production culturelle, sur le prise en charge latente, aussi, entre la lutte des femmes et celle des hommes. Ces derniers ont été relégués lors de la soirée consacrée à l'homosexualité féminine, mais il est vrai que la présence d'hétérosexuels voyants s'était pour la première fois fait sentir, et exclure.

Chaque soir, de 8 heures à minuit, le point de saturation a été atteint. On n'a eu droit qu'à une seule fois, les panneaux de l'exposition, où les

témoignages, les affiches, les manifestes, les collages, projetaient le même libéré d'expression que les débats suscitaient le soir. Personne n'avait prévu l'ampleur que cela prendrait. Au point que la parti communiste a manqué de ses militants pour rappeler qu'il était opposé à toutes les répressions, dont celles qui frappent l'homosexualité.

Le public avait sélectionné ses centres d'intérêt. Ce ne sont pas tout à fait les mêmes qui sont venus débattre sur les « travestissements » ou le pédéraste. Mais il y avait, constante, une curiosité évidente et parole agressive, et seule l'intelligence exemplaire de l'organisation a évité les incidents qui n'auraient pas manqué de se produire si la violence n'avait pas été canalisée dans les prises de parole. Il y avait trop de choses à dire, trop d'incompréhensions et de drames à dénoncer, trop de conflits latents, aussi, entre la lutte des femmes et celle des hommes. Ces derniers ont été relégués lors de la soirée consacrée à l'homosexualité féminine, mais il est vrai que la présence d'hétérosexuels voyants s'était pour la première fois fait sentir, et exclure.

Le bel organisé dans la nuit samedi à dimanche avait attiré à toute beaucoup plus espérée, étrange que les « A.G. ». Ce n'est pas plus étonnant que les grands bruyards ou le faubourg Saint-Germain à la même heure, s'était simplifié à mille personnes voulant dans à « l'Entrée » et n'étaient pas d'accéder à ce loisir que la société n'a pas encore admise. Dans la nuit, il y avait des couples, des qui échangeaient des adresses, des qui se renseignaient (« comment une femme peut-elle aimer une autre femme ? »). Quelques habitués des salles spécialisées dans les « non-homosexuels », se sont égarés milieu d'une foule plutôt jeune, plutôt intellectuelle, et bien peu « paillasse ». Il y avait aussi des philosophes, ceux-là ne voyaient rien, toute façon, s'il y avait tout compris, y avait-il quelque chose à voir ? Personne n'était plus déçu, selon son sexe (homme ou femme, hétéro ou homo). Il y avait seulement des individus venus par curiosité attirés par la confrontation d'idées révolutionnaires et la certitude d'une tolérance à conquérir.

CLAIRE DEYARREUX.

LETTRES

Le verbe et l'oppression

(Suite de la première page.)

Sur « Monsieur le président » plane l'ombre sinistre du tyran Estrada Cabrera, renversé en 1920 ; dans « Vendredi des douleurs », les étudiants organisent un carnaval où l'on brocarde le nouvel « homme fort » du Guatemala, Jorge Ubbio, qui restera au pouvoir de 1931 à 1944. L'Amérique centrale et, ou-delà, l'Amérique latine tout entière semblent étouffées sous le poids de cette méditation sociale qu'est le « couillisme ». Mais « Monsieur le président » qui est certainement, après « Hommes de mots », l'œuvre majeure d'Asturias, est moins le portrait d'un dictateur que la radiographie dénoyautée et sanglante de toute dictature.

Animé par la volonté dénonciatrice qui est encore la marque de la littérature latino-américaine de l'immédiate après-guerre, le roman se présente comme une longue succession d'horreurs, commises par un être à la fois fol et mesquin, discret et pervers, médiocre et tout-puissant : le « Président ». Ce fantôme cruel se tient au-dessus d'un mystère assez épais pour que l'imagination collective retrouve en lui Tohil, la divinité maya-quéchua qui régnait des sacrifices humains. Autour de lui se tissent les mêmes sous-histoires que celle qui apparaît dans certaines pièces de Valle-Inclán : mendicants, ivrognes, gibier de maison close, dégénérés de tout poil ; en face, se déploie la longue chaîne des victimes, dont bien souvent le seul tort est d'avoir encore manifesté un sentiment humain tel que l'amour ou la dignité. Asturias a été l'un des premiers à souligner ce renversement des valeurs propre à toute dictature et cette institution d'un monde où n'existe plus « ni véritable vie, ni véritable mort, ni véritable omélie, ni véritable inimitié » ; une chape de crainte et de méfiance recouvre le pays qui le ramène au temps des

vieilles froyeres mythiques : par une étrange perversion des catégories et par l'institutionnalisation de la corruption, l'usurpateur prend des allures d'ange tutélaire aux ailes ensanglantées.

Mais « Monsieur le président » est aussi une « prière verbale ». Pour reprendre une expression qu'Asturias appliquait au roman latino-américain contemporain, — marquée par un déferlement d'images étincelantes et surprenantes, par un lyrisme qui éclate dans des hallucinations et des rêves qui rappellent ceux des surréalistes qu'Asturias avait assidûment fréquentés, — par une accumulation obstinée d'assonances intimes, de métaphores oniriques et de mots éclatés. A partir du réalisme le plus impitoyable, Asturias projette son lecteur dans un univers irréel, au milieu des rythmes d'une musique démoniaque, ou son de laquelle s'agitent des créatures sorties des textes mythologiques mayas (le Popol Vuh ou les Livres de Chilam Balam) ou des bas-reliefs de Chichén-Itzá et de Tikal. Chaque détail sordide possède son prolongement magique que Asturias profite de ce dédoublement pour se livrer à un vertigineux tour de passe-passe verbal.

Dans ce réquisitoire poétiquement tout n'est pas noir, et quelques lueurs d'espoir apparaissent : Asturias affirme sa foi dans la créativité et l'énergie populaire, et dans le pouvoir de réflexion et d'action des jeunes, plus particulièrement, des étudiants. Cette idée s'implante tout au long de son œuvre et elle sous-entend le développement de « Vendredi des douleurs ».

Le titre fait allusion à la grève traditionnelle de l'Université durant la semaine sainte et au carnaval organisé par les étudiants le vendredi saint, à orner, explosif, caustique, blasphématoire... carnaval qui offrait tous les masques et toutes les audaces, face au crime, face au fanatisme, face à la barbarie. Dans cette chronique de la résistance étudiante et populaire à la dictature, Asturias enregistre, avec humour et avec cette faconde colorée qui lui est propre, les réactions des différents milieux sociaux à cette « grève-carnaval » et les discussions, entre étudiants, sur l'opportunité politique de

« tourner en turupinade la tragédie nationale », en dehors de toute action ultérieure. Chacun, dans son roman, verra sa vie plus ou moins remise en question par cette corade qui tournera à l'émeute. Ecardo Tantonis, un étudiant droit, devra sacrifier sa vie sentimentale à ses convictions et il se confronte aux questions qui n'ont cessé de hanter Asturias : le rôle de l'intellectuel (et de l'artiste) dans une société où règnent misère et l'injustice ; les possibilités et les limites de son action face à l'iniquité du pouvoir ; l'utilité ou l'inutilité de la révolte face à un système répressif impitoyable et pervers.

Au crépuscule de sa vie, Asturias n'avait nullement perdu son habit à nouer et à délier les fils d'une intrigue, à faire déboucher les drames personnels sur les drames de perpétuité de la mémoire et l'inconscient collectif, à passer la truchement populaire aux « sions » hallucinées et aux monologues « délinants », à greffer l'actualité de l'observation sociopolitique l'ampleur fabuleuse de l'imagination.

CLAUDE FELL.

* Monsieur le président. Nouvelle traduction de l'espagnol d'après le texte définitif de l'auteur, par Georges Pillemer et Daria Roubini. Albin Michel, 352 pages, 45 francs.
* Vendredi des douleurs. Traduit de l'espagnol par Claude Fell. Albin Michel, 31 pages, 45 francs.

révisions intensives
bac math
16 mai et 11 juin

bepe math
2 mai et 11 juin

SOS MATH
rue de MONCEAU - 75014 PARIS
Métro : Étoile ou St-Philippe

SUISSE
VILLARS-SUR-OLLON
altitude 1.300 m
A VENDRE
dans domaine privé avec environnement protégé
APPARTEMENTS DE LUXE
dans
CHALET TYPIQUES
de 5 à 10 appart. seulement
VUE PANORAMIQUE
Crédit 80 % sur 20 ans intérêt 6,4 %
S'adresser au constructeur
IMMOBILIER DE VILLARS SA
Case postale 82
CH-1884 VILLARS-SUR-OLLON
Tél. 025/31039 et 32205

Maladresses

CLAUDE FELL

Santo

Juste co lita

ÉDUCATION

JEUNESSE

A L'OLYMPIC

NT UN CONGRÈS DE CHEFS D'ÉTABLISSEMENT

sur l'homosexualité

M. René Haby annonce un texte lutter contre la « politisation » des lycées

De notre envoyé spécial

Le ministre de l'éducation nationale, René Haby, a annoncé hier, lors d'un congrès de chefs d'établissement, un texte qui vise à lutter contre la « politisation » des lycées. Ce texte, qui sera soumis au conseil d'administration de l'éducation nationale, vise à renforcer le rôle de l'enseignement public et à lutter contre les influences politiques extérieures. Haby a déclaré que le ministère de l'éducation nationale est déterminé à défendre l'indépendance de l'enseignement public et à garantir la qualité de l'éducation. Il a souligné que les lycées doivent rester des lieux de formation et de culture, et non des lieux de propagande politique.

leur courage ceux qui sont responsables de ces maladrances. Mais je comprends aussi le sentiment de solitude des chefs d'établissement qui ne choisissent pas la voie la plus facile. Le directeur du ministère est de ce côté, et il faut pour cela que les recours aux autorités hiérarchiques et aux cellules de vie sociale des inspections académiques leur soit aussi ouvert qu'aux contestataires.

Le rôle d'informateur

Le ministre de l'éducation a fait l'éloge de la fonction de chef d'établissement, et a plaidé en faveur de son autorité. Depuis dix ans, a-t-il noté, la concertation s'est étendue, les interlocuteurs des chefs d'établissement se multiplient, mais elle ne doit pas être incompatible avec le maintien et le renforcement de l'autorité. M. René Haby a annoncé son intention, en ce sujet, de rétablir le « grade » de chef d'établissement supprimé par un décret du 30 mai 1969. Il a invité ces chefs d'établissement à être des informateurs. « C'est, a-t-il déclaré, dans ce rôle d'informateurs que vous pouvez avoir la véritable synthèse de la concertation et de l'autorité. »

« Maladrances »

Il n'y est pas allé par quatre dans son intervention au S.N.P.A.L.E.S. Le ministre de l'éducation n'a pas seulement fait l'éloge de l'autorité, et réclamé aux chefs d'établissement de prêter la main à son « boycottage ». Il a aussi évoqué les « maladrances » ou « maladroits », ces jeunes qui, par leur comportement, nuisent à l'autorité de l'enseignement. M. Haby a déclaré que le ministère de l'éducation nationale est déterminé à lutter contre ces « maladrances » et à garantir la qualité de l'éducation. Il a souligné que les lycées doivent rester des lieux de formation et de culture, et non des lieux de propagande politique.

ne paraît pas avoir souffert, au cours de sa carrière administrative, de son appartenance à la « majorité présidentielle ». Combien de recteurs, par exemple, appartenant à des organes dirigeants du parti socialiste ou du P.C.F. ? Combien ont bénéficié d'un « déplacement de faveur » pour pouvoir se présenter aux élections ?

En plaidant pour les « maladrants », M. Haby plaiderait-il pour lui-même ? Les suggestions du ministre de l'éducation reviennent aujourd'hui à favoriser les provinciaux par rapport au gouvernement. Cela s'est toujours fait, et sous tous les régimes. Mais jusqu'à présent cela ne se disait pas.

na parmi leurs pairs. Mais va un peu loin en laissant qu'ils sont moins bien que les « contestataires », ces autorités hiérarchiques, ces entités souvent parties d'établissements victimes de leur fidélité au ment.

cler que quelques affaires Mme Françoise Ruffier, et à des degrés divers, ne pas appartenir à la On rencontre peu d'hommes et parmi ceux qui ont fait ces années une brillante — et rapide — ascension dans l'éducation et M. Haby lui-même.

Le ministre de l'éducation nationale, René Haby, a annoncé hier, lors d'un congrès de chefs d'établissement, un texte qui vise à lutter contre la « politisation » des lycées. Ce texte, qui sera soumis au conseil d'administration de l'éducation nationale, vise à renforcer le rôle de l'enseignement public et à lutter contre les influences politiques extérieures. Haby a déclaré que le ministère de l'éducation nationale est déterminé à défendre l'indépendance de l'enseignement public et à garantir la qualité de l'éducation. Il a souligné que les lycées doivent rester des lieux de formation et de culture, et non des lieux de propagande politique.

Le ministre de l'éducation nationale, René Haby, a annoncé hier, lors d'un congrès de chefs d'établissement, un texte qui vise à lutter contre la « politisation » des lycées. Ce texte, qui sera soumis au conseil d'administration de l'éducation nationale, vise à renforcer le rôle de l'enseignement public et à lutter contre les influences politiques extérieures. Haby a déclaré que le ministère de l'éducation nationale est déterminé à défendre l'indépendance de l'enseignement public et à garantir la qualité de l'éducation. Il a souligné que les lycées doivent rester des lieux de formation et de culture, et non des lieux de propagande politique.

Le ministre de l'éducation nationale, René Haby, a annoncé hier, lors d'un congrès de chefs d'établissement, un texte qui vise à lutter contre la « politisation » des lycées. Ce texte, qui sera soumis au conseil d'administration de l'éducation nationale, vise à renforcer le rôle de l'enseignement public et à lutter contre les influences politiques extérieures. Haby a déclaré que le ministère de l'éducation nationale est déterminé à défendre l'indépendance de l'enseignement public et à garantir la qualité de l'éducation. Il a souligné que les lycées doivent rester des lieux de formation et de culture, et non des lieux de propagande politique.

A SAINT-MALO Le bonheur sage d'un foyer de jeunes travailleurs

De notre correspondant

Saint-Malo. — Alain joue négativement avec sa pipe éteinte ; il guette plus qu'il ne regarde son interlocuteur. Son histoire n'est pas convulsive — est une histoire d'attente, d'attente de l'effet produit, il se moque par bribes, sans commentaires : « Seize ans, apprenti cuisinier. » Il pense avoir tout dit. Il faut résumer les détails : il a travaillé sur le dos toute la journée ; un salaire qui atteint depuis peu 240 F par mois. Quelques amis avec son employeur pour des heures de plus, pas très régulières. Pour entrer en apprentissage, Alain a quitté Fougères et sa famille (huit enfants) et s'est installé à Saint-Malo. « Pas question, précise-t-il, de demander de l'argent aux parents. » Il doit subvenir entièrement à ses besoins. Adieu, mi-molette, il assure qu'il y parvient mais « de justesse ».

Alain ne paraît connaître ni révolte ni amertume. Il accepte son sort et, insiste-t-il, prépare son avenir. De quel se plaindrait-il ? Résident du foyer de jeunes travailleurs de Saint-Malo, il semble y avoir trouvé la solution de ses problèmes. Subitement, Alain devient bavard : il énumère, explique, vante les merites du foyer.

Loin de sa famille et de ses amis, il y est fait d'autres amis, rapidement. « Des bons copains, assure-t-il, pas de ceux qu'on rencontre dans les cafés. » Le directeur du foyer a alerté les syndicats lorsque Alain a découvert que ses feuilles de paie n'étaient pas régulières. « Il connaît les lois, il sait qu'il faut, remarque Alain, moi pas. » Et la télévision ? Avec son maigre salaire, il n'aurait jamais pu acquiescer un récepteur. « Au foyer, c'est gratuit. » Comme pour convaincre, Alain ajoute : « Ici on est heureux comme des rois. » Un royaume ? Plus modestement, le fondateur du foyer voulait en faire, il y a vingt-deux ans, « une maison du bonheur ».

Le foyer porte encore ce nom et continue, à en croire les résidents, à le mériter. L'abbé Patrick Varangot, soixante-huit ans, en est rassuré. « Les journaux, soupire-t-il, ne parlent que des foyers à histoires, alors les gens généralisent : les foyers sont des maisons de redressement. » Les jeunes travailleurs des délinquants et les éducateurs des délinquants. Mais c'est tout différent. L'abbé Varangot se méfie étroitement à l'histoire du foyer. En 1948, il est aumônier des œuvres sociales de la région maritime. Il s'installe dans la grande bâtisse grise communautaire de dominicaux vient de quitter pour rejoindre le couvent de l'Arbre, près de Lyon. Il manque de tout : de la nourriture, de la campagne, de la vieillesse venant de la campagne avoisinante se présentent. Ils ne

peut plus simplement autour d'une guitare et cela, ajoute-t-il, soulage financièrement le foyer.

Depuis 1975, l'abbé Varangot n'est plus directeur. M. Michel Houdusse, trente et un ans, catholique, marié, deux enfants, lui a succédé. Les quatre-vingt-cinq pensionnaires ne participent plus aux travaux ménagers ou à l'entretien. Mais ils sont chargés de gérer la bibliothèque (où l'on réclame surtout des bandes dessinées), le bar (où on ne sert que des boissons sans alcool), le club musique, le laboratoire photo, l'atelier radio et la salle de lecture.

Il y a quelques années, à l'initiative de jeunes chambres économiques, une dizaine de résidents ont créé une mini-entreprise, avec ses actionnaires, son P.D.G., ses techniciens et ses travailleurs. Elle produit cette année des miroirs et les vend à des amis ou sur les marchés. « Nous savons tout désormais sur le fonctionnement d'une entreprise », explique Roland, dix-huit ans, secrétaire-décorateur, et P.D.G. de cette mini-société.

Le bar et l'entreprise sont antagónicos. Avec plus ou moins de succès. Les autres clubs et ateliers ont renoncé à cette formule. M. Houdusse ne dissimule pas l'échec. « Nous avons été paternalistes. Conséquence : les jeunes travailleurs se conduisent beaucoup trop comme des assistés. » S'ils participent aux assemblées générales (trimestrielles) ou aux conseils de maison (ouverts aux pensionnaires responsables des ateliers), les jeunes comptent beaucoup sur la direction pour résoudre leurs problèmes. « Si on fait appel à un syndicat pour régler un conflit avec un employeur, regrette M. Houdusse, cela ne les incite pas pour autant à adhérer à ce syndicat. Cela ne les intéresse pas. » Pas plus que ne semblent les intéresser les réunions d'information politique ou syndicale, organisées sur place.

M. Houdusse reconnaît que n'importe pas qui veut au foyer. « Nous refusons les aventuriers, précise-t-il. Si quelqu'un se présente venant de l'autre bout de la France, ayant eu plusieurs emplois, s'il n'a pas l'air sérieux, ne l'acceptons pas. » Mais tous semblent accepter cette règle du jeu. Comme ils acceptent que l'un d'eux soit renvoyé pour avoir « manqué de respect » à un membre du personnel ou invité une jeune fille dans sa chambre. « Nous ne pouvons pas accepter, dit encore M. Houdusse, des situations que les résidents n'acceptent pas. »

Foyer sans histoire, la « Maison du Bonheur », affiche complet. Ses pensionnaires refusent le service militaire. On n'abandonne pas facilement un bonjour si sage.

ANDRÉ MEURY.

LES PREMIERS JEUX EUROPÉENS AURONT LIEU EN 1979 A MULHOUSE

Réunis à Paris à l'initiative du secrétaire d'Etat français à la jeunesse et aux sports, M. Jean-Pierre Soisson, les ministres des sports des dix-neuf pays membres du Conseil de l'Europe ont adopté le principe de l'organisation des premiers Jeux européens de la jeunesse en 1979, à Mulhouse.

DÉFENSE

La fin de la visite du prince héritier d'Abou-Dhabi

LA FRANCE ET LES ÉMIRATS ARABES UNIS SIGNENT UN ACCORD DE COOPÉRATION MILITAIRE

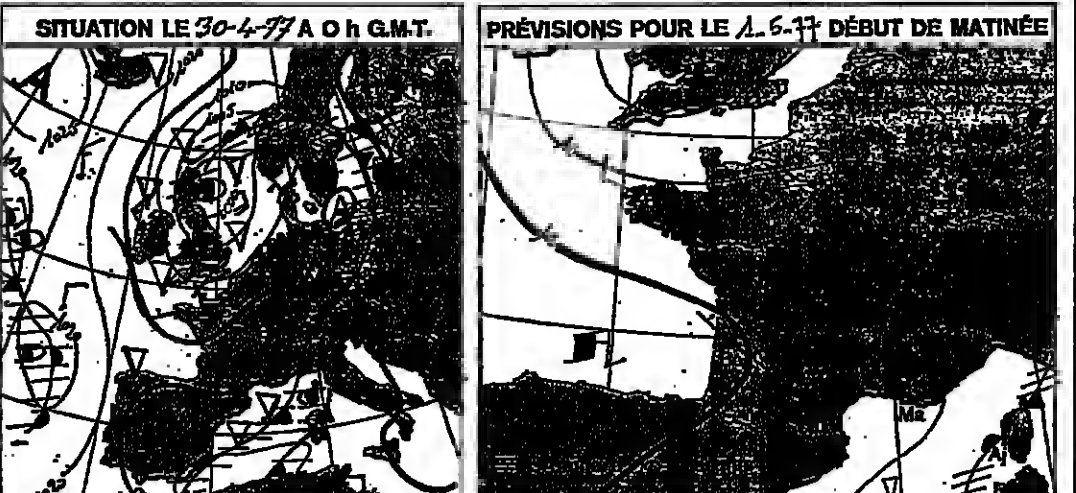
Un accord de coopération militaire entre la France et l'Etat des Emirats arabes unis (E.A.U.) a été conclu à l'issue de la visite de quatre jours en France du cheikh Khalifa Ben Zayed Al Nahyan, prince héritier d'Abou-Dhabi et vice-commandant en chef des forces armées de l'E.A.U. Cet accord, portant sur la fourniture d'équipements, d'armements et d'assistance technique aux forces armées de l'E.A.U., a été signé vendredi 28 avril par M. Yvon Bourges, ministre de la défense et le prince Khalifa. Jusqu'à présent, la France avait fourni à cet Etat seize chars AMX équipés de canons de 155 mm, quatorze Mirage-5, des hélicoptères (Cinq Alouette-III et cinq Fuma) ainsi que quelques avions F4U.

Le cheikh Khalifa a été reçu vendredi matin par le président de la République. A l'issue de cet entretien, il a indiqué qu'il avait renouvelé de la part de son père, le cheikh Zayed, une invitation à M. Giscard d'Estaing à se rendre à Abou-Dhabi. Le président français a accepté, a-t-on précisé de source arabe. Le même invitation a été faite à M. Yvon Bourges.

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE

MOTS CROISÉS



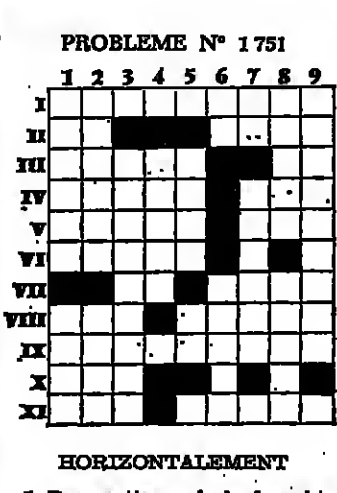
Evolution probable du temps en France entre le samedi 30 avril à 0 heures et le dimanche 1er mai à 06 heures : Des masses d'air frais et instables venues du nord continueront à donner un temps assez beau sur la plus grande partie de la France, mais des perturbations d'origine méditerranéenne et atlantique affecteront passagèrement nos régions du Sud-Est. Dimanche 1er mai, les nuages seront souvent abondants en Corse et dans le sud des Alpes ; ils ne

Santé

Le ministre de la santé a demandé, dans un communiqué, aux quatre-vingt-seize passagers ayant emprunté le vol U.T.A. 522, parti d'Abidjan le 20 avril via Freetown et Bamako, et arrivés le 21 avril à Roissy-Charles-de-Gaulle, de se présenter rapidement à leur médecin traitant ou au centre hospitalier le plus proche pour se faire examiner.

A L'HOTEL DROUOT

Lundi EXPOSITION 11. — Objets d'art, beaux meubles 10 et 19. VENTE 2. — Import. bibl. livres anc. 17, 18, 19, belles reliures. 5. 15. — Décorations.



1. Des partisans de la franchise totale. — II. Extrait d'alots ; Protège ce qu'on digne lui confier. — III. Gentil les poches des Italiens ; Réunit de nombreuses étoiles (abréviation). — IV. Dans une conduite de Grenoble ; Ses actes, présent à rire. — V. Sa plume est légère ; Reflète parfois des vols de cigogne. VII. Ils ont toujours peur d'être en retard. — VIII. N'exige pas un gros effort épistolaire ; Etre inférieur. — IX. Un drame de la rupture. — X. En Angleterre, fond comme neige au soleil. — XI. Inscrit sur un registre municipal ; Figure mythologique.

VERTICALEMENT

1. Oni toujours une marotte ; Marque une détente quand elle est tendue. — 2. Blanc ou noir ; Petit poids. — 3. Craintive. — 4. Il n'y faisait pas froid. — 5. Ordre de service ; Elle ne sait où aller (épée). — 6. Fin de participation ; Fait semblant. — 7. Terme musical ; Bonnes recrues pour un polémiste. — 8. Proche de Paris ; Bonne pâte. — 9. Très rudimentaire.

Solution du problème n° 1750

Horizontalement I. Sténographe ; Car ref « coucou ». — II. Urnée ; Amère. — III. Lées ; R.P. ; Ubu ; Lev. — IV. Upercut ; Kane. — V. Col ; Doser ; Do ; EL ; VI. Ute ; Esk. — VII. Le ; F.P. ; Salades. — VIII. Lé ; Or ; Amaranthes. — IX. François ; Net. — X. St ; Couru ; Turde. — XI. Ore ; Irum ; Iéna. — XII. Cris ; Petons ; Du. — XIII. Ete ; Etou ; EO ; Lu. — XIV. Nu ; Sains ; Usé. — XV. Sebou ; Tentateur.

VERTICALEMENT

1. Lucullus ; Cens. — 2. Tripotée ; Torne. — 3. Epie ; Ric. — 4. Nées ; Foces ; SO. — 5. Or ; RD ; Frac ; Seau. — 6. Garçon ; Nu ; TI. — 7. Repus ; Sacripant. — 8. At ; Te ; Amoureuse. — 9. Feu ; Rial ; Uu. — 10. Su ; Amné. — 11. Eau ; Dada ; Nona. — 12. KO ; Ennuis ; St. — 13. Cela ; Estère ; Lee. — 14. Arènes ; Etendu. — 15. Révoltes ; Eau ; Or.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 30 avril 1977 : DES DECRETS ● Portant modification des circonscriptions administratives territoriales ; ● Portant création et organisation de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications et de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications de Bretagne. UN ARRETE ● Pris en application de l'article R. 123 du code de la route fixant les conditions de reconnaissance et d'échange des permis de conduire délivrés à l'étranger et circulaire du 28 mars 1977 relative à l'application des dispositions de cet arrêté.

PIERRE
A LA FONTAINE GAILLON
F/Dim. OPE. 57-04. Place Gaillon
Maison de réputation mondiale
SA CARTE et ses spécialités
du SUD-OUEST
Déjeun. d'affaires
DIN. à part. 19 F.
MENU 50 F

STUDIO CUJAS
1944-1945-1946-1947
L'HISTOIRE D'ADELE H
à 12 F. et 15 F. (à part)
Cf. Guide du Cinéma
20, RUE CUJAS 5 - 033-89-22

ARLETTE THOMAS
et **PIERRE PEYROU**
vous invitent le
DIMANCHE 1^{er} MAI
de 11h à 24 h
THEATRE PRESENT
PORTES OUVERTES
Théâtre, musique, cinéma, ateliers,
rencontres, buffet
Spectacle enfants NON STOP
ENTRÉE GRATUITE
211, av. Jean-Jacques (Pte Pantin)
Renseign. : 203-02-55

BIENTOT
Un film de Brian de Palma
OBSESSION
Un Love Story
à la Hitchcock.
avec Cliff Robertson & Genevieve Bujold.

MARIGNAN PATHÉ - GAUMONT OPÉRA - QUINTETTE
MONTMARTRE 83 - GAUMONT GAMBETTA

MICHEL SEYDOUX présente
PHILIPPE LEOTARD - ALBERT DRAY - ZOË CHAUVEAU
DANIEL DUVAL



L'OMBRE DES CHATEAUX
YVES BENEYTON-DALIO
avec STÉPHANE BOUY - JENNY CLIVE - MARTINE FERRER - LOUÏSE CHEVALER
Bénédict de la critique: "L'Œuvre" (20 mai 1977) "L'Express" (27 mai 1977) "Le Monde" (2 mai 1977) "Libération" (2 mai 1977) "France Presse" (2 mai 1977) "Radio France" (2 mai 1977) "Europe 1" (2 mai 1977) "Europe 2" (2 mai 1977) "Europe 3" (2 mai 1977) "Europe 4" (2 mai 1977) "Europe 5" (2 mai 1977) "Europe 6" (2 mai 1977) "Europe 7" (2 mai 1977) "Europe 8" (2 mai 1977) "Europe 9" (2 mai 1977) "Europe 10" (2 mai 1977) "Europe 11" (2 mai 1977) "Europe 12" (2 mai 1977) "Europe 13" (2 mai 1977) "Europe 14" (2 mai 1977) "Europe 15" (2 mai 1977) "Europe 16" (2 mai 1977) "Europe 17" (2 mai 1977) "Europe 18" (2 mai 1977) "Europe 19" (2 mai 1977) "Europe 20" (2 mai 1977) "Europe 21" (2 mai 1977) "Europe 22" (2 mai 1977) "Europe 23" (2 mai 1977) "Europe 24" (2 mai 1977) "Europe 25" (2 mai 1977) "Europe 26" (2 mai 1977) "Europe 27" (2 mai 1977) "Europe 28" (2 mai 1977) "Europe 29" (2 mai 1977) "Europe 30" (2 mai 1977) "Europe 31" (2 mai 1977) "Europe 32" (2 mai 1977) "Europe 33" (2 mai 1977) "Europe 34" (2 mai 1977) "Europe 35" (2 mai 1977) "Europe 36" (2 mai 1977) "Europe 37" (2 mai 1977) "Europe 38" (2 mai 1977) "Europe 39" (2 mai 1977) "Europe 40" (2 mai 1977) "Europe 41" (2 mai 1977) "Europe 42" (2 mai 1977) "Europe 43" (2 mai 1977) "Europe 44" (2 mai 1977) "Europe 45" (2 mai 1977) "Europe 46" (2 mai 1977) "Europe 47" (2 mai 1977) "Europe 48" (2 mai 1977) "Europe 49" (2 mai 1977) "Europe 50" (2 mai 1977) "Europe 51" (2 mai 1977) "Europe 52" (2 mai 1977) "Europe 53" (2 mai 1977) "Europe 54" (2 mai 1977) "Europe 55" (2 mai 1977) "Europe 56" (2 mai 1977) "Europe 57" (2 mai 1977) "Europe 58" (2 mai 1977) "Europe 59" (2 mai 1977) "Europe 60" (2 mai 1977) "Europe 61" (2 mai 1977) "Europe 62" (2 mai 1977) "Europe 63" (2 mai 1977) "Europe 64" (2 mai 1977) "Europe 65" (2 mai 1977) "Europe 66" (2 mai 1977) "Europe 67" (2 mai 1977) "Europe 68" (2 mai 1977) "Europe 69" (2 mai 1977) "Europe 70" (2 mai 1977) "Europe 71" (2 mai 1977) "Europe 72" (2 mai 1977) "Europe 73" (2 mai 1977) "Europe 74" (2 mai 1977) "Europe 75" (2 mai 1977) "Europe 76" (2 mai 1977) "Europe 77" (2 mai 1977) "Europe 78" (2 mai 1977) "Europe 79" (2 mai 1977) "Europe 80" (2 mai 1977) "Europe 81" (2 mai 1977) "Europe 82" (2 mai 1977) "Europe 83" (2 mai 1977) "Europe 84" (2 mai 1977) "Europe 85" (2 mai 1977) "Europe 86" (2 mai 1977) "Europe 87" (2 mai 1977) "Europe 88" (2 mai 1977) "Europe 89" (2 mai 1977) "Europe 90" (2 mai 1977) "Europe 91" (2 mai 1977) "Europe 92" (2 mai 1977) "Europe 93" (2 mai 1977) "Europe 94" (2 mai 1977) "Europe 95" (2 mai 1977) "Europe 96" (2 mai 1977) "Europe 97" (2 mai 1977) "Europe 98" (2 mai 1977) "Europe 99" (2 mai 1977) "Europe 100" (2 mai 1977)

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES v.o. - STUDIO SAINT-GERMAIN v.o.
MONTMARTRE 83 v.o. et v.f. - GAUMONT CONVENTION v.f.
IMPERIAL PATHÉ v.f. - TRICYCLE Asnières - GAUMONT Evry - ENGHEN

L'HERITAGE
DOMINIQUE SANDA:
GRAND PRIX D'INTERPRÉTATION CANNES 1976.

VOTRE TABLE CE SOIR
• Ambiance musicale. • Orchestre. • P.M.E. : Prix moyen du repas. • J. h. : ouvert jusqu'à h.
LAFEROUSE 324-88-04 On sert jusqu'à 23 h. Grande carte. Menu S.C. D.J. 60 F. Dîner 90 F.
51, quai Grands-Augustins, 6^e. T.I.J. et menu dégust. avec 7 spés. 135 F. Ses salons de 20 à 40 couverts.
BISTRO DE LA GARE MICHEL OLIVIER propose pour 25,50 F. s.a.c. (25,50 s.a.) sa nouvelle
68, bd du Montparnasse, 6^e. T.I.J. formule « 3 hors-d'œuvres » à 9 plats au choix à 15,50 F. à 1 h. du matin.
LE PETIT POISSON F./M. Un cadre ravissant au plein cœur de Montparnasse. Environ 70 F.
29, r. Montparnasse, 14^e. 833-35-10

DINERS - SPECTACLES
L'ŒUVRE DU BOIS 722-94-92 Marcel BÉRIER présente: Claude Véra, le Groupe Malambo Latino.
Porte Maillot T.I.J. Spect. prés. par J.-M. Froeller • Trio L. Harvet. Menu 135 F. vin comp.

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

« BÉRÉNICE » à la Cité universitaire

La raison d'être d'un rendu impossible le bel amour de la reine de Palestine. Bérénice a fini par entendre les raisonnements de Titus. Elle qui se révoltait sa femme son épouse, acceptera la dure loi de Rome. Bérénice restera seule. Cette histoire d'une séparation est l'un des plus magnifiques poèmes que Racine nous ait donnés : à cause, peut-être, de ses vers inoubliables, Bérénice n'est pas une pièce facile à lire au théâtre.

André Casellas a mis en scène trois personnages, suivis de leur ombre. Une confidente, Phénice, écoute les douleurs de Bérénice : Fabienne Margaria, toute droite et silencieuse, comprend sa maîtresse, cette femme tant éprouvée, femme aimée par deux hommes, deux amis depuis longtemps. Antiochus, le roi de Comagène, devra lui aussi dire adieu à son rêve. Bérénice jamais ne sera à lui. Il ne lui restera qu'Assace, son confident vêtu de gris, pour le consoler. André Casellas est celui-là, un Antiochus tout rentré au-dedans de lui-même : sa manière d'être, les tremblements nerveux de ses lèvres, ses rictus qu'on croirait parfois sourires,

font un peu mal. Titus, lui, souffre autrement : il est un homme de décision, celui qui toujours aura le pouvoir. Il s'appelle ici Philippe Bonlelet et affronte sa reine, Rachel Salif, qui n'est point une jeune fille ébérée, mais une vraie femme, un peu forte, au visage déjà marqué. Un beau visage, des yeux qui savent parler, crier même.

André Casellas a imposé à ses acteurs sa façon de marcher, de sentir. Ils sont parfois prisonniers de ses attitudes à lui. Ils ne bougent pas. Leur regard est fixé par l'éclairage vertical, par un maquillage méchant. Ils sont prisonniers de couleurs sinistres. Le mauve passé de la robe de Bérénice, le rouge triste de l'habit de Titus, rappellent des fleurs de cimetières. Pourquoi pas ? Cette Bérénice-là ne parvient pas toujours à retenir ses larmes. À travers son affliction passent, très clairs, très justes — elle les dit bien — les mots de Racine. Une passion insupportable.

MATHILDE LA BARDONNIE
★ Théâtre de la Cité internationale universitaire, 21 h.

Expositions

LE REGARD DE KLIMT

Avec les dessins de Gustav Klimt, il ne reste plus à cette galerie, qui a déjà exposé Egon Schiele (le Monde du 22 mars 1976), qu'à montrer l'œuvre d'Oskar Kokoschka. La triologie viennoise du dessin, tantôt expressionniste, tantôt érotique, sera ainsi complète. De ses trois peintres, Kokoschka, âgé aujourd'hui de quatre-vingt-dix ans, est le dernier survivant. Les deux autres sont morts jeunes. Schiele à vingt-huit ans, Klimt à cinquante-six, le même année, en 1918, l'épave, et son maître des suites de l'épidémie de grippe espagnole qui avait ravagé Vienne.

Il n'y a pas si longtemps, le nom de Klimt était pratiquement inconnu sur les cimaises parisiennes. Cette exposition de trente-deux dessins au crayon — parfois de couleur — ne montrent qu'un aspect de son art. L'expressionniste, mais pas le décorateur Jugendstil. Ces dessins sont faits pour préparer des tableaux. D'où la côté naïf, parfois interrompu à mi-chemin, et finalement « vécu » de ces œuvres tracées sur un mauvais papier jaune. Certaines étaient de simples croquis d'études, séance du regard entre le peintre et son modèle, durant lesquelles Klimt dessinait ses corps abandonnés pour mieux les voir et les connaître. Tous parlent de la femme, le thème mis à nu par un graphisme réaliste, érotique, impudique. C'est du dessin tout pur : on y sent l'œil qui regarde, l'imagination

qui s'enivre, le crayon qui tra-
vaille.

Présence obsessionnelle de personnages qu'on retrouve parfois dans le même posture d'une feuille à l'autre, tels qu'ils ont échoué plus tard sur un tableau. Klimt aurait peut-être deux cents telles, mais ses dessins seraient innombrables. Chez cet homme qui parlait peu, le dessin était la matière du discours quotidien et l'instrument d'exploration de son monde intime.

Ces feuilles de papier ne devaient pas quitter les cartons de son atelier. Leur érotisme morbide et leur réalisme transgressif scandalisaient une Vienne que les idées de Freud, contemporaines de Klimt, ébranlaient déjà. Hormis ses grands travaux d'art décoratif qui ont accompagné l'architecture, dont il était une des figures de proue, Klimt était mal avec les hommes au pouvoir : ils ne voyaient pas d'un très bon œil les libertés que prenait sa peinture avec la morale bourgeoise. Mais il était bien avec leurs femmes, dont il était le portraitiste préféré au temps de la Belle Époque. Les dames de la bonne société qui posaient volontiers pour l'artiste l'ignoraient sans doute dans ces travaux d'atelier, parfois secrets, illégitimes, sortis joliment au grand jour comme des œuvres d'art autonomes.

JACQUES MICHEL
★ Dessins de Gustav Klimt, galerie Octave Segré, 23, rue de Selva.

Cinéma

« FERDINAND LE RADICAL » d'Alexander Kluge

Ferdinand a été exclu de la police. A cet homme qui aime que l'arrestation soit précédée du crime, ses supérieurs reprochaient certains excès de zèle.

Voilà donc Ferdinand recyclé dans le privé. Il est maintenant chargé d'assurer la sécurité d'une entreprise industrielle. Tâche exaltante, mission digne de ses capacités. Car pour Ferdinand l'ennemi est partout. Bien qu'on lui conseille la modération, c'est en vrai chef de guerre qu'il dirige sa milice de vigiles. Il réorganise l'espionnage, coumet ses troupes à un entraînement intensif, vérifie jour et nuit les systèmes d'alarme, fouille les poches des invités patron... L'ennemi extérieur tendant à paraître et les syndicats se tenant tranquilles, Ferdinand arrive à suspecter le P.-D.G. lui-même. Mais sa « clairvoyance », une fois encore, est mal récompensée. Il est mis à la porte. Ferdinand décide alors de frapper un grand coup. Pour démontrer que, dans un pays qui pratique le laxisme à l'égard des mauvais citoyens, nul n'est à l'abri de la subversion, il dre sur un ministre. Arrêté, il déclare avoir agi dans l'intérêt général. Il est temps, dit-il, que nous ayons le droit de faire ce que nous pouvons faire.

Le film d'Alexander Kluge (Herta G., les artistes sous le chapiteau : ne pas rater) est à la fois une comédie de caractère et une comédie politique. Ferdinand aime l'« ordre » comme Harpagon aime l'argent. Sa passion est délicate, obsessionnelle, elle s'est développée en lui comme une tumeur, elle a transformé ce fonctionnaire consciencieux en une sorte de monstre odieux et pathétique. Ferdinand n'a pas d'amie et la seule femme qu'il connaisse est une voleuse qu'il a mise dans son lit pour mieux la surveiller. Persuadé de détenir la vérité, il accepte sans sourciller les insultes et les dévouements. Rien ne peut freiner son besoin de « servir ». C'est cette obstination et cette conscience, professionnelles dévoyées qui le rendent dangereux.

La moralité de la fable est que nous-mêmes des fanatiques de discipline, des techniciens de sécurité, semble dire Kluge à ses compatriotes. Certes, Ferdinand, un mélo, un imbécile, mais qu'il représente dépasse la limite de ses piètres fonctions. A l'excès la goût de l'ordre peut durer un peuple, on en a eu l'exemple dans les années 30, sont les Ferdinand de l'époque sont devenus les chiens de garde de ce super-Ferdinand qui s'appelle Hitler... Tout cela murmuré, entendu, Kluge refusant l'allégorie grossière aussi bien que le didactisme.

C'est pile Ferdinand le radical un film dramatique, côté face et un film drôle. D'une drôlerie et de caustique. Kluge procède petites touches, par petites (parfois un peu lourdauds). Les petites aberrances de Ferdinand l'intérieur de l'entreprise ont criés dans un style réaliste, comme autant de « choses vues » (Kluge affirme d'ailleurs, n'avoir rien inventé). Et le comique — l'ironie aussi — naît de l'agitation typique de ce cerbère qui vit dans l'attente d'un éternel complot, attend inlassablement ses « Tartares » et qui finalement flaque la page partout où il passe.

Le rôle de Ferdinand est tenu par Heinz Schubert, acteur de grand talent venu du Berliner Ensemble. Schubert a beaucoup joué Brecht, pour des millions d'Allemands, est avant tout le héros d'un feuilleton de télévision où il incarne l'« immense Alfred », un père famille qui croit avoir le génie de l'organisation. Dans Ferdinand le radical, il évite la caricature et on relit le bonnet foncé personnel : taille moyenne, regard étalé, signes particuliers, rien d'un homme dont la sottise et les idées fixes sont d'autant plus redoutables qu'il ressemble à tout le monde.

JEAN DE BARONCELLI

★ La Cite, Studio Gitt-Le-Cour, Pagode, Olympic (v.o.).

« ADOPTION », de Marta Meszaro

Kata, quarante-deux ans, travaille dans une petite usine et habite dans un village. A ses heures de loisir, elle fabrique des cadres dans le vieux atelier de son père, qui était menuisier. Célibataire, elle a un amant, un camarade de travail qui est marié, lui, et qui a deux enfants. Le film (la sublimé, tourné en 1975) de Marta Meszaro, qui fut la femme de Miklos Jancso, commence à peu près au moment où Kata fait part à son amant, Jozse, de son désir d'être mère. Il en est contrarié.

Tout part de ce désir de maternité dont on peut dire qu'il n'est pas raisonnable. Mais Kata ne raisonne pas. Elle éprouve, brusquement, dans son corps — ce corps qu'on a vu dans l'intimité et le lever, sous la douche, dans le travail, — un besoin de changement, de réalisation. Cette femme aux traits marqués, vieillies,

veut que son existence prenne tout sens. Du coup, elle regarde autour d'elle avec d'autres yeux, cherche à sortir de sa solitude, se faire comprendre, à briser le canon de ses habitudes sociales. Lorsqu'elle se fait entendre sur la visée buriné de Kata, ce visage devient beau parce qu'il reflète ce besoin de s'incarner dans une autre vie. La film est un film personnel : taille moyenne, regard étalé, signes particuliers, rien d'un homme dont la sottise et les idées fixes sont d'autant plus redoutables qu'il ressemble à tout le monde.

De femmes, puisque Kata rencontre une adolescente, placée dans « home » par ses parents auxquels elle n'obéit plus. La jeune fille, Anna, n'est pas exactement délinquante mais associée, encore qu'elle veuille épouser le garçon avec lequel elle a l'air. Entre Kata et Anna, relations sont, d'abord, difficiles. Puis, des liens d'amitié, de complicité, se tissent. Kata a joué un rôle à la mère avec Anna, mais l'adolescente rétive, qui ne veut plus mère, adopte, en quelque sorte, l'attitude de quarante-deux ans, laquelle elle fait comprendre, instinctivement, que rien n'est jamais grand dans la vie, qu'il faut savoir se projeter en charge, aller de l'avant, lui ses propres expériences sans que bonheur soit forcément au bout. C'est Anna qui met Kata sur la chemin de sa solution : ne compter que sur elle-même, adopter un bébé. Il faut donc entendre le titre Adoption comme une sorte de renaissance.

Marta Meszaro cerne avec précision le monde ténébreux des blessés de la vie et, bien que rien ne soit indiqué sur le système économique des pays socialistes, on sent bien que ce système, différent du nôtre, laisse place aux mêmes problèmes, aux mêmes insatisfactions, aux mêmes luttes individuelles, aux mêmes aspirations idéalistes et, même, spiritualistes que les sociétés capitalistes dites « de consommation ». D'où l'aspect universel de cette œuvre où s'éclairent de grands moments d'émotion : Anna consacrant Kata, les visites de Kata à la famille de Jozse et aux parents d'Anna, la noce d'Anna où pleure la tristesse de ses amis du « home » Kata et son bébé dans les bras. Une œuvre admirablement interprétée par Kati Berek et Gyöngyver Vigh.

JACQUES SICLIER

★ Saint-André-des-Arts (v.o.).

« Un régal d'orgues sous tous les drapeaux », à 17 h. 45. Vigiles Saint-Théodore - d'orgues. Paris, du 1^{er} mai au 12 juin.

Juste Colita

SPECTACLES

Cinéma

FERDINAND LE ROI d'Alexander Kluge

théâtres

salles subventionnées

Le Théâtre (G.R.O.P. et G.R.O.P. de la Région de Paris) : Le mariage de Figaro (sam. 20 h. 30).
Le Théâtre (G.R.O.P. de la Région de Paris) : Le mariage de Figaro (sam. 20 h. 30).
Le Théâtre (G.R.O.P. de la Région de Paris) : Le mariage de Figaro (sam. 20 h. 30).

salles municipales

Le Théâtre (G.R.O.P. de la Région de Paris) : Le mariage de Figaro (sam. 20 h. 30).
Le Théâtre (G.R.O.P. de la Région de Paris) : Le mariage de Figaro (sam. 20 h. 30).
Le Théâtre (G.R.O.P. de la Région de Paris) : Le mariage de Figaro (sam. 20 h. 30).

autres salles

Le Théâtre (G.R.O.P. de la Région de Paris) : Le mariage de Figaro (sam. 20 h. 30).
Le Théâtre (G.R.O.P. de la Région de Paris) : Le mariage de Figaro (sam. 20 h. 30).
Le Théâtre (G.R.O.P. de la Région de Paris) : Le mariage de Figaro (sam. 20 h. 30).

Théâtre Compagnie première : I. Sol pour Vanina (sam. 19 h.).
Théâtre Compagnie première : I. Sol pour Vanina (sam. 19 h.).
Théâtre Compagnie première : I. Sol pour Vanina (sam. 19 h.).

Théâtre Compagnie première : I. Sol pour Vanina (sam. 19 h.).
Théâtre Compagnie première : I. Sol pour Vanina (sam. 19 h.).
Théâtre Compagnie première : I. Sol pour Vanina (sam. 19 h.).

Théâtre Compagnie première : I. Sol pour Vanina (sam. 19 h.).
Théâtre Compagnie première : I. Sol pour Vanina (sam. 19 h.).
Théâtre Compagnie première : I. Sol pour Vanina (sam. 19 h.).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 30 avril - Dimanche 1^{er} mai

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.
La cinématèque
Chaillet, sam. 15 et 18 h. 30 : Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

Les exclusivités
AFFRÈRES, SALES ET MARCHANDS (A. v.o.) : Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

Les opérettes et les comédies musicales
Le Théâtre (G.R.O.P. de la Région de Paris) : Le mariage de Figaro (sam. 20 h. 30).
Le Théâtre (G.R.O.P. de la Région de Paris) : Le mariage de Figaro (sam. 20 h. 30).
Le Théâtre (G.R.O.P. de la Région de Paris) : Le mariage de Figaro (sam. 20 h. 30).

Les chansonniers
Le Théâtre (G.R.O.P. de la Région de Paris) : Le mariage de Figaro (sam. 20 h. 30).
Le Théâtre (G.R.O.P. de la Région de Paris) : Le mariage de Figaro (sam. 20 h. 30).
Le Théâtre (G.R.O.P. de la Région de Paris) : Le mariage de Figaro (sam. 20 h. 30).

Le music-hall
Le Théâtre (G.R.O.P. de la Région de Paris) : Le mariage de Figaro (sam. 20 h. 30).
Le Théâtre (G.R.O.P. de la Région de Paris) : Le mariage de Figaro (sam. 20 h. 30).
Le Théâtre (G.R.O.P. de la Région de Paris) : Le mariage de Figaro (sam. 20 h. 30).

JOYEUSE DIVORCÉE (A. v.o.) : Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

LES FILMS NOUVEAUX
LEMBASSADEUR (A. v.o.) : Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

LEMBASSADEUR (A. v.o.) : Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

LEMBASSADEUR (A. v.o.) : Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

LEMBASSADEUR (A. v.o.) : Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

LEMBASSADEUR (A. v.o.) : Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

LEMBASSADEUR (A. v.o.) : Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

ADOPTION de Marta

ADOPTION de Marta
ADOPTION de Marta
ADOPTION de Marta

ADOPTION de Marta
ADOPTION de Marta
ADOPTION de Marta

ADOPTION de Marta
ADOPTION de Marta
ADOPTION de Marta

BARBRA STREISAND
FUNNY GIRL

BARBRA STREISAND
FUNNY GIRL

BARBRA STREISAND
FUNNY GIRL

BARBRA STREISAND
FUNNY GIRL

MERCREDI
EMITAI
UN FILM DE SEMBENE OUSMANE

Un Love Story à la Hitchcock.
Un film de Brian de Palma

UGC BIARRITZ - UGC OPERA
UGC ODEON - BIENVENUE MONT-PARNASSE
CONVENTION ST. CHARLES
14 JUILLET BASTILLE - OMNIA
Périphérie : CYRANO Versailles
SÉLECTION OFFICIELLE FRANÇAISE
CANNES 1977
"Je tiens ce film pour une des plus grandes réussites du cinéma français".
JEAN-LOUIS BORY (Le nouvel Observateur)
LA COMMUNION SOLENNELLE
UN FILM DE RENE FERET

CARNET

Réceptions

— A l'occasion de l'anniversaire de Sa Majesté l'Empereur, l'ambassadeur du Japon en France et Mme Hideo Kikabara ont offert une réception vendredi 28 avril.

— M. Xu Meng-bai, chargé d'affaires de l'ambassade de Chine à Paris, a offert une réception le vendredi 29 avril, à l'occasion de la tournée en France de la Compagnie des ballets de Changchun.

Décès

Martial BUISSON

Mme Martial Buisson, née Danton, épouse de Martial Buisson, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit », a été victime d'un infarctus le 28 avril, à l'âge de 68 ans. Elle était née le 10 mai 1908 à Paris. Elle était mariée à Martial Buisson, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit ».

— M. Martial BUISSON, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit », a été victime d'un infarctus le 28 avril, à l'âge de 68 ans. Elle était née le 10 mai 1908 à Paris. Elle était mariée à Martial Buisson, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit ».

— M. Martial BUISSON, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit », a été victime d'un infarctus le 28 avril, à l'âge de 68 ans. Elle était née le 10 mai 1908 à Paris. Elle était mariée à Martial Buisson, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit ».

— M. Martial BUISSON, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit », a été victime d'un infarctus le 28 avril, à l'âge de 68 ans. Elle était née le 10 mai 1908 à Paris. Elle était mariée à Martial Buisson, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit ».

— M. Martial BUISSON, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit », a été victime d'un infarctus le 28 avril, à l'âge de 68 ans. Elle était née le 10 mai 1908 à Paris. Elle était mariée à Martial Buisson, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit ».

— M. Martial BUISSON, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit », a été victime d'un infarctus le 28 avril, à l'âge de 68 ans. Elle était née le 10 mai 1908 à Paris. Elle était mariée à Martial Buisson, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit ».

— M. Martial BUISSON, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit », a été victime d'un infarctus le 28 avril, à l'âge de 68 ans. Elle était née le 10 mai 1908 à Paris. Elle était mariée à Martial Buisson, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit ».

— M. Martial BUISSON, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit », a été victime d'un infarctus le 28 avril, à l'âge de 68 ans. Elle était née le 10 mai 1908 à Paris. Elle était mariée à Martial Buisson, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit ».

— M. Martial BUISSON, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit », a été victime d'un infarctus le 28 avril, à l'âge de 68 ans. Elle était née le 10 mai 1908 à Paris. Elle était mariée à Martial Buisson, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit ».

— M. Martial BUISSON, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit », a été victime d'un infarctus le 28 avril, à l'âge de 68 ans. Elle était née le 10 mai 1908 à Paris. Elle était mariée à Martial Buisson, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit ».

— M. Martial BUISSON, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit », a été victime d'un infarctus le 28 avril, à l'âge de 68 ans. Elle était née le 10 mai 1908 à Paris. Elle était mariée à Martial Buisson, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit ».

— M. Martial BUISSON, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit », a été victime d'un infarctus le 28 avril, à l'âge de 68 ans. Elle était née le 10 mai 1908 à Paris. Elle était mariée à Martial Buisson, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit ».

— M. Martial BUISSON, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit », a été victime d'un infarctus le 28 avril, à l'âge de 68 ans. Elle était née le 10 mai 1908 à Paris. Elle était mariée à Martial Buisson, directeur de la collection « Les études » de la revue « L'Esprit ».

JUSTICE

Les enquêteurs s'attendent à de longues tractations pour obtenir la libération de M. Revelli-Beaumont

Près de trois semaines après le rapt de M. Luchino Revelli-Beaumont, directeur général de Fiat-France, enlevé le 12 avril devant son domicile, 183, rue de la Foye à Paris (16^e), il n'y a toujours officiellement rien de nouveau. Les dirigeants de la firme Fiat démentent systématiquement chaque rumeur, chaque nouvelle. Le directeur de la police judiciaire à la préfecture de police de Paris, M. Jean Duret, affirme de son côté, régulièrement, qu'aucun contact n'a été pris entre les ravisseurs et le fils de la victime, M. Paul Revelli-Beaumont. Le bâtonnier Jean Lemaire, avocat de la famille, chargé de mener d'éventuelles tractations, indique pour sa part que rien n'est intervenu depuis le jour du rapt. Alors que se passe-t-il ? Les ravisseurs attendent-ils toujours pour donner signe de vie ou des négociations sont-elles en cours ?

La discrétion des enquêteurs et la prudence de la famille du directeur général de Fiat-France ne permettent pas de répondre avec certitude à cette question. Mais de toutes évidences la situation a évolué depuis deux semaines, et il est probable, voire certain, que des tractations longues et difficiles soient actuellement en cours avec les ravisseurs. Des indications de la police italienne permettent de l'affirmer. Grâce à celles-ci, la presse de la péninsule, et notamment un journal de Gênes, *Il Lavoro*, a établi que deux contacts avaient eu lieu, l'un à Gênes dans la nuit du 18 au 19 avril et l'autre à Turin le samedi 23 entre M. Paul Revelli-Beaumont qui est fonctionnaire de la FAO (Food and Agriculture Organization) au Brésil et les ravisseurs.

A l'origine des rendez-vous, un message de M. Revelli-Beaumont sur la première page du journal *Il Lavoro* et envoyé à Paris. Lors de la première rencontre, le fils de la victime aurait reçu deux enveloppes : l'une contenant des objets personnels appartenant à son père, l'autre des instructions pour le prochain contact et le versement de la rançon. Selon le journal

FAITS ET JUGEMENTS

L'attentat de Grenoble : l'Etat ne paiera pas.

Le conseil général de l'Isère, a demandé, vendredi 29 avril, au gouvernement de prendre en charge la répartition intégrale des dommages subis par la Bourse de travail paritairien détruite par un attentat dans la nuit du 22 au 23 avril 1977 (le Monde daté 24-25 avril). Cet acte, selon l'assemblée départementale, est le résultat d'un attentat de violence qui régnait depuis plusieurs mois à Grenoble. Le préfet de l'Isère, M. René Janin, se fonde sur l'article 1331 du code des communes, considérant que, pour pouvoir prétendre à une indemnisation de la part de l'Etat, « les faits dommageables doivent avoir été commis lors d'opérations de police de rassemblements prémédités ou occasionnels, dans un lieu public ou privé, ces rassemblements ou rassemblements ayant eu pour résultat de compromettre la tranquillité publique par des actes de

La situation de Mlle Salima Adjali.

Nous avons à plusieurs reprises attiré l'attention sur la situation de Mlle Salima Adjali, épouse de M. Alain Michel, qui a été victime d'un attentat de violence qui régnait depuis plusieurs mois à Grenoble. Le préfet de l'Isère, M. René Janin, se fonde sur l'article 1331 du code des communes, considérant que, pour pouvoir prétendre à une indemnisation de la part de l'Etat, « les faits dommageables doivent avoir été commis lors d'opérations de police de rassemblements prémédités ou occasionnels, dans un lieu public ou privé, ces rassemblements ou rassemblements ayant eu pour résultat de compromettre la tranquillité publique par des actes de

Le commissaire du gouvernement conteste le bien-fondé d'une expulsion

En matière d'expulsion, l'ordonnance du 2 novembre 1945, qui régit les conditions de séjour des étrangers en France, ne semble pas devoir être remise en cause, mais son application pourrait l'être si le Conseil d'Etat devait suivre les conclusions qui lui ont été présentées le 29 avril par le commissaire du gouvernement. Ce dernier s'est prononcé pour l'annulation d'un arrêté d'expulsion pris le 16 juillet 1973 contre le pasteur suisse Berthier Perregaux, ancien représentant à Marseille de la CIMADE (Service ecuménique d'entraide), connu pour son action en faveur des travailleurs immigrés. Cette décision d'expulsion, qui a déjà fait l'objet de plusieurs recours, avait provoqué au moment de son exécution de vives protestations.

La notification par le ministre de l'Intérieur de cet arrêté indiquant que les activités du pasteur constituaient une atteinte grave à la neutralité politique, à laquelle est tenu tout ressortissant étranger, M. Berthier Perregaux, a fait observer que cette qualification n'était pas conforme au texte de l'ordonnance de 1945, celle-ci ne prévoyant que le cas de « menace » pour l'ordre public. Selon l'avocat, il s'agit là d'une « erreur de droit caractérisée », la neutralité politique ne pouvant être considérée comme un élément de statut juridique de l'étranger. Il a, d'autre part, expliqué que le conduit que l'on reprochait au pasteur avait toujours été en accord avec la mission de ce dernier auprès des travailleurs migrants, notamment à une époque où ceux-ci connaissaient de grandes difficultés, particulièrement dans

Le vingt-sixième congrès du Syndicat général de la police

Le vingt-sixième congrès du Syndicat général de la police a ouvert ses travaux à Paris le 29 avril. Le président du syndicat, M. Jean Duret, a ouvert les débats en déclarant que le congrès avait pour but de discuter les problèmes de la police et de la justice. Le congrès se poursuivra jusqu'au 3 mai. Les débats porteront sur les thèmes suivants : la police et la justice, la police et la société, la police et la culture. Le congrès se terminera par une séance de clôture le 3 mai.

SPORTS

SKI

M. J.-P. Cot dénonce l'utilisation croissante des hélicoptères en montagne

Vendredi 29 avril, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance publique, M. Jean-Pierre Cot, député socialiste de la Savoie, a dénoncé le véritable fléau que devient la montagne avec l'utilisation croissante de l'hélicoptère. Cette pratique, selon M. Cot, est une véritable menace pour la sécurité des skieurs et pour l'environnement. Il a demandé au gouvernement de prendre des mesures pour limiter l'utilisation de l'hélicoptère en montagne.

BASKET-BALL. — Pour son premier match dans le tournoi de Liège, la France a été battue 90-84 par les Pays-Bas.

Le basket-ball français a débuté son tournoi de Liège par une défaite contre les Pays-Bas. Les Français ont été battus 90-84. Le match a été joué à Liège, en Belgique. Les Pays-Bas ont marqué 90 points, tandis que la France n'en a marqué que 84.

HOKEY SUR GLACE. — Le Canada, qui a battu l'Allemagne fédérale, vendredi 29 avril, par 9 à 3, disputera la poule finale des championnats du monde, en compagnie de l'U.R.S.S., de la Tchécoslovaquie et de la Suède.

Le hockey sur glace français a débuté son tournoi de Liège par une défaite contre les Pays-Bas. Les Français ont été battus 90-84. Le match a été joué à Liège, en Belgique. Les Pays-Bas ont marqué 90 points, tandis que la France n'en a marqué que 84.

POLICE

L'apolitisme et la politique

Pour une organisation qui se défend de faire de la politique, celle-ci aura dominé les débats du congrès du Syndicat général de la police. Le président du syndicat, M. Jean Duret, a ouvert les débats en déclarant que le congrès avait pour but de discuter les problèmes de la police et de la justice. Le congrès se poursuivra jusqu'au 3 mai. Les débats porteront sur les thèmes suivants : la police et la justice, la police et la société, la police et la culture. Le congrès se terminera par une séance de clôture le 3 mai.

LA

LA

LA

LA

LA

LA

LA

LA

LA

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AU CONSEIL D'ETAT

Le commissaire du gouvernement conteste le bien-fondé d'une loi

Le commissaire du gouvernement, M. René Monory, a contesté le bien-fondé d'une loi relative à la constitution d'un groupe privé. Il a souligné que cette loi n'était pas conforme aux principes de la Constitution et qu'elle pouvait entraîner des conséquences négatives pour l'économie et la société.

AFFAIRES

LA CONSTITUTION

UN GROUPE PRIVÉ

ET REMISE EN CAUSE

PAR RHONE-POULENC

Le groupe Rhône-Poulenc a été mis en cause pour avoir tenté de contourner la loi relative à la constitution d'un groupe privé. Le commissaire du gouvernement a souligné que cette tentative était contraire aux principes de la Constitution.

SALAIRES

LES NÉGOCIATIONS

DANS LA FONCTION PUBLIQUE

SONT SUSPENDUES

Les négociations relatives aux salaires dans la fonction publique ont été suspendues. Le gouvernement a déclaré que les propositions de la part des syndicats ne satisfaisaient pas ses exigences.

EMPLOI

M. Ceyrac : le plan gouvernemental

peut « améliorer singulièrement »

la situation de l'emploi

De notre correspondant

M. Ceyrac, ministre de l'Économie, a déclaré que le plan gouvernemental pour l'emploi pouvait améliorer singulièrement la situation de l'emploi. Il a souligné que le gouvernement était déterminé à lutter contre le chômage.

Le ministre des P.M.E.

M. René Monory, le nouveau ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, a déclaré que son rôle était de défendre les intérêts des petites et moyennes entreprises (P.M.E.).

déjà refusé un certain nombre d'autorisations, l'en refusait certainement encore beaucoup. — le ministre est « décidé à se battre » pour défendre les intérêts de ces catégories sociales, et il n'a pas manqué une occasion de la répéter.

Un défenseur, un « battant », c'est ce qu'il veut être, mais aussi un homme « droit ». — Je n'essaierai pas de me faire une situation, — qui n'a pas hésité à dénoncer au passage les « marges abusives » pratiquées par certains commerçants sur les produits importés, en s'opposant à certaines mesures de protection des produits français. L'artisan, le commerçant, l'industriel, le curé, c'est ce qu'il fait le flamme du milieu rural. — Vous êtes aussi qualifiés, aussi armés que les Américains, mais, la plupart du temps, vous n'en avez pas conscience.

« Je n'ai pas beaucoup de temps »

Mieux encore, M. Monory a réussi un véritable exploit : faire passer un optimisme sans nuances. À l'entendre, on se prend à douter des difficultés du gouvernement se défont. Sur le plan international, la France existe. — Nous sommes en train de gagner la bataille de l'inflation et de l'équilibre commercial. — Regardez la Grande-Bretagne. — L'Allemagne. — L'Italie. — L'Espagne. — L'Arabie Saoudite. — L'Inde. — Le Japon. — La Chine. — La Russie. — Les États-Unis. — Tous ces pays ont des difficultés, mais ils ne se laissent pas aller à la déprime. — Nous, Français, nous devons nous battre. — Je n'ai pas beaucoup de temps devant moi », avait-il dit dans l'avis de retour. — V. M.

INDUSTRIE

La conversion de la sidérurgie

(Suite de la première page.)

M. Jacques Ferry, président du patronat de la sidérurgie, a déclaré que la conversion de la sidérurgie était une tâche complexe mais nécessaire. Il a souligné que le patronat était déterminé à surmonter les difficultés.

Le préalable du redressement

Toutefois, ces prévisions, notamment en matière de production et de marges brutes, sont subordonnées à un redressement du marché mondial de l'acier. Pour l'instant, on note une certaine amélioration de la situation dans l'industrie sidérurgique européenne, dont les commandes de commandes sont un peu mieux garnies, avec une progression de 50 % en un an pour les pays de l'Europe.



(Dessin de KONE.)

● L'indice officiel des prix-prix industriels économiques américains a enregistré au cours du mois de mars une progression de 1,4 %, qui est la plus importante constatée depuis juillet 1975. L'indice avait déjà progressé en février, après avoir accusé en janvier un fléchissement dû aux conséquences d'un hiver particulièrement rigoureux. — (A.P.)

ÉNERGIE

Adversaires et partisans du plan Carter se mobilisent

De notre correspondant

Washington. — Le grand débat sur le plan énergétique n'a pas encore vraiment commencé, ni au Congrès ni devant l'opinion. Les parlementaires, tout comme les représentants des divers intérêts particuliers, doivent d'abord étudier dans tous les détails cet ensemble complexe de mesures dont les effets sont encore incertains avant d'arrêter leur attitude.

A dire vrai, le président Carter a marqué un point tactique important en assimilant les sacrifices imposés par l'application de son programme à ceux du temps de guerre. Il a ainsi placé sur le défensif tous les mécontents soucieux de ne pas encourir le reproche de ne pas coopérer uniquement de leur intérêt particulier au détriment de l'intérêt général, bref de passer pour de mauvais patriotes. — Néanmoins, la mobilisation des divers lobbies et organisations de relations publiques a commencé. Face à ce qu'on ap-

d'utiliser ultérieurement le produit des diverses taxes (évalué à 70 milliards de dollars en 1980) pour le financement de programmes sociaux. Apparemment, les intérêts particuliers ont été relativement modérés dans leurs critiques et leur attitude a été jugée « encourageante » par le président Carter, dont l'appel à l'opinion semble avoir atteint son but. A en juger par le dernier sondage Gallup mené pour le magazine Newsweek, pour 54 % contre 43 % il y a quinze jours, le public estime que la crise énergétique est très grave, et pour 61 % il pense que le fardeau du plan Carter sera équitablement réparti. Bref, l'écueil du pays semble positif, mais réaliste.

Les pétroliers favorisés ?

Néanmoins, cette réaction pourrait être modifiée s'il apparaissait que l'égalité des sacrifices procédée par le président Carter n'est qu'un leurre. A cet égard les groupes de protection des consommateurs font valoir que les pétroliers ont été favorisés. D'abord par la possibilité qu'ils ont offerte d'augmenter le prix du pétrole domestique jusqu'au prix mondial de 13 dollars (le « vieux » pétrole produit en 1972 est bloqué à 5,25 dollars le baril, le « nouveau » pétrole pouvant aller jusqu'à 11,25 dollars). D'autre part, l'augmentation annuelle des prix du pétrole liée au taux de l'inflation ne serait plus soumise au veto du Congrès. Enfin et surtout, le président Carter a renoncé à son intention primitive d'imposer aux compagnies l'abandon de leurs intérêts dans les industries du charbon et de l'uranium.

D'autre part, pour stimuler l'exploration du « nouveau » pétrole, le plan Carter prévoit que deux types de brut échappent aux contrôles actuels : celui des gisements côtiers, extrait en vertu d'un droit de tirage payé au gouvernement fédéral ; celui qui sera extrait de nouveaux puits, à condition qu'ils soient situés à au moins 2 miles et demi d'un ancien puits. La distance primitivement envisagée était de 5 miles, mais aurait été réduite sous la pression des producteurs indépendants qui souhaitent l'abandon de tous les contrôles sur les nouveaux puits. Selon le Washington Post, l'industrie pétrolière serait ainsi en mesure en 1980 de produire plus d'un million de barils par jour de pétrole « non contrôlé » assurant aux producteurs un écoulement de revenus de 1 milliard de dollars.

HENRI PIERRE.

POLICE

La vingt-septième congrès du Syndicat général

L'apolitisme et la police

Le congrès du Syndicat général de la Police a été marqué par des débats animés sur l'apolitisme et la police. Les participants ont souligné l'importance de maintenir l'indépendance de la police vis-à-vis du pouvoir politique.

FOIRE DE PARIS

- VILLAGE DE FRANCE - PISCINES
- SALON DU JARDIN
- EXPOSITION BRICOLAGE POUR TOUS
- SALON DE L'HABITAT ET DU CONFORT MÉNAGER
- SALON DES ENSEMBLIERS
- EXPOSITION DES CRÉATIONS D'ART
- SALON DES VINS - PRODUITS RÉGIONAUX
- SALON DU TOURISME ET DES LOISIRS
- EXPOSITION DES NATIONS ÉTRANGÈRES ARTISANS DU MONDE

Comparer pour mieux choisir

30 avril - 15 mai

10h à 19h

soirées les mardis et vendredis jusqu'à 22h30

(Publiété)

NAVIERA AZNAR S.A.

Naviera Aznar S.A., de Bilbao, à la suite de certaines nouvelles, confirme avoir trouvé un accord avec le Ministère des Transports de Libye pour la vente de deux navires cargo : le MOYER GRANADA et le MOYER GRANADA 2.

VENEZ VOIR DES AUJOURD'HUI LES FANTASTIQUES PRODUITS DE HONG KONG A LA FOIRE DE PARIS

Où aujourd'hui, visitez l'exposition des produits de Hong Kong au Parc des Expositions, Porte de Versailles, Palais Sud niveau 2, Salons des Nations Étrangères, Paris.

Vous verrez comment les produits de Hong Kong ont pris la première place sur le marché — qualité et prix extrêmement compétitifs.

Si vous êtes intéressés d'en savoir davantage sur le commerce de Hong Kong et ses produits, nous vous prions de prendre contact avec le nouveau bureau du HKTDC.

Hong Kong Trade Development Council
Imperial Commercial Building
33, rue Gallée
75116 - Paris
France

Tel: 723 72 24
Cables: IENABUILD PARIS
Telex: 620615 IENA PARIS
attn. HKTDC

HONG KONG TRADE DEVELOPMENT COUNCIL



LA VIE ÉCONOMIQUE

MONNAIES

Le F.M.I. est invité à négocier au plus vite la création de la nouvelle « facilité » de crédit

Washington. — Le comité international du Fonds monétaire international s'est mis d'accord sur la nécessité de créer d'urgence la nouvelle « facilité » de crédit. Il a adopté la procédure de surveillance des marchés des changes par le F.M.I. et a remis à septembre la discussion sur le taux d'augmentation des quotes-parts au F.M.I.

Le communiqué publié vendredi 29 avril à l'issue de deux jours de réunion ne mentionne aucun

chiffre. Le directeur général du F.M.I., M. Witteveen, a déclaré au cours d'une conférence de presse qu'il avait reçu l'instruction de « mener aussi rapidement que possible » les négociations avec les pays créditeurs, industriels et pétroliers, qui doivent financer cette nouvelle « facilité » qui accordera des prêts aux pays à balance déficitaire. Il a ajouté qu'il espérait qu'elle pourrait entrer en activité l'été prochain.

L'impression qui se dégage est qu'il sera bien difficile à M. Witteveen de réunir les 16 milliards de dollars qu'il s'est fixés comme objectif. Tout dépendra de la contribution de l'Arabie Saoudite. Un représentant américain a dit que les États-Unis soutenaient l'objectif du directeur général du F.M.I. mais qu'on pourrait commencer avec une somme moindre, de l'ordre de 9 milliards de dollars.

Les ministres des finances du comité international se sont mis d'accord sur certaines caractéristiques de cette « facilité », indiquant qu'elle permettra d'établir des lignes de crédit substantielles aux pays ayant besoin d'une assistance financière dépassant celle que peut actuellement leur fournir le Fonds. Elle sera ouverte à tous. Les crédits seront accordés à des conditions adéquates et seront ouverts pour plus longtemps que les lignes de crédit normales du Fonds, qui le sont pour trois à cinq ans. Les taux d'intérêt payés par les emprunteurs seront voisins de ceux du marché, mais le F.M.I. va étudier la possibilité de la réduire par des subventions pour les pays pauvres. Les créances des prêteurs seront liquides, ce qui, a expliqué M. Witteveen, permettra d'éviter une ratification par-

mentaire des contributions de certains pays.

Le comité a approuvé la procédure de surveillance par le F.M.I. des politiques de change dont le principe avait été adopté à la Jamaïque.

Le F.M.I. veillera au respect des directives suivantes : les pays devront s'abstenir de manipuler leur taux de change en vue d'obtenir des avantages commerciaux ou de fausser le processus d'ajustement ; des balances de paiement ; mais ils devront intervenir en vue de contrebalancer les mouvements « désordonnés » de change ; enfin, chacun d'eux devra, dans ses interventions, tenir compte des intérêts des autres.

M. Denis Healey, chancelier de l'Échiquier, a déclaré pour sa part que le mécanisme de surveillance adopté ne devrait guère changer la pratique suivie jusqu'alors.

Les autres liquidités

Le F.M.I. prépare, pour la prochaine assemblée générale, qui se tiendra à Washington en septembre, un rapport sur l'augmentation des quotes-parts. L'ordre du jour du rapport sera l'augmentation d'un relèvement de 75 % à 100 %, les pays industrialisés sont en faveur soit de 25 % à 30 % (États-Unis, Allemagne fédérale), soit de 50 % ou davantage (Grande-Bretagne, Italie et même France).

Quant à la nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux demandée par le tiers-monde, et refusée par les pays industrialisés, elle reviendra à l'ordre du jour du comité intermédiaire lors de la première réunion qu'il tiendra en 1978, indique le communiqué.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

BAISSE DU DOLLAR Remous sur le florin

Vive poussée sur le FLORIN. Tension au sein du « serpent » européen, hausse du DEUTSCHENMARK et baisse du DOLLAR, tels ont été les faits saillants de la semaine écoulée.

Le FLORIN a donc été vivement recherché sur des fondements de réévaluation que beaucoup de cambistes jugent à tort ou à raison, peu fondés. Atteignant le sommet du « serpent », il a touché son coin interventionniste, qui a obligé les banques centrales des Pays-Bas et d'Allemagne fédérale à intervenir à Paris. La monnaie hollandaise a trahi le cours de 2,03 F.

Le DEUTSCHENMARK a également été recherché, mais dans une moindre mesure. Les déclarations de Paul Fabra le Monde du 28 avril 1977) de M. Oskar Emminger, président désigné de la Bundesbank, ont été significatives. Les marchés ont vu le DEUTSCHENMARK vers le haut, nous ne nous y opposerons pas, les pays en accordant ne devraient pas résister aux tendances fondamentales du marché pour leurs monnaies. A l'après de tels propos, on se doute de l'accent qui a été mis sur la réserve à l'égard du marché de l'Allemagne fédérale, à l'exception d'une très forte augmentation de l'excédent commercial ouest-allemand pour le mois de mars. Cela n'a toutefois pas empêché le DEUTSCHENMARK de s'inscrire au bas du « serpent », qui monte vis-à-vis du DOLLAR dans son ensemble.

Les États-Unis ayant enregistré un déficit record de la balance commerciale en mars, le DOLLAR a sensiblement fléchi. L'annonce d'une très forte hausse des indicateurs économiques pour la même période, la plus forte en vingt mois, n'a exercé aucune influence : nombre de cambistes pensent que la monnaie américaine va baisser par rapport aux monnaies fortes dans l'année qui vient.

Le FRANCO SUISSE a été quelque peu secoué par le scandale du Crédit suisse, dont les pertes en France courues à l'étranger, restent dans l'expectative. L'instant, tout le monde est occupé ailleurs, notamment sur le FLORIN et le D.M. Tout peut changer si nos résidents et

dépité de la crise politique, secoue le pays continue à se pendre. En fait, les cambistes en France comme à l'étranger, restent dans l'expectative. L'instant, tout le monde est occupé ailleurs, notamment sur le FLORIN et le D.M. Tout peut changer si nos résidents et

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre (la ligne supérieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	LIVRE	\$ U.S.	Franc suisse	Franc belge	Mark	Franc suisse	Florin	Li
London	—	171,50	5,5210	4,3331	4,8616	61,9333	4,2140	1,80
—	—	171,80	5,5300	4,3337	4,8789	62,2900	4,2401	1,80
New-York	171,50	—	20,1734	39,6432	42,4283	2,7754	40,7336	0,1
—	171,80	—	20,1491	39,6333	42,1407	2,7549	40,6336	0,1
Paris	—	8,5210	4,8370	—	196,51	210,38	13,7579	288,16
—	—	8,5300	4,8339	—	196,71	209,14	13,6721	288,76
Zurich	—	4,3331	2,5238	58,8770	—	107,8316	108,8782	2,4
—	—	4,3337	2,5230	58,8361	—	106,3211	108,0631	2,4
Frankfurt	—	4,8516	2,3578	47,5489	32,4399	—	6,5437	96,1258
—	—	4,8789	2,3730	47,6136	32,4349	—	6,5331	96,0951
Bonn	—	61,9333	36,8300	7,6285	14,2634	15,2663	—	14,8941
—	—	62,2900	36,8300	7,6285	14,2634	15,2663	—	14,8941
Amsterdam	—	4,2140	2,4528	49,4634	97,3031	104,0935	6,8094	—
—	—	4,2401	2,4720	49,4634	97,3031	104,0935	6,8094	—
Milan	—	1524,53	856,70	178,87	351,51	376,19	24,6100	321,61
—	—	1524,53	857,00	178,72	351,51	373,78	24,4382	321,61

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. Les conversions, à Paris, les prix indiqués sont en francs de 100 francs de 1 dollar de 1 livre, de 100 francs de 100 florins de 100 francs belges et de 1 000 francs.

les deux autres grandes banques commerciales d'une aide de 3 milliards de F.S. demeurant sans précédent dans l'histoire helvétique, a causé un certain malaise. Le FRANCO FRANÇAIS s'est relativement bien tenu, suivant le DOLLAR dans sa baisse, et donc fléchissant par rapport aux monnaies du « serpent » européen. Cette bonne tenue relative, en

multinationales décidément bouger leurs pions. Le YEN demeure relativement stable après sa remontée récente, qui a été causée par les interventions de la Banque du Japon. Sur le marché de l'or, le cours de l'once a sensiblement fléchi, revenant à 149,70 dollars, 148,50 dollars.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Repli du café - Nouvelle baisse du cuivre

MONTAUX. — Nouvelle et sensible baisse des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. Les stocks britanniques se sont encore accrus et atteignent 614 725 tonnes (à 2 250 tonnes). Plus de 200 tonnes de cuivre ont été livrées aux consommateurs, ce qui a entraîné une baisse de 2 cents par livre pour le métal raffiné.

La progression des cours du plomb à Londres en liaison avec les grèves qui paralysent toujours certaines installations en Amérique du Nord.

Pour la première fois depuis plusieurs semaines les cours du café ont enregistré sur tous les marchés une sensible baisse de l'ordre de 10 % en moyenne. Les prix ont décliné sur tous les marchés à l'exception de ceux d'Amérique du Nord.

Des prodromes de ralentissement de la consommation sont perceptibles dans certains pays. La flambée des prix pourrait, selon les estimations de certains négociants, être suivie d'une baisse de 10 % à 15 % dans les prochains mois.

Vive reprise des cours du cacao sur le marché des commerçants. La hausse sensible des prix ne semble pas avoir encore eu de répercussions sur la consommation de l'écorce. En effet, les bruyères en Grande-Bretagne ont diminué de 1,6 % en volume pendant le premier trimestre par rapport à la période correspondante de 1976. La récolte intermédiaire du Brésil serait inférieure aux précédentes. Quant aux stocks dans différents pays d'origine, ils seraient réduits à des niveaux assez bas.

Repli des cours du sucre en relation avec la perspective d'une prochaine récolte de betteraves sucrières plus élevée que la précédente en U.E.S.S.

CEREALES. — Les cours du blé ont fléchi sur le marché des commerçants. L'offre mondiale est sensiblement suffisante pour la face aux besoins estimés la Commission internationale du blé. D'ailleurs, les stocks chez les cinq principaux producteurs atteignent leur niveau le plus élevé depuis sept ans. La production mondiale sera, en outre, la plus élevée depuis sept ans. Cette année, la récolte de blé sera, en outre, la plus élevée depuis sept ans. Cette année, la récolte de blé sera, en outre, la plus élevée depuis sept ans.

Il ne faut point toutefois s'illusionner sur l'ampleur de la garantie fournie par cette indexation, bien moins intéressante que celle de l'emprunt 7 % 1973. C'est d'ailleurs la dernière unité de compte de la Jamaïque consacrant la dévaluation du dollar, ce qui explique une hausse de 70 % du cours de cet emprunt en quatre ans.

Dans le cas présent, l'indexation sur la nouvelle unité de compte résultera de la moyenne de variations des monnaies fortes et des monnaies faibles de la C.E.E. Or, ces dernières années, le Deutschmark, le florin et le franc belge ont monté par rapport au franc, la livre et la lire ont baissé. Cela explique que la valeur du franc de cette unité de compte soit passée de 5,81 F en juin 1972 à 5,17 F en janvier 1976 pour remonter à 5,66 F depuis le début de 1977.

A l'heure actuelle, néanmoins, les souscripteurs estiment que, à court terme, cette indexation si « tempérée » soit-elle, les mettra à l'abri de violentes fluctuations. Sur quinze ans, il n'est pas obligatoire que le franc fléchisse très sensiblement, à condition que la France ne fasse pas plus de « bêtises » que les autres. Tout le problème est là.

FRANÇOIS RENARD.

AGRICULTURE

● Sucre. — A Genève, les travaux de la conférence des Nations unies sur le sucre, qui ont commencé le 18 avril, ont plié au cours de la deuxième semaine de discussions. Les partisans du contingentement à la plupart des pays du tiers-monde exportateurs et les États-Unis — et les partisans des stocks — essentiellement la Communauté européenne — sont restés sur leur position.

Bruxelles, les négociations entre la C.E.E. et les pays « A.C.P. » (Afrique, Caraïbes et Pacifique) pour fixer le prix de 1,3 million de tonnes de sucre que la Communauté achètera aux producteurs dans le cadre des accords de Lomé ont été interrompues le 29 avril jusqu'au 12 mai. La C.E.E. propose 27,25 unités de compte (1 UC = 5,60 F) par quintal, les A.C.P. réclament 27,90 UC par quintal.

A Washington, le président Carter aurait approuvé le principe d'un prix minimum garanti de 13,5 cents la livre pour les producteurs américains contre 12 cents actuellement. — (A.F.P.)

ANNONCES CLASSEES

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

EXCEPTIONNEL

GO LIVING - CHBRE. caract. rel. lux. URGENT - 32-75-42.

POUR INVESTISSEURS

Le Groupe VRIAU propose deux programmes

PORTE MAILLOT

Studio - 2 P. - Duplex

A rénover ou rénover

Dans beaux immeubles

tt conf., ascenseur, vide-orcures,

interphone, laide aménagée.

Prix direct propriétaire.

Location et gestion assurées.

Charges coprop. très faibles.

Appartements meublés

conçus pour la location.

Si votre plan ou compte

terme, vous pouvez aussi investir

dans les programmes de

le Groupe VRIAU

15, rue de la Paix - 75002 Paris

Tél. 261-52-25 - 9 à 19 h. même

samedi. Visite possible le week-end

sur rendez-vous.

N° NATION BON IMMOBILIER

2 PIECES entrée, cuis, salle

d'eau, W.C., salle de bain, W.C.

Prix intéressant. Tél. 261-52-25

PARIS - 15, rue de la Paix - 75002

PARIS - 15, rue de la Paix - 75002

PARIS - 15, rue de la Paix - 75002

PARIS - 15, rue de la Paix - 75002

PARIS - 15, rue de la Paix - 75002

PARIS - 15, rue de la Paix - 75002

PARIS - 15, rue de la Paix - 75002

PARIS - 15, rue de la Paix - 75002

PARIS - 15, rue de la Paix - 75002

PARIS - 15, rue de la Paix - 75002

PARIS - 15, rue de la Paix - 75002

PARIS - 15, rue de la Paix - 75002

PARIS - 15, rue de la Paix - 75002

PARIS - 15, rue de la Paix - 75002

PARIS - 15, rue de la Paix - 75002

PARIS - 15, rue de la Paix - 75002

PARIS - 15, rue de la Paix - 75002

PARIS - 15, rue de la Paix - 75002

locations

non meublées

Offre

Paris

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

4 P. confort, tél. 250 F. C.C.

appartem.

achat

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

CHIFFRE PAIEMENT COMPT.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE**
— **REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE** : démission de bourgmestre de Berlin-Ouest.
— **DIPLOMATIE**
— Le premier ministre du Québec est invité à faire une visite officielle en France.
— **AFRIQUE**
— **ZAIRE** : Kinshasa dénonce l'actuelle subversion de la R.D.A.
— **AMERIQUES**
— **ASIE**
— Le problème des îles Kouriles envenime la coopération entre Moscou et Tokyo.
5-7. POLITIQUE
— Libre opinion : « Froggie, Giscard ? », par Diane Kibard.
8. EQUIPEMENT
— La controverse sur l'énergie nucléaire.
9. D'UNE REGION A L'AUTRE
- LE MONDE AUJOURD'HUI**
PAGES 9 A 16
— Au Québec : Daniel est parti.
— Au fil de la semaine : « Les Français au pouvoir », par Pierre Vianon-Ponté.
— Lettres de Canterbury : « Maintenez et toujours », par Pierre Meyer.
— Idées : « La géographie », par Maurice Le Jan.
— RADIO-TELEVISION : Un cinéaste à la Villa Médici ; Poch, par Alexandre Sangaillet.
17. JEUNESSE
— A Saint-Malo, le bonheur sage d'un foyer de jeunes travailleurs.
17. EDUCATION
— M. Haby annonce en texte pour lutter contre la politisation des lycées.
18-19. ARTS ET SPECTACLES
— THÉÂTRE : « Révérence » à la Comédie-Française.
— CINÉMA : « Adoption », de Martin Meszaris.
20. JUSTICE
20. POLICE
20. SPORTS
21-22. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
22-23. LA SEMAINE FINANCIERE

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (21 à 24)
Annonces classées (22) ; Carnet (20) ; Informations pratiques (17) ; Journaux officiels (17) ; Radiologie (17) ; Mots croisés (17).

Le 1^{er} mai à Paris

LE DÉFILÉ C.G.T.-C.F.D.T. DE LA NATION A L'HOTEL-DE-VILLE

Les manifestations du 1^{er} mai ont annoncé MM. Ségué et Maire, devant revêtir cette année une grande ampleur. A côté des mots d'ordre contre le chômage et la politique d'austérité, le C.G.T. et la C.F.D.T. veulent donner une large place aux caractéristiques internationales de la journée, un nom des droits officiels : « 1^{er} mai des travailleurs ».

Dans la capitale, le défilé organisé par les unions parisiennes C.G.T. et C.F.D.T. partira à 15 heures de la Nation vers l'Hôtel-de-Ville, avec, en tête, les délégations des bureaux confédéraux des deux centrales. Elles ont eu recours à la participation de la F.N.C. qui tient ses réunions de militants. Force survenue à rassembler à organiser un cortège comme l'an dernier.

Les éditoriaux et éditoriaux tenant à conserver à la manifestation son style syndical, les partis de gauche ne comptent pas parmi les organisateurs. Le P.S.U. pour sa part, n'a pas donné de consigne à ses militants, qui défileront sous leurs bandes syndicales respectives.

Ku revanche, un cortège révolutionnaire « unitaire » doit, à l'appel de la L.C.R. (Ligue communiste révolutionnaire, trotskyste) et de L.O. (Gauche ouvrière, trotskyste) et de l'O.C.T. (Organisation communiste des travailleurs, proche des maoïstes), prendre place Orléans le défilé.

D'autre part, dimanche, à 10 heures, place de la République, un rassemblement est organisé par des groupements maoïstes : le P.C.R. (parti communiste révolutionnaire), l'Humanité rouge et (parti communiste marxiste-léniniste français) et l'Union communiste de la jeunesse révolutionnaire.

A B C D E F G

ATTENTE A ÉKOFISK

Une nouvelle technique de fermeture du puits est envisagée Red Adair est arrivé à Stavanger

De notre envoyé spécial

Stavanger. — Peu après 13 heures, vendredi 28 avril, un petit homme trapu, vêtu d'un complet de jeans, le chapeau gris, s'est fait son entrée dans la salle d'embarquement de l'aéroport de Stavanger, transformée depuis une semaine en centre de presse.

Entrée remarquée pour une conférence de presse remarquable. Red Adair lui-même, en personne, le drapeau des « blow-out », éleveur de puits enflammés, exorciste des catastrophes, était là pour un surprenant « show-express ». En somme, a coiffé avec l'inimitable sociéteux ce personnage étonnant aux allures de gaillard enrichi, le main droite ornée d'un énorme « caillou », une chaîne en or massif autour du cou, supportant une plaque d'identité de Marine, vous en faites pas les gars. Si je suis là, c'est, boys, je suis là ! C'est qu'il y a encore quelque chose à faire. Guillaumier, rigolard, affirmant qu'il avait des hommes et lui-même plus d'un tour dans leur poche de combinaison ignifugée, qu'ayant rendez-vous lundi à Houston il comptait bien en finir avant, que de toute façon si on n'avait pas confiance en sa société il reprendrait l'avion tout de suite. Red Adair a fait trois petits tours de presse, il avait une première tâche à accomplir : avant de tenter d'injecter de la boue dans le puits, il lui fallait insuffler de l'optimisme à une opinion publique norvégienne plutôt catastrophée. Il l'a fait. Puis il est parti vaquer aux choses sérieuses. A 14 heures, le « pempier volant » a revêtu sa fameuse combinaison orange, arborant des capuchons dorés, et il est monté dans un hélicoptère. Direction la plate-forme Breve.

Un prodigieux défi

En réalité, si les responsables de la Phillips Petroleum Company Norway ont cru devoir faire appel au forgeron Adair, c'est certainement moins pour conseiller à la presse de ne pas se faire du souci que parce qu'eux-mêmes et les responsables du gouvernement norvégien s'en font beaucoup. En témoigne cette réflexion en forme d'aveu du patron de la firme, M. Goring, jeudi 28 avril, au moment du premier défilé : « Nous sommes déçus, mais nous ne sommes pas découragés. » En témoigne surtout cette petite scène surprise dans la salle de presse vendredi entre le ministre de l'Environnement, M. Gro Harlem Brundtland, et des journalistes norvégiens. La première reprochait véhémentement au second d'avoir écrit en légende, un peu traîtreusement, sous une photo où on le voyait sourire, ces mots : « tranquillité et sérénité ».

De fait, Red Adair et ses deux

se déplacer plus facilement, mais ne peut travailler par trop gros temps.

Borgny-Delphine a quitté Stavanger, vendredi 28 avril, à 17 heures. En principe, elle devrait arriver à Ékofisk le 1^{er} mai dans la soirée. Sans pour autant être opérationnelle avant plusieurs jours.

Tout cela n'engage pas à l'optimisme car, durant ces journées, la nappe de pétrole ne cesse — tout humour noir mis à part — de faire tâche d'huile. Cette immense pellicule sombre à redites rougeâtres de quelque 4 500 kilomètres carrés, cette espèce de gigantesque ciel en forme de haricot sec, ne batteaux-pompes, aujourd'hui jour et nuit, s'essaient à la chasser. Mais pour quel résultat ? Quelques centaines de tonnes de liquide émulsionné, mélange d'eau de mer et de pétrole, ont pu être aspirées en quelques heures, les responsables du ministère de l'Environnement norvégien ont avancé une estimation vendredi : cette nappe, qui, pour l'instant, se trouve toujours en « mer nerveuse », serait constituée de 15 000 tonnes de pétrole, le reste ayant disparu par évaporation. Cette nappe, semble-t-il, ne bouge pas, ou plutôt dérive lentement dans un sens puis dans l'autre, au gré des vents et des courants marins. Il faudrait, selon les informations officielles, plusieurs semaines, trois ou quatre au minimum, pour que, dans les pires conditions de temps, elle atteigne, mais alors très diluée, les côtes, probablement celles du sud de la Norvège et surtout celles du Danemark.

A condition évidemment que la source se taise. Or, ce n'est pas le cas. L'enquête quotidienne de la nappe donne aujourd'hui à la lecture des cartes un peu l'impression d'un ballon qui se gonfle lentement. Inexorablement.

PIERRE GEORGES.

Une nappe de 4 500 kilomètres carrés

A Stavanger, les doses d'optimisme insufflées aux foules par M. Adair ont donc un effet de courte durée. D'autant que les nouvelles communiquées sur l'échec momentané des deux plate-formes vers les lieux, ou cas — maintenant très envisageable — où il faudrait procéder au forage d'un puits dédié, ne sont pas bonnes. L'une, Orion, plate-forme auto-élevable à poutres, se trouve bloquée à l'est dans les eaux norvégiennes. Cette plate-forme, peut-être, travailler par tous les temps, mais ne peut voyager par trop gros temps. L'autre plate-forme, Borgny-Delphine, plate-forme semi-submersible et auto-propulsée, sem-

En grève depuis le 10 mars

LES DOCKERS DE DUNKERQUE VONT REPRENDRE LE TRAVAIL

Les dockers de Dunkerque, qui étaient en grève depuis le 10 mars et occupaient le port depuis le 21 mars, ont décidé, ce samedi, de reprendre le travail le lundi 2 mai. Un régime particulier pour le nouveau qui aux côtés, qui opposait la firme Unilever au syndicat des dockers, a été approuvé au cours d'une assemblée générale, tenue ce matin.

M. Jean-Pierre Feraud, ministre de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire, avait, le 28 avril au Sénat, laissé entendre que l'on s'acheminait vers une solution. Répondant à une question orale de M. Gérard Eklens, sénateur communiste du Nord, il avait estimé que ce conflit ne nécessitait qu'un petit effort supplémentaire. Anvers et Amsterdam, auxquels l'on faisait « un véritable cadeau ».

Une bombe boulevard Sébastopol

Une alerte à la bombe a eu lieu ce samedi 30 avril en début de matinée dans un immeuble situé 1, boulevard Sébastopol, à Paris (7^e), qui a dû être momentanément évacué. Un engin explosif, qui a pu être neutralisé par les spécialistes du laboratoire central de la préfecture de police, avait été déposé sur le palier du deuxième étage, où sont installés les bureaux de la Société occidentale d'édition (S.O.E.), responsable de l'édition de la revue d'extrême droite Initiatives.

Trois engins incendiaires ont été lancés

Le samedi 30 avril, vers 3 heures, contre la porte de la permanence de l'armée de l'air à Méry, rue Saint-Louis, un détonnement a causé d'importants dégâts. L'attentat n'a pas été revendiqué.

Au Pakistan

Les opposants participant à la « longue marche » du 30 avril se sont heurtés aux forces de l'ordre

Des milliers d'opposants se sont heurtés samedi 30 avril aux forces de l'ordre au cours de la « longue marche » organisée par l'Alliance pakistanaise à Rawalpindi (« le Monde » du 28 avril). L'Alliance, qui semblait poursuivre des négociations avec le gouvernement, a finalement décidé que les manifestations auraient lieu dans le centre de Rawalpindi.

De notre envoyé spécial

Islamabad. — Les forces de police dispersaient, samedi matin, en lançant des grenades lacrymogènes, des petits groupes de manifestants dans le centre de Rawalpindi, ville proche de la capitale, Islamabad. Certains manifestants ont incendié plusieurs locaux. D'autres, en dépit des dispositions interdisant tout rassemblement, tentaient de former un défilé et de défilé des slogans anti-gouvernementaux, ont été arrêtés. Le défilé, très important, des forces de l'ordre, rendait difficile l'organisation de grandes manifestations. Des barrières filtraient les véhicules à l'entrée de l'agglomération et les voies d'accès à la résidence du premier ministre, M. Bhutto, étaient interdites.

Le gouvernement n'a pas imposé le couvre-feu ou la loi martiale, ce qui eût fait mauvaise impression dans la capitale, mais il a pris des mesures (allant jusqu'à menacer d'envoyer de la troupe) pour empêcher les émeutes de destruction de biens publics) de nature à dissuader beaucoup d'opposants.

La « longue marche » a fait long feu, mais les adversaires les plus

déterminés du régime n'ont pas craint cependant de la braver. L'opposition entendait ainsi maintenir la pression de la rue sur le pouvoir. Les militants n'étaient pas démotivés, tandis que des pourparlers se poursuivaient entre les dirigeants de M. Bhutto par l'intermédiaire de deux personnalités arabes, le ministre des Affaires étrangères des Émirats arabes unis et l'ambassadeur d'Arabie Saoudite au Pakistan. Ces « bons offices » devaient permettre, selon le porte-parole de l'Alliance, de garantir l'application d'un éventuel compromis entre les deux camps.

Cependant, un compromis n'était pas encore en vue mercredi matin. Les dirigeants de l'opposition n'avaient pu consulter tous les conseillers juridiques, la plupart d'entre eux n'ayant pas été autorisés à se déplacer. Aussi bien, la position de l'Alliance n'avait-elle pas été portée à la connaissance du premier ministre devant les grilles de la résidence samedi matin, comme s'il avait été question un moment de son enlèvement.

La déclaration du Dr Coggan en faveur de l'intercommunion a embarrassé la Curie romaine

De notre correspondant

Chât du Vatican. — Le Dr Frederick Donald Coggan, archevêque de Canterbury, est parti, ce samedi 30 avril, pour Istanbul après une visite de quatre jours au Vatican. La veille, il avait publié avec le pape une déclaration commune dans laquelle était soulignée l'unité croissante entre catholiques et anglicans. La seule surprise de ce voyage à Rome aura été une grise de position du Dr Coggan en faveur de l'intercommunion, qui, inattendu, devait provoquer quelque embarras à la Curie romaine.

Dernière minute LE PUITS AURAIT ÊTE COLMATÉ

Stavanger (A.P.). — Le puits de pétrole en fuite depuis une semaine de la plate-forme Bravo-14 d'Ékofisk a été colmaté, samedi matin, par l'équipe des sapeurs norvégiens à l'assaut de la société Phillips Petroleum.

Un avion B-77 de l'Institut géographique national (I.G.N.) a effectué, le 28 avril, pendant trois heures, une mission de télédétection au-dessus de la mer du Nord : il s'agissait de repérer avec précision la nappe de pétrole née de l'éruption d'Ékofisk. L'avion était équipé d'appareils de photo de radiométrie et de balayage. Le décollage des engins permettrait de mieux connaître la nappe et notamment son épaisseur, qui varie selon les zones.

Cette mission s'inscrit dans le cadre des recherches du Groupe-mission de la tété cétio d'adropatité (G.D.T.A.), qui réunit l'I.G.N., le Centre national d'études spatiales, l'Institut français du pétrole et le Bureau de recherches géologiques et minières.

ERRATUM. — Une « coquille » nous a fait écrire dans le « bulletin du jour » du Monde du samedi 30 avril (dernière édition), que 70 000 tonnes de pétrole par jour étaient rejetées dans les océans. C'est de 17 000 tonnes qu'il s'agissait.

M. BARRE CONFIRME LA RÉUNION « PRIVÉE » DE VERSAILLES

M. Raymond Barre a confirmé, vendredi, devant la presse ministérielle, qu'une rencontre des principaux responsables de l'économie occidentale avait eu lieu le samedi 28 avril à Versailles (« le Monde » du 30 avril).

Il est vrai, a-t-il dit, que cette rencontre a bien eu lieu, mais elle n'a eu lieu dans aucun cadre officiel. Un certain nombre de collègues du premier ministre et du ministre de l'Économie et des Finances français lui avaient proposé de venir s'entretenir avec lui, sur un plan tout à fait privé, avant de participer, à Washington, à la réunion ministérielle du comité intermédiaire du F.M.I. à laquelle M. Barre n'a pu assister.

Le premier ministre a précisé qu'il a eu le « plaisir » d'accueillir au Palais de l'Économie, secrétaire américain au Trésor, M. Denis Healey, chancelier de l'Échiquier, M. Hans Apel, ministre des Finances de R.F.A., et un représentant du ministre des Finances du Japon.

Le numéro du « Monde » daté du 30 avril 1977 a été tiré à 558 387 exemplaires.

La rencontre entre l'archevêque de Canterbury et Paul VI

Les romains reçoivent le sacrement de la sainte communion des mains d'évêques et de prêtres anglicans, et l'inverse est vrai aussi. Cela, c'est la première fois que deux papes se rencontrent, avec ou sans le consentement des autorités supérieures. L'heure n'est-elle pas venue — l'heure d'un dialogue, pour qu'une telle autorisation soit donnée ?

C'est pourtant une réponse délicate que celle qui est contenue dans la déclaration commune par le pape et l'archevêque de Canterbury, après une « rencontre de prière » à la chapelle Sixtine. Se félicitant des progrès accomplis par les deux Églises sur la voie de l'unité, les deux papes ont déclaré que la communion eucharistique est un sacrement de l'unité, et qu'elle ne peut être donnée qu'à ceux qui sont en communion avec l'Église catholique.

Or, d'intercommunion, il n'aurait pas de tout été question au cours de cette heure et demi d'entretien, si l'on en croit un membre de la Curie romaine, « un homme de la Curie romaine », qui a fait remarquer que la déclaration, s'il s'agit d'une déclaration, n'a pas été approuvée par le pape.

Les propos de l'archevêque de Canterbury ne peuvent être isolés de leur contexte. Persuadé que le monde est en perte de sens, qu'il a besoin d'être évangélisé, convaincu aussi qu'un tel son d'évangélisation entraîne un besoin de communion, le Dr Coggan demande aux Églises d'en tirer les conséquences. Voici le passage le plus remarquable de son intervention : « Dans divers endroits du monde (...), nous attendons une approbation officielle — parfois, à vrai dire, avec une autorisation locale — des catho-

La plus grande partie de la déclaration n'est cependant pas rédigée au futur mais au présent. « Nos divisions, y est-il dit notamment, font obstacle aux témoignages, à l'œuvre du Christ, mais elles ne barrent pas toutes les voies que nous pouvons poursuivre ensemble (...). Nous désirons que soient cherchées les moyens d'une telle collaboration, parce que la foi spirituelle croissante, constatée dans toutes les parties du monde créé par Dieu, nous invite à un tel chemin commun. »

Ce texte veut être à la fois un constat réaliste et un encouragement aux chrétiens. Il ne présente aucun caractère « missionnaire » puisque les rencontres entre les responsables des Églises se « banalisent » à mesure qu'elles se multiplient. C'est, selon les optimistes, la meilleure preuve que l'écoulement devient une réalité.

Il n'est pas fréquent que des chefs d'Église ou de simple évêques semblent se féliciter que des prêtres ou des fidèles passent outre aux règles en vigueur. En le faisant, le Dr Coggan fait non seulement preuve de réalisme, mais confesse implicitement le manque d'audace des responsables des Églises, qui, au sommet, les progrès de l'écoulement. Mais c'est évidemment une arme à double tranchant dans le climat tendu du Saint-Siège.

BÈGUES

Des milliers de personnes de tout âge, depuis 1938, ont bénéficié des Découvertes d'un Ancien Bègue. Renseign. grat. Pr M. BAUDET, 185, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

En raid meurtrier
le front Polisario
les familles
châliennes françaises
général sont évacués

Un entref
à quelques j
commencé
indis

Un sanglant
Turquie

Un sanglant
Turquie

Un sanglant
Turquie

Un sanglant
Turquie

Un sanglant
Turquie

Un sanglant
Turquie

Un sanglant
Turquie